Front mondial contre l'impérialisme
(p. 3 à 12)

L'Internationale

Mensuel • 12 F

N° 9 • Juillet-août 1984

Guerre de classe contre guerre impérialiste

Ce numéro de l'Internationale, comme tous les autres, montre bien que l'enjeu essentiel aujourd'hui pour les communistes c'est d'organiser la guerre de classe. Non pas la résistance passive, non pas la politique de l'autruche, non pas l'attaque partielle de secteurs isolés du système, mais la destruction du mode de production capitaliste — sous peine de reculer, de renforcer celui-ci, d'établir pour des décennies ou davantage le règne de la barbarie sur la planète et au-delà. Cette guerre de classe le capital l'a toujours menée contre les prolétaires n'hésitant pas à pratiquer génocides, extermination massives de quartiers ouvriers, déportations, etc., là où ses intérêts sont en jeu.

Il s'agit de reprendre l'initiative de l'offensive et de sortir de la phase défensive. C'est bien ce qui se passe partout malgré les apparences. Que ce soit au Guatemala, pays auquel nous consacrons un important article, aux USA au cœur de la bête, la fraction la plus forte du capital multinational, en Turquie sous une dictature de généraux de l'OTAN, en Italie où les communistes combattants ont aussi prouvé leurs capacités offensives, en Guadeloupe, ou dans les prisons où des révolutionnaires mènent cette guerre avec les moyens dont ils disposent ouvrant un second front.

Partout des groupes de communistes prennent l'initiative dans la guerre de classe.

Et c'est bien ce que depuis octobre l'Internationale essaie de montrer, à la fois instrument de lutte assumant un rôle dialectique unitaire au sein du mouvement révolutionnaire et dans le rapport entre celui-ci et le mouvement de lutte du prolétariat et aussi lieu de confrontation et de débats entre tous les courants organisés du mouvement révolutionnaire.

Bien sûr il reste beaucoup à faire, nous avons eu à faire face à toutes sortes de difficultés pour ne pas tomber dans les pièges de routine, mais nous pensons que le moment est venu de faire un premier bilan.

Nous avons page 2 et page 23 présenté un sommaire analytique des numéro parus jusqu'au numéro 8 afin de faciliter une vision globale des textes parus. Ce bilan ne peut être seulement celui d'une équipe de rédaction partie active du mouvement communiste, c'est pourquoi nous invitons nos lecteurs à émettre leurs propositions, critiques pour le prochain numéro de rentrée à paraître vers le 15 septembre.

Quelques remarques seulement : il faut que que nous précisions que divers textes et souvent ceux des dossiers ne sont pas l'émanation de la rédaction mais des documents que nous proposons à la discussion et qui ne reflètent pas forcément nos analyses mais qui présentent un intérêt pour la compréhension de certains secteurs de luttes. Nous aurions voulu ne faire paraître des textes que de groupes ou réalités que nous connaissons, que nous avons pu vérifier, cela n'a pas toujours été le cas. Nous nous efforcerons à l'avenir de présenter des dossiers plus précis.

D'autre part l'une de nos difficultés essentielles réside dans la diffusion, il est impératif que tous les lecteurs sympathisants de l'Internationale essaient de contrôler dans la mesure de leurs possibilités la diffusion en kiosques et librairies. En principe les NMPP nous diffusent à Paris et dans les régions, du moins dans les villes les plus importantes, seulement il s'agit d'une entreprise contrôlée par Hachette-Matra et qui a forcément d'autres intérêts... Il est donc essentiel de nous signaler les points de vente où l'on souhaiterait trouver régulièrement l'Internationale, cela vaut aussi pour les librairies dites militantes.

Autre chose : nous avons essayé de publier en général les textes que divers groupes nous envoient, pour septembre nous comptons ouvrir une rubrique « Front des Usines - Front des quartiers » à la disposition de ces groupes, car toutes les tendances communistes peuvent s'exprimer dans l'Internationale afin d'en faire vraiment un lieu de confrontation.

Nous avons choisi de publier dans ce numéro les communiqués des offensives d'Action Directe reçu juste avant le bouclage de ce numéro parce qu'ils nous paraissent être un élément essentiel au débat sur l'organisation des communistes dans les métropoles. Nous savons que le pouvoir essaie de nous mettre des bâtons dans les roues, notre siège social — Le Jargon Libre — a été fermé plusieurs semaines notre directeur de publication interpellé et emmené à la Brigade Criminelle, sans parler de menaces de petits nazillons, rien ne nous arrêtera et notre détermination sera d'autant plus grande si nos lecteurs contribuent à développer cet instrument de lutte qu'est l'Internationale.

Afin que l'Internationale devienne de plus en plus un instrument pour l'organisation des communistes dans la guerre de classe. □

Sommaire

- **Un an de contribution au débat révolutionnaire**
- **Un front mondial contre l'impérialisme**
  - **Communiqués d'Action Directe**
  - **Chronique de la résistance anti-impérialiste**
  - **Actions aux USA et en RFA contre Botha**
  - **Action en soutien aux prolétaires prisonniers italiens**
- **Interview de Rote Zora : féminisme et radicalité**
- **Interview du représentant de Dev Sol en Europe**
- **Document d'Avanguardia Proletaria pour la construction du PCC**
- **L'industrie de guerre en Italie**
- **Guatemala : texte de l'Orpa**
- **Sur le front des prisons**
  - **USA : combattre pour les prisonniers. Texte de Kuwasi Balagoon**
  - **Guadeloupe**
  - **RFA : interview des parents des prisonniers politiques**
  - **France : les prisonniers de Loos. Lettres de Régis Schleicher et Helyette Besse**
- **Extraits de déclarations des prisonniers de la RAF**

M9 • 1892 • 12 F

Au fil du temps...

Suite en page 23

DOSSIER PORTO RICO LUTTE REVOLUTIONNAIRE AUX U.S.A.

l'Internationale

Détruire le parti de la guerre

SOMMAIRE

N° 1 - Octobre 1983 :
« Détruire le parti de la guerre »

Dossier luttes révolutionnaires aux USA (II) : les Noirs Américains

l'Internationale

BANK

N° 2 - Décembre 1983 :
« Détruire ce qui nous détruit »

DOSSIER EUSKADI
guerre de classe et sale guerre

l'Internationale

De Talbot à Ramstein

CONSTRUIRE L'INTERNATIONALE DES PROLETAIRES

N° 3 - Janvier 1984 :
« Construire l'internationale des prolétaires »

Guerre à la guerre

« Contre la guerre impérialiste, mener la guerre de classe »,
(Un groupe de camarades français). n° 1
Guerre impérialiste et mouvement antiguerre aux Usa. n° 1
« Beethoven contre Mac Donald »,
(Cellules révolutionnaires). n° 1
Liban : paix démocratique, paix des charniers. n° 2
Le mouvement antiimpérialiste en Rfa. n° 2
« A propos de la discussion sur l'antiimpérialisme et l'antiaméricanisme »,
(Une lettre de Christian Klar). n° 2
Les aspects de l'économie de guerre :
« Qu'y a-t-il derrière la guerre, M. Reed ? Les profits ! »
(Agit'Prop). n° 3
Crise et économie mondiale,
débat avec I. Wallerstein, G. Arrighi et Samir Amin. n° 3
Action contre Honeywell Bull à Dusseldorf :
« Sur la guerre de libération nationale ». n° 3
La « troisième voie », une même logique belliqueuse :
« Encore et toujours la guerre ». n° 4
Les *Cellules révolutionnaires* répondent au mouvement :
« Une fausse politique ne devient pas plus juste parce qu'on essaie de la radicaliser ». n° 5 à 7
« Il n'y a d'espoir que tant que dure la lutte »,
(Des communistes pour l'Organisation). n° 5
Wintex 81 : le scénario des manœuvres 1981 de l'Otan dérobé par un groupe antimilitariste hollandais. n° 8

Un front mondial

● R.F.A.

Deux actions antiimpérialistes en Rfa. n° 1
Rote Zora contre Siemens. n° 2
Les RZ frappent un centre informatique. n° 2
Action contre le Mess Officiers de Hahn/Hunsrück. n° 2
Attentat contre une base américaine à Wiesbaden. n° 2
Une action des RZ contre le défilé militaire à Berlin. n° 2
Action des RS contre la fondation Konrad Adenauer. n° 3
Rote Zora attaque un centre informatique. n° 3
Action contre une école des services de renseignements. n° 4
Action de solidarité avec les révolutionnaires turcs. n° 4
Sabotage à l'usine Opel de Bochum. n° 5
Rote Zora et les ordinateurs (suite). n° 5
Un maton corrigé à Berlin. n° 5
Après l'occupation du consulat turc de Cologne,
(Interview d'un sympathisant de Dev Sol). n° 6
Organiser des réseaux d'aide aux travailleurs immigrés,
(Cellules révolutionnaires). n° 6
Actions simultanées en Rfa et en Suisse
contre le trust Schering. n° 6
Action des RZ contre un institut fédéral de financement. n° 7
Action de solidarité avec les occupants du consulat turc. n° 7
Action de solidarité pour le procès des occupants turcs. n° 8

● Italie

Bref historique des *Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant*. n° 1
Après les arrestations de Rome et de Milan. n° 1
Une action contre le Parti de la guerre
(Br pour la construction du Pcc). n° 2
Sur les évasions de Piacenza. n° 2
Déclarations des militants des Br au procès de Turin. n° 2
« A propos de l'"amnistie" et des soi-disant "solutions politiques" »,
(Quelques camarades italiens en France). n° 4
Sur l'exécution de R.L. Hunt à Rome,
(Br pour la construction du Pcc). n° 5
« Reconstruire une politique révolutionnaire »,
(Des militants des Br pour la construction du Pcc). n° 5
« Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne »
(Br pour la construction du Pcc),
Chapitres 1 et 2. n° 7
Chapitre 3. n° 8

● Hollande

Occupation de bunkers de l'Otan. n° 2

● Euskadi-Espagne

Le plan Zen, un nouveau plan antiterroriste. n° 1
Treize mesures pour un état d'exception. n° 2
Guerre de classe et guerre sale *(Dossier)*. n° 3
La socialdémocratie, experte en répression. n° 5
Eta (p-m) rejoint Eta (militaire). n° 5
Communiqué des Grapo. n° 6

● Irlande

« Renforcer le courant anti-impérialiste »
(Interviews de l'Inla et de l'Irsp). n° 6

Un texte d'Action Directe
« Une tâche révolutionnaire, le combat international »

l'Internationale

Confédération Générale du Travail

GUERRE A LA GUERRE !

Dans les Balkans, LA GUERRE EST DÉCLARÉE !

N° 4 - Février 1984 :
« Guerre à la guerre »

Dossier Canada
De l'action directe à l'action antiimpérialiste

l'Internationale

S'organiser

N° 5 - Mars 1984 :
« S'organiser »

Action Directe
Continuité d'un projet communiste

l'Internationale

le manifeste

Pour le communisme toujours

N° 6 - Avril 1984 :
« Pour le communisme, toujours »

Un front mondial contre l'impérialisme

De la capacité à s'organiser des éléments avancés du prolétariat dépend la réalisation ou l'échec des projets de l'impérialisme

Action directe « initie une nouvelle aire d'offensive politico-militaire »

■ Contre l'Institut Atlantique à Paris

Nous avons reçu à l'adresse du journal ces communiqués, nous les publions intégralement comme contribution au débat. Joint au communiqué nous avons reçu quelques documents en annexe. Le listing comptable de l'Institut ainsi que des brouillons de lettre. Nous les reproduisons dans leurs extraits les plus significatifs, ceux qui démontrent l'interdépendance entre l'Institut Atlantique et l'OTAN. Ils prouvent entre autre la participation importante de l'OTAN au financement de l'Institut Atlantique et son engagement en faveur de l'implantation des euromissiles en particulier et de la politique belliciste en général. ▭

Nous avons attaqué l'Institut Atlantique, cellule de réflexion et de propagande d'articulation impérialiste.

Son importance n'est pas à démontrer ; nous l'avons choisi pour initier une nouvelle aire d'offensive politico-militaire, car bien plus que la Commission Trilatérale qui n'insère pas au sein de ses réflexions l'aspect matériellement militaire, l'Institut est un point de convergences pratiques entre les divers secteurs du capital international, la recherche dite scientifique et son aplication militaire.

Toute son infrastructure dirigeante est une preuve de cette affirmation. La direction est entièrement américaine, inféodée à l'OTAN. Au plus haut niveau des structures de cet institut, on retrouve des représentants du capital transnational, c'est ainsi que l'Italie est représentée par Agnelli, PDG de la Fiat. Le financement est opéré par des entreprises privées et par des entreprises étatiques, telles que le Crédit Agricole, Elf Aquitaine ou la Régie Renault, mais c'est surtout l'OTAN lui-même qui assure le financement principal.

Les listings comptables, tous les brouillons de lettres et tous les documents que nous avons trouvés en deux ans de surveillance, démontrent que cette officine de l'OTAN est l'une des plus importantes courroies de transmission en Europe de l'Ouest.

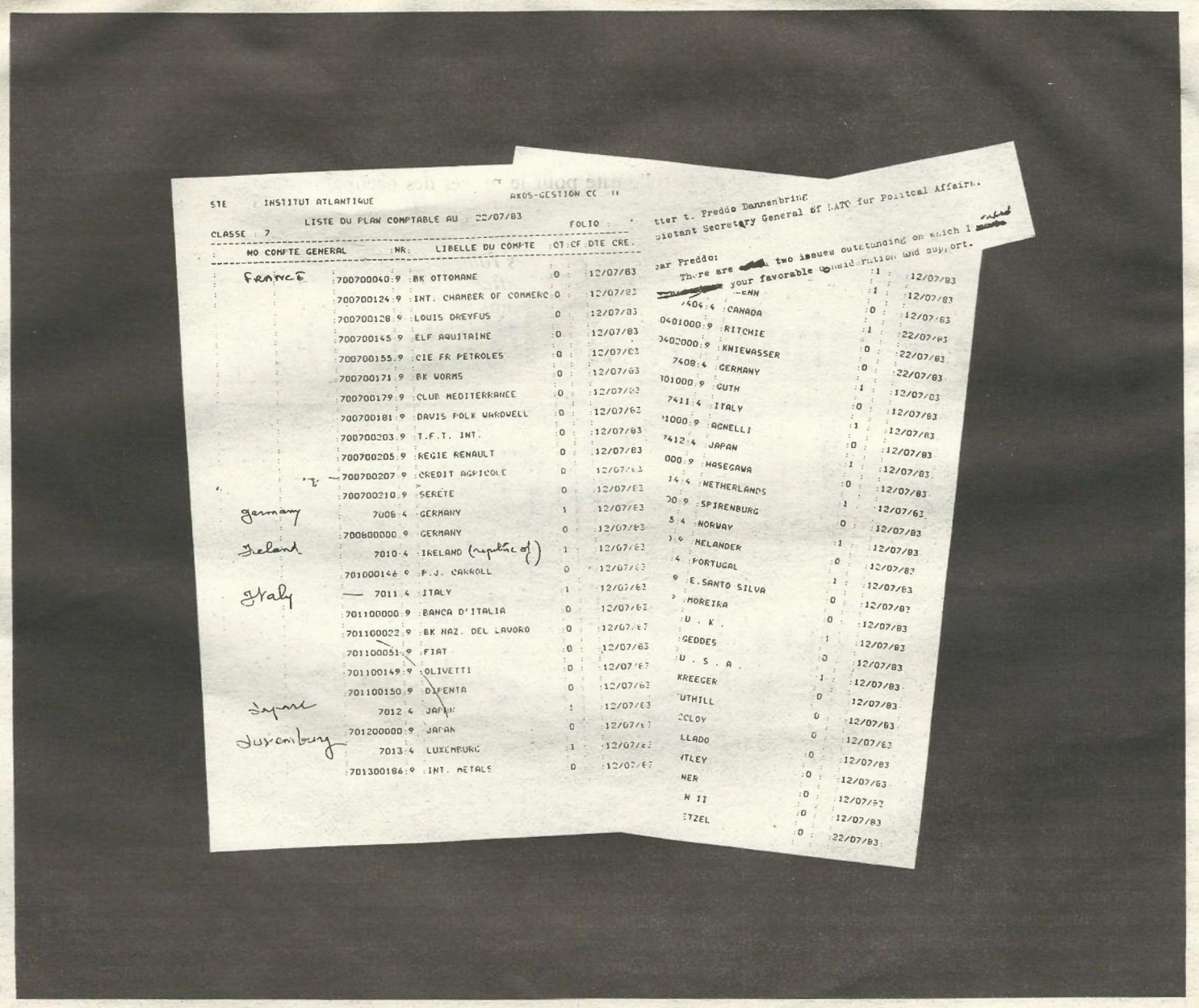
Les derniers travaux de l'Institut révèlent les préoccupations de l'OTAN en Europe : restructuration industrielle, implantation des missiles, unification d'une Europe militaire et économique sous l'égide de l'OTAN.

Le simplisme qui ne veut voir l'impérialisme que comme un système global de surpuissance dominant tout, centralisé en un commandement général, que ce soit Washington, New York ou Disneyland, ou l'analyse contraire qui ne comprend l'impérialisme que comme une machine n'ayant des incidences ou ne pouvant être résolue qu'au quotidien, constituent les deux pièges qui conduisent à un renforcement de l'impérialisme par une fausse praxis.

Abattre aujourd'hui le système de domination impérialiste — celui du capitalisme à son stade de développement actuel, implique la nécessité impérative de l'organisation politique et militaire internationale des éléments conscients de la classe — afin d'attaquer et de désarticuler à tous les niveaux de commandement, le système impérialiste.

De la capacité à s'organiser des éléments avancés du prolétariat des métropoles dépend la réalisation ou l'échec des projets de l'impérialisme : surexploitation, guerres, anéantissement, mais de cette organisation communiste dépend aussi la possibilité pour le prolétariat de sa libération dans la guerre de classes vers une société communiste.

La révolte ou la résistance individuelle ou de mini-groupes ne peut se comprendre que comme reflet partiel



STE : INSTITUT ATLANTIQUE — AKOS-GESTION CC

LISTE DU PLAN COMPTABLE AU : 22/07/83 — FOLIO

CLASSE : 7

NO COMPTE GENERAL	NR:	LIBELLE DU COMPTE	OT	CF	DTE CRE.
700700040	9	BK OTTOMANE	0		12/07/83
700700124	9	INT. CHAMBER OF COMMERC	0		12/07/83
700700128	9	LOUIS DREYFUS	0		12/07/83
700700145	9	ELF AQUITAINE	0		12/07/83
700700155	9	CIE FR PETROLES	0		12/07/83
700700171	9	BK WORMS	0		12/07/83
700700179	9	CLUB MEDITERRANEE	0		12/07/83
700700181	9	DAVIS POLK WARDWELL	0		12/07/83
700700203	9	T.F.T. INT.	0		12/07/83
700700205	9	REGIE RENAULT	0		12/07/83
700700207	9	CREDIT AGRICOLE	0		12/07/83
700700210	9	SERETE	0		12/07/83
7006	4	GERMANY	1		12/07/83
700800000	9	GERMANY	0		12/07/83
7010	4	IRELAND (republic of)	1		12/07/83
701000144	9	F.J. CARROLL	0		12/07/83
7011	4	ITALY	1		12/07/83
701100000	9	BANCA D'ITALIA	0		12/07/83
701100022	9	BK NAZ. DEL LAVORO	0		12/07/83
701100051	9	FIAT	0		12/07/83
701100149	9	OLIVETTI	0		12/07/83
701100150	9	DIPENTA	0		12/07/83
7012	4	JAPAN	1		12/07/83
701200000	9	JAPAN	0		12/07/83
7013	4	LUXEMBURG	1		12/07/83
701300186	9	INT. METALS	0		12/07/83

tter t. Freddo Dannenbring
sistant Secretary General of NATO for Political Affairs.

ear Freddo:
There are [redacted] two issues outstanding on which I [redacted] your favorable consideration and support.

	7404	4	CANADA	0 12/07/83
0401000	9	RITCHIE	1 22/07/83	
0402000	9	KNIEWASSER	0 22/07/83	
	7408	4	GERMANY	0 22/07/83
101000	9	GUTH	1 12/07/83	
	7411	4	ITALY	0 12/07/83
1000	9	AGNELLI	1 12/07/83	
	7412	4	JAPAN	0 12/07/83
000	9	HASEGAWA	1 12/07/83	
	14	4	NETHERLANDS	0 12/07/83
00	9	SPIRENBURG	1 12/07/83	
	5	4	NORWAY	0 12/07/83
	0	9	MELANDER	1 12/07/83
		4	PORTUGAL	0 12/07/83
		9	E.SANTO SILVA	1 12/07/83
			MOREIRA	0 12/07/83
			U . K .	0 12/07/83
			GEDDES	1 12/07/83
			U . S . A .	0 12/07/83
			KREEGER	1 12/07/83
			UTHILL	0 12/07/83
			CCLOY	0 12/07/83
			LLADO	0 12/07/83
			ITLEY	0 12/07/83
			NER	0 12/07/83
			N II	0 12/07/83
			ETZEL	0 12/07/83

de l'antagonisme de classe et non comme transformation collective du rapport de forces dans cet antagonisme ; de même que toute apparition ponctuelle — même militaire n'est pas un élément qui peut déterminer un affrontement réel, c'est-à-dire politique s'inscrivant dans une stratégie de lutte des classes.

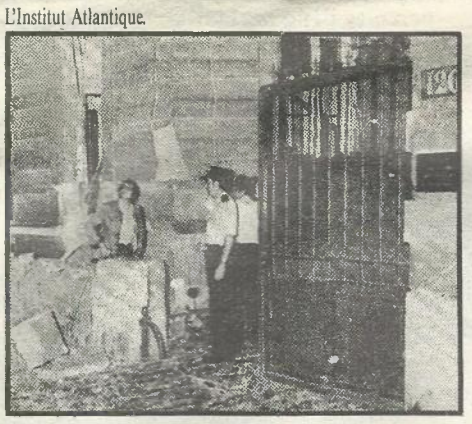
Aujourd'hui s'organiser, ce n'est pas seulement lier les individus et les pratiques antagonistes dans un système informel ou formel d'apparitions ponctuelles.

S'organiser, c'est unifier toujours plus les pratiques différentes dans une analyse et une stratégie concrètes d'attaque, de destruction/construction, c'est dépasser les errements et la désorientation individuelle, minicollective, dilettante engendrée par le caractère contradictoire des rapports de domination impérialiste, par un développement analytique, pratique et commun. C'est construire sur le terrain de l'affrontement par la pratique, le débat, la réflexion, la confrontation, la ligne politique qui permette à chacun et à tous d'être les éléments conscients et responsables au sein de l'organisation, de la globalité de l'affrontement. D'en être les germes et les fruits.

L'organisation dans les métropoles aujourd'hui sert les éléments communistes qui œuvrent ensemble afin d'unifier un maximum de réalités antagonistes, par une stratégie révolutionnaire véritablement capable d'armer le prolétariat de la volonté de s'armer.

Le rôle historique du prolétariat ne réside pas tant seulement en ce qu'il est, comme producteur collectif, le pilier de ce système, mais aussi en ce que, comme producteur collectif, chacune de ses erreurs, chaque repli, chaque défaite alourdisse le poids de ses chaînes et renforce le pouvoir qu'il aura plus tard à subir et à vaincre.

L'Institut Atlantique.



L'historicité de son rôle réside en ce que dans l'alternative de construire un monde qui lui est étranger, même avec les avantages partiels que le capital lui concède, son choix est — soit de décider de le détruire pour s'émanciper et vivre comme des êtres humains, soit de s'enchaîner en participant consciemment ou non à l'extermination de ce monde par l'impérialisme.

Pour nous en tant que communistes — fraction organisée et combattante du prolétariat — c'est consciemment que nous avons choisi en refusant toute suprématie et détermination extérieure à la classe.

Rompre les chaînes pour articuler nos forces en pratiques concrètes d'attaques. Nous sommes tout aussi conscients qu'étant partie de la classe, ce n'est qu'en développant simultanément la force de la classe et ses victoires que nous développerons la conscience nécessaire à son organisation pour d'autres victoires.

Mener le combat dans les métropoles avec les révolutionnaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie

Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers

Guerre de classe contre guerre impérialiste

Solidarité avec tous les communistes emprisonnés

Pour l'unité des communistes dans l'offensive contre le capital — celui des multinationales, de l'OTAN

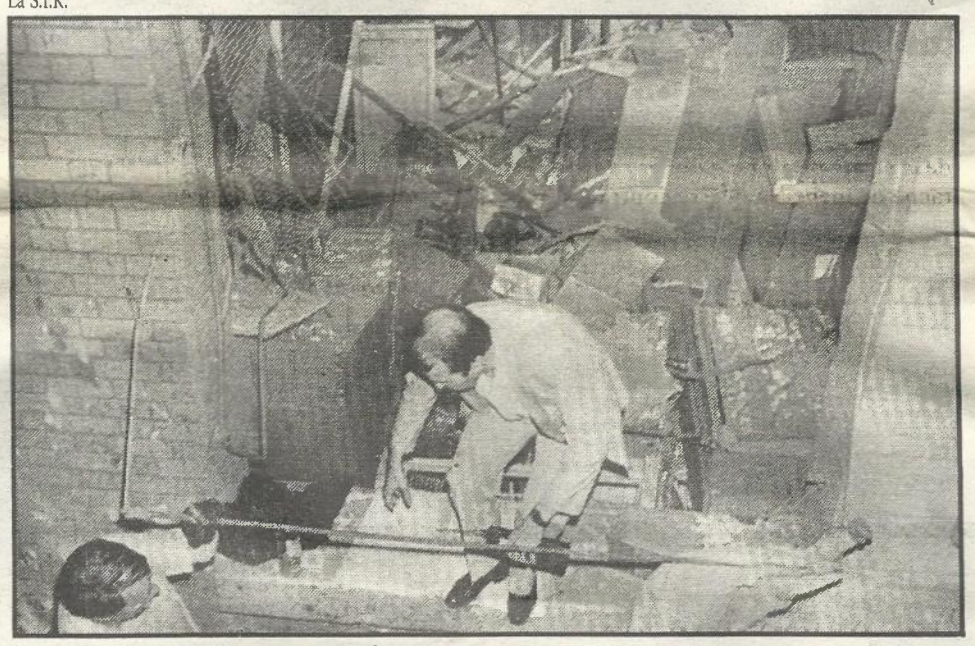
Unité stratégique des organisations communistes combattantes dans le développement de la guerre de classe □

Le 11 juillet 1984
UNITE COMBATTANTE
CIRO RIZZATO
ACTION DIRECTE

■ Contre le service informatique du ministère de la Défense

Le 13.7.84, nous avons attaqué le service informatique du bureau de recherche et programmation du ministère de la Défense dans les locaux du Siar (Surveillance industrielle de l'armement : « Organisme chargé de la surveillance technique et de la liquidation financière des commandes de matériel d'armement passées à l'industrie. La Siar assure aussi la représentation de la délégation générale pour l'armement auprès des autorités régionales et des industries. »), au 10, rue Sextus-Michel, 75015 Paris. Le 14.7.84, nous avons attaqué l'annexe du ministère de l'Industrie, rue Crillon, 75004 Paris, responsable de la régulation des Oléoducs inter-allié, précisément pourvoyeur de carburant auprès des bases européennes de l'Otan.

La S.I.R.



Guerres, économie de guerre, économie permanente d'armement, voilà la caractéristique centrale de l'économie de l'impérialisme, le stimulant permanent dont elle a un besoin viscéral pour se maintenir à flot. Qu'il s'agisse des deux grandes guerres, de la guerre froide des années 1950, des quelques 250 conflits armés que le monde a connus de 1945 à 1984, de l'intensification des dépenses d'armements de la fin des années 1970 et du début des années 1980, le militarisme apparaît nettement comme la bouée de sauvetage à laquelle le capitalisme s'accroche systématiquement chaque fois que les forces inhérentes à son propre système risquent de le faire sombrer dans l'abîme de la crise. Face à la nécessité inhérente à ce système, il est dérisoire de s'installer dans un pacifisme pacifique. On ne doit pas comprendre l'implantation des missiles comme seule conséquence d'un délire reaganien, mais analyser la logique de ce système et ses répercussions ; c'est-à-dire : militarisme, guerre psychologique et surtout restructuration industrielle.

Il ne faut pas voir les conséquences immédiates comme étant le projet.

Chacun doit lutter dans le secteur où il détient le plus de force, mais toujours en reliant offensivement son combat à ceux des autres prolétaires engagés dans d'autres secteurs de la même lutte ; seule réponse à la tendance à la guerre impérialiste : la guerre de classe généralisée. Donc frapper à tous les niveaux de cette préparation, dépacifier leurs centres de direction, saboter à tous les niveaux les articulations de leur projet. L'économie capitaliste en crise a un besoin vital d'une intensification de ses dépenses militaires, du passage à toutes fins utiles de l'économie d'armement à une économie de guerre et éventuellement à une guerre, que seuls empêchent de se déployer les rapports actuels entre les classes et les rapports politiques mondiaux où l'initiative à l'échelle mondiale appartient à la classe ouvrière et aux masses exploitées. La crise des fondements économiques du système se double d'une crise de domination politique.

Il s'agit aujourd'hui de développer les luttes économiques en pouvoir politique de classe. □

Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers

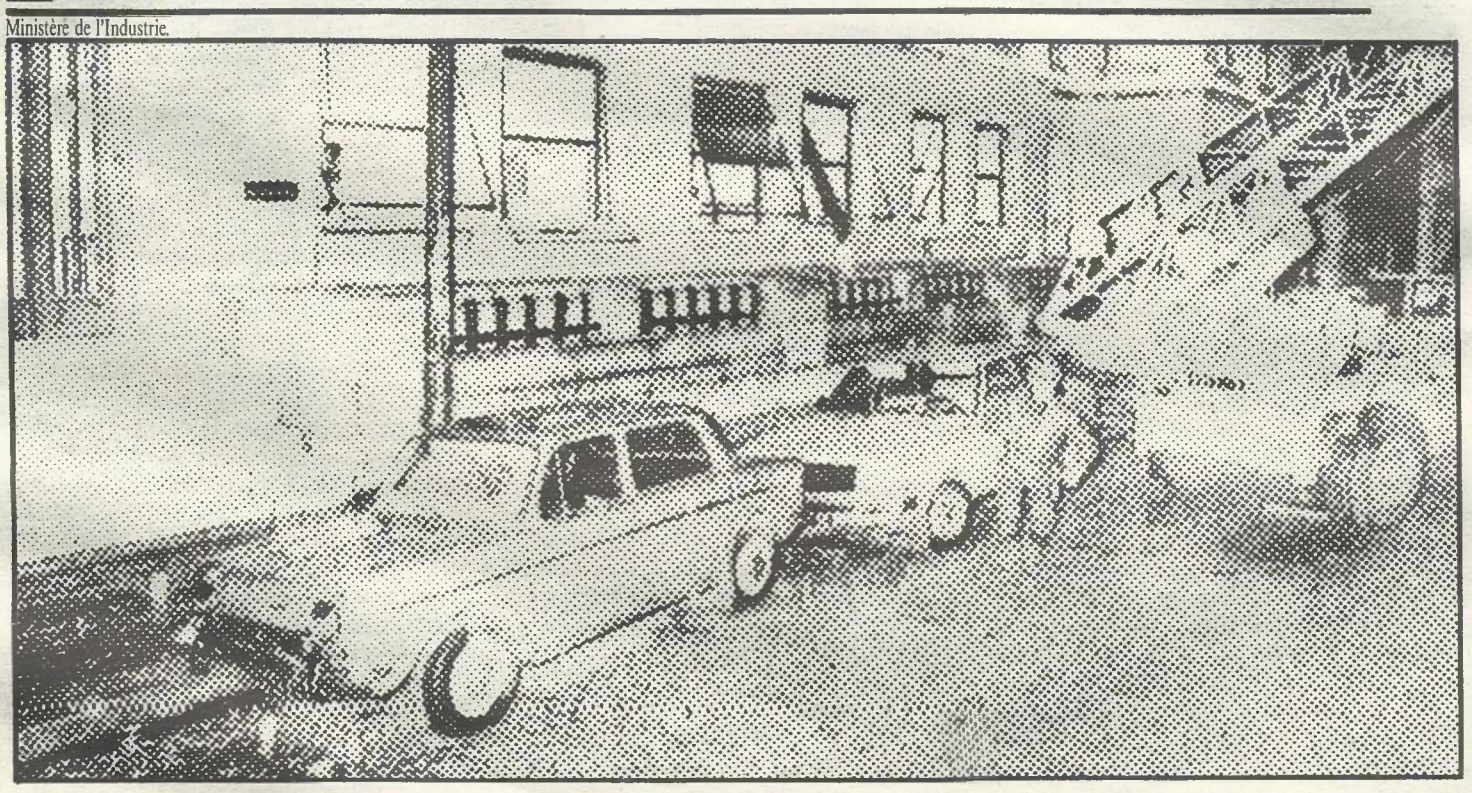
Guerre de classe contre guerre impérialiste

Détruire le projet impérialiste et son articulation Otan

Unité Communiste Combattante
Lahoari Farid Benhellal
ACTION DIRECTE

■ Contre le ministère de l'Industrie à Paris

Ministère de l'Industrie.



Une action contre la Deutsche Bank

Contre les impérialistes de l'Otan, contre Botha et autres fascistes et racistes !

Aujourd'hui, le jour de la visite du bourreau raciste Botha en RFA, nous avons fait exploser une bombe contre la *Deutsche Bank*, Bockenheimer Landstrasse.

Après que les troupes sudafricaines et les commandos de tueurs armés par Pretoria aient asséné des coups importants aux peuples d'Angola, du Mozambique, du Zimbabwe et de Namibie, Botha vient maintenant et se fait fêter comme une colombe de la paix par ses collègues des gouvernements ouest-européens, après les massacres commis. Dans les médias, les traités de paix signés sous la menace sont célébrés, alors même qu'ils ne sont pas respectés. Les troupes de mercenaires continuent à massacrer au Mozambique et en Angola.

Les soi-disant traités de paix ne sont rien d'autres que des documents de la violence impérialiste exercée contre le combat des peuples africains pour se libérer du joug raciste et de l'exploitation éhontée des Africains et de leurs ressources par les trusts impérialistes.

Les intérêts que Bonn a à la reconnaissance politique internationale de l'Afrique du Sud, sont tout aussi traditionnels et intensifs que l'imbrication des économies allemande et sudafricaine. Le capital allemand s'associe depuis toujours, et en réalisant d'importants profits, à la politique de l'apartheid : BASF Höchst, Volkswagen, Bosch, Man, pour n'en citer que quelques-uns.

Des banques comme la *Dresdner Bank* et la *Deutsche Bank* financent l'équipement militaire — jusqu'à l'armement nucléaire. L'embargo militaire décidé par l'ONU n'est pas et n'a jamais été un obstacle pour l'industrie militaire ouest-allemande pour exporter ses produits vers l'Afrique du Sud.

Le racisme en Afrique du Sud, comme par exemple aussi en Israël, est typique de ces bastions anticommunistes. C'est un moyen de mener la guerre et le fascisme quotidien contre les peuples luttant pour leur libération.

La dictature fasciste de l'Afrique du Sud est un pilier de l'impérialisme. En tant que telle, l'Afrique du Sud est intégrée dans la stratégie politique et militante de l'OTAN.

De la même manière qu'Israël et la Turquie pour le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique du Sud a, dans le cadre de la stratégie globale impérialiste, pour tâche de mener la guerre contre les pays socialistes et les luttes de libération anti-impérialistes.

Solidarité avec les luttes de libération en Afrique du Sud.
Solidarité avec tous les prisonniers politiques dans les prisons impérialistes.
Combat pour le regroupement des prisonniers de la RAF et de la Résistance. □

Chronique de la résistance anti-impérialiste

Avril 1984

• Action contre la *Pan-Am* à Stuttgart en soutien à la grève de la faim des prisonniers turcs revendiquée par une « *Brigade populaire révolutionnaire* ».
• Actions d'un groupe anarchiste à Paris en soutien aux prisonniers japonais (voir le n° 8 de l'*Internationale*) contre les entreprises Sony et Sonauto.

Mai 1984

Action arménienne contre un homme d'affaire turc, revendiquée par l'*Armée secrète arménienne*, en Iran juste avant la visite d'une délégation turque venue pour affaires et menée par le Premier ministre Ozal. L'armée secrète est une organisation arménienne qui ne s'attaque qu'aux responsables et refuse toute action aveugle. Les mésaventures, tristes et comiques à la fois, du fameux Club Méditerranée qui avait osé citer l'Arménie et le Kurdistan dans sa brochure, et qui a dû s'en excuser auprès de la Junte turque (affaires obligent), montrent bien quel silence de mort les autorités turques veulent faire régner sur l'existence de ces peuples en lutte.
• Action des *cellules révolutionnaires* contre l'Institut Fraunhofer à Duisbourg en RFA. Les Rz dénoncent le rôle de cet Institut dans la recherche sur la restructuration et sur l'affinement des armes de guerre. Les Rz voient dans la volonté du gouvernement Spd de ce Land d'installer les technologies de pointe un pas supplémentaire dans la politique capitaliste de rationalisation dans la Ruhr. Pour les Rz, « *les sabotages, les grèves et les occupations doivent empêcher la réalisation du programme radical de rationalisation, d'intensification de la recherche militaire face à la crise qui s'aggrave* ».
• *Action contre la maison de Kohm, le Commissaire principal qui a dirigé les opérations à Krefeld lors de la visite de Bush. Revendiquée par le « Noyau révolutionnaire, section justice populaire ».*
• Action à Toulouse contre le local où devait se tenir le meeting de Le Pen. Celui-ci est entièrement détruit, la réunion se tiendra sous un chapiteau.
• Action contre la piste d'envol Ouest de l'aéroport de Francfort, qui doit servir essentiellement à l'armée américaine. La construction avait occasionné un vaste mouvement en 1981/1982 qui, comme tous ces mouvements, s'étaient essoufflés au bout d'un certain temps, malgré son caractère offensif et large, et du fait de son aspect essentiellement ponctuel. Aussi cette action, revendiquée par la Mla, « *Armée de libération de Mönchbruch* » forêt proche de la piste, doit-elle rappeler que la construction se poursuit et se termine. La Mla a multiplié les actions de sabotage ces dernières années.

La piste ne sera donc pas inaugurée « *officiellement* », comme cela était prévu, mais à la sauvette, et la police a été placée en état d'alerte.

Juin 1984

• Action contre la Banque pour le Commerce et l'Industrie de Berlin. Le feu a atteint la substance du bâtiment. Objectif atteint.
• Au Portugal, l'ex-Pdg d'une importante société de pêche est abattu. L'action est revendiquée par les « *Forces populaires du 25 avril* ».
• *Radikal*, le journal allemand de Berlin qui informait de manière précise et souvent humoristique, sur l'action des forces radicales et anti-impérialistes en RFA, cesse de paraître. Pour cause d'interdiction.

Rappelons que les propriétaires du journal ont été condamnés à deux ans de prison pour la publication d'un texte des Rz. Le journal jouissait d'un important soutien. D'innombrables groupes s'étaient portés co-directeurs pour manifester leur soutien au projet.
• Le « *Tageszeitung* », le plus grand hebdomadaire d'extrême-gauche alternatif de RFA a vu tout son courrier saisi — et cela fait un paquet de lettres — pour avoir prêté son adresse au journal sus-mentionné.
• Les sentences tombent pour les prisonniers de Krefeld : le motif est la participation à la manifestation contre le vice-président américain Bush, qui avait poussé la provocation jusqu'à venir dans la ville même où avait été signé l'appel de Krefeld contre les missiles, et cela en plein milieu de la campagne antimissiles. Une erreur d'aiguillage avait fait passer le cortège de Bush près d'une partie des manifestants. Résultat : jets de pierres et insultes. Cela n'avait pas plu. Les verdicts pour cette manif offensive sont lourds : deux ans fermes !
• A l'occasion du renouvellement des mesures de privations des droits élémentaires pour le prisonniers communistes combattants dans les prisons spéciales en Italie, en fin de moi, un « *Noyau de communistes* » s'attaque à un centre informatique de direction d'une grande banque italienne à Paris. □

Une action à Paris en soutien aux prolétaires prisonniers d'Italie

Aujourd'hui, lundi 2 juillet 1984, un noyau de communistes a frappé dans ses intérêts l'une des serviles représentations de la bourgeoisie impérialiste et du patronat italien en France, **la Direction de l'organisation et de l'informatique de la Banco di Roma à Paris**.

Nous manifestons d'abord notre totale solidarité avec l'extraordinaire mouvement de lutte de la classe ouvrière italienne contre l'attaque à ses conditions de vie et la tentative de restauration autoritaire menée par le gouvernement « *socialiste* » du répugnant Craxi, avec le soutien actif des larbins du patronat, les révisionnistes du parti de Berlinguer. Mais, nous voulons surtout souligner **l'unité du combat pour la libération prolétarienne dans toute la métropole européenne** : c'est une même restructuration au service de la préparation de la guerre impérialiste que tentent d'imposer les sociaux-démocrates d'Italie, de France, d'Espagne et d'ailleurs.

C'est donc un même combat internationaliste que doivent mener les avant-gardes de lutte et les forces communistes des différents pays de la métropole ! Chez Talbot et Citroën ou à la Fiat et à l'Alfa Romeo, c'est contre un même sinistre projet qu'il faut s'organiser : **contre l'issue bourgeoise à la crise, la guerre impérialiste.**

Alors que, chaque jour, des milliers d'hommes et de femmes meurent sous les balles et les bombes de l'impérialisme, que des milliers meurent de la faim produite par un système qui se repaît du pillage de nations entières, que des centaines meurent des soi-disant « *accidents du travail* » derrière lesquels se cache mal l'immonde logique du profit capitaliste, il est possible, nécessaire et légitime de s'organiser pour mener la guerre de classe.

Le choix de la date de notre intervention n'est pas non plus hasardeux. C'est en effet le 30 juin que l'Etat italien a de nouveau renouvelé pour trois mois, comme c'est maintenant le cas depuis début 1982, le tristement fameux article 90, qui suspend l'ensemble des droits élémentaires pour les prisonniers communistes qui n'abjurent pas de leur identité. Car, dans le dispositif de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat, il y a aussi cela : 40 000 prolétaires prisonniers, plus de 4 000 prisonniers communistes, des condamnations à perpétuité par dizaines, des dizaines de siècles de prison...

Nous voulons donc aussi affirmer **notre totale unité de lutte** avec les prolétaires prisonniers d'Italie, mais aussi avec nos camarades détenus en France, au premier rang desquels des combattants communistes français et italiens.

Que l'ennemi sache que, par delà les frontières, nous ne lui laisserons aucun répit. Les révolutionnaires et les avant-gardes savent **qu'il est possible de lutter, qu'il est possible de vaincre**.

Rome, Paris, Madrid, Bonn, Londres... : un même front révolutionnaire !

Liberté pour les prisonniers communistes !

Au revoir... et à bientôt ! □

Action contre Ibm aux Usa, en solidarité avec le peuple d'Afrique du Sud

Communiqué n° 8 du Front uni de libération

Liberté pour Nelson Mandela et pour tous les prisonniers politiques !
Azanie libre !
Mort à l'apartheid !
Vive la guerre du peuple !

« Il n'y a pas très longtemps, le fascisme en Afrique du Sud engloutissait nos héros dans Sharpville... »

Le 21 mars 1960, la police fasciste d'Afrique du Sud ouvrait le feu sur le peuple africain désarmé, rassemblé pour protester contre la loi répressive d'apartheid. 67 personnes furent tuées et 100 furent blessées dans ce massacre à Sharpville.

Cette nuit, 19 mars 1984, des unités armées du *Front uni de libération* ont plastiqué l'immeuble du siège social d'Ibm, au 3000 Westchester Avenue, dans la banlieue nord de New York. Ibm est un marchand de mort qui profite directement et soutient le gouvernement fasciste d'Afrique du Sud et sa guerre de terreur contre le Peuple épris de Liberté d'Afrique du Sud. Nous devons continuer et nous continuerons d'attaquer sur tous les fronts l'impérialisme Us dont la politique gouvernementale et les profits se développent dans le sang des massacres de Sharpville, Soweto, Kassinga, Maputo, Maseru, dans les cellules de détention et dans les chambres d'exécution des prisons sudafricaines.

Ibm *Corporation* est responsable de crimes contre le peuple d'Afrique du Sud par sa collaboration avec le gouvernement fasciste !

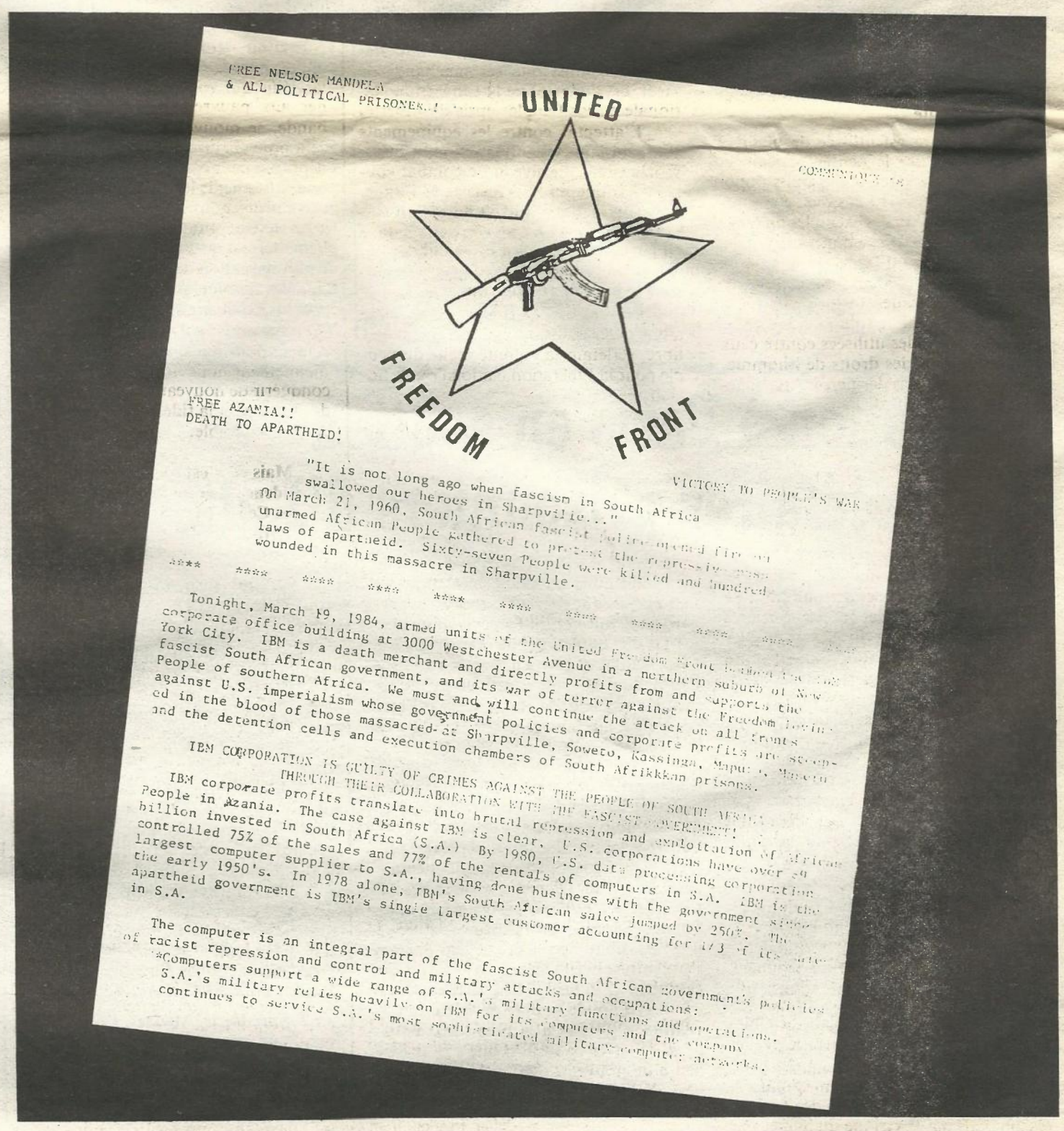
Les profits d'Ibm *Corp.* se traduisent par une brutale répression et par l'exploitation du peuple africain en Azanie. Le cas d'Ibm est clair. Les sociétés commerciales américaines ont investi plus de 9 milliards de dollars en Afrique du Sud. En 1980, les sociétés de traitement de données contrôlaient 75 % des ventes et 77 % des valeurs locatives des ordinateurs en Afrique du Sud. Ibm est le plus grand centre informatique fournisseur de l'Afrique du Sud et traite avec le gouvernement depuis le début des années cinquante. Au cours de la seule année 1978, les ventes d'Ibm en Afrique du Sud ont fait un bond de 250 %. Le gouvernement d'apartheid est son plus gros client puisqu'il représente 1/3 des ventes d'Ibm en Afrique du Sud.

L'informatique est partie intégrante des politiques du gouvernement fasciste sudafricain, de la répression et du contrôle raciste, des attaques militaires et des occupations :

- les ordinateurs soutiennent une grande partie des fonctions et des opérations militaires de l'Afrique du Sud. Les militaires sudafricains comptent énormément sur Ibm pour leurs ordinateurs et la compagnie continue de servir le plus sophistiqué des réseaux militaires informatisés ;
- Ibm a mis en place le Projet *Korvoor*, un système logistique militaire automatisé qui utilise l'équipement d'Ibm pour approvisionner en munitions et en matériel militaire les unités qui sont hors du pays. Le projet permet à l'Afrique du Sud de poursuivre sa guerre en Namibie, ainsi que ses fréquentes attaques contre les pays voisins, particulièrement l'Angola ;
- les traitements Ibm sont utilisés par les chemins de fer sudafricains *(South African Railways)* pour permettre les transports de troupes, du matériel et de l'armement pour les invasions armées en Namibie et en Angola ;
- Ibm fournit les recherches militaires ;
- Ibm fournit les entrepreneurs militaires, les fabricants d'armes et les producteurs des systèmes d'armement. Par exemple, Ibm loue des ordinateurs à une compagnie d'Afrique du Sud qui produit des *Land-rovers* pour les forces de sécurité. Ce sont ces mêmes véhicules que la police sudafricaine a utilisé pour la répression de Soweto et pour d'autres opérations. Durant le soulèvement de Soweto, 100 personnes, dont de nombreux enfants, furent assassinés par les porcs des forces de sécurité ;
- Ibm fournit des ordinateurs à une compagnie qui construit les véhicules blindés destinés à l'Armée sud-africaine. Les véhicules blindés sont essentiels pour le type de contre-insurrection et d'opérations policières dans lesquelles l'Afrique du Sud est engagée ;
- Ibm loue plusieurs ordinateurs à l'un des plus importants fabricants d'explosifs, une compagnie qui s'est spécialisée dans la fabrication du napalm et des gazs anti-émeutes, tel celui utilisé à Soweto, etc. ;
- Ibm a maintenu des installations d'ordinateurs militaires dans des régions soumises à l'embargo, en le contournant par des opérations hors des Usa ;
- les ordinateurs Ibm sont utilisés comme partie intégrante du système d'identification national d'Afrique du Sud ;
- Ibm fournit les services gouvernementaux en ordinateurs, formation et services que ceux-ci peuvent facilement adapter à leurs objectifs réels : militaires, policiers et carcéraux ;
- Ibm fournit des ordinateurs au bureau des registres de la population du Département Intérieur, au Cabinet du Premier Ministre (P.W. Botha, porc fasciste, inventeur de la « *stratégie totale* »), comme à beaucoup d'autres services gouvernementaux.

Il est clair que l'aide des sociétés Us de haute technicité soutient le gouvernement fasciste sud-africain et la machine de guerre qui le renforce. La collaboration des sociétés américaines, dont Ibm, avec l'apartheid, par la fourniture d'équipements, de produits, de technologies et de formations, est égale à celle de ces entreprises criminelles de l'Allemagne nazie qui construisaient la machine de guerre nazie et les camps de concentration. Des millions de souffrances et de morts pour des millions de profits.

Nous savons qui sont les collabos. Nous avons attaqué Ibm dans le passé.



Nous les attaquons aujourd'hui comme nous les attaquerons dans le futur, à moins qu'ils ne cessent leur soutien et leurs affaires avec le gouvernement illégal d'Afrique du Sud.

Après notre dernière attaque à la bombe contre les équipements Ibm, qui a provoqué d'importants dégâts matériels (et aida à ternir leur factice mais brillante vitrine de Madison Avenue), les dirigeants d'Ibm offraient 25 000 dollars de récompense pour notre capture. Ils encouragent donc la collaboration avec l'ennemi à tous les niveaux ! Nous disons : donnez donc vos 25 000 dollars couverts de sang aux familles de ceux qui sont morts au cours de leur détention dans les prisons d'Afrique du Sud.

En 1980, 30 000 enfants africains sont morts de faim en Afrique du Sud, et beaucoup d'autres moururent de maladies dues à la malnutrition. Des millions d'Africains, et parfois des communautés entières, ont été arrachés de leurs maisons par la force et transférés dans les « *bantustans* ». Ces soi-disant *bantustans*/patries ne sont rien d'autre que des camps de concentration occupant une petite bande de terre stérile, administrés par d'imbéciles brutes armées et soutenues par le gouvernement fasciste sud-africain. Ces camps sont ravagés par la misère et le chômage, et la moitié des enfants y meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans.

Le système des « *pass* » informatisés veut que chaque Africain de plus de 16 ans doive toujours porter un laisser-passer (comportant ses caractéristiques personnelles et ses empreintes) qui doit être présenté à tout moment sur demande de la police. Sans un tel « *pass* », le peuple africain ne peut pas travailler, vivre ou visiter ce qui est désigné par le gouvernement comme « *zone blanche* ». 250 000 personnes sont arrêtés chaque année pour non-présentation du document d'identité.

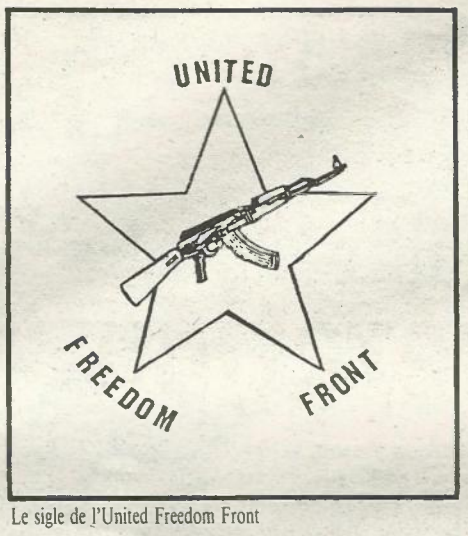
La torture est utilisée de manière routinière contre le peuple africain et contre toutes les personnes qui s'opposent à l'apartheid. Le cas bien connu de Steve Biko est l'un des exemples du nombre considérable de personnes qui ont été assassinées pendant leur détention par la police de sécurité. Meurtres, tabassages, décharges électriques, tortures physiques et isolement total ne sont que quelques-unes des méthodes utilisées contre ceux qui luttent pour les droits de l'homme. Justement, le mois dernier, à Atteridgeville, les porcs ont dispersé une assemblée d'étudiants qui protestaient contre les punitions corporelles à l'école, chargeant en camion sur un groupe d'enfants, en blessant un grand nombre et tuant Emma Sathedgeke, âgée de 15 ans.

Il n'y a pas de droits de l'homme en Afrique du Sud raciste !

Depuis les émeutes de Soweto, il y a un énorme renforcement militaire en Afrique du Sud, et des forces policières supplémentaires sont dirigées contre les mouvements de libération et les peuples de Namibie, d'Angola et du Mozambique.

La « *stratégie totale* » du gouvernement fasciste comprend l'état de mobilisation et la coordination de toutes les ressources d'Afrique du Sud pour faire face à la menace de « *guerre totale* », c'est-à-dire aux Forces de libération combattant contre le fascisme et l'impérialisme, pour la libération de la région et de son peuple. Cette politique avance main dans la main avec l'« *engagement constructif* » du gouvernement Us. L'impérialisme américain conserve les nations du sud de l'Afrique dans un état de dépendance économique vis-à-vis de l'apartheid. L'usage par les Etats-Unis de leur droit de véto aux Nations-Unies a protégé l'Afrique du Sud de réelles sanctions économiques.

La politique Us se manifeste aussi par le soutien à l'occupation des territoires angolais par l'Afrique du Sud et par



Le sigle de l'United Freedom Front

son aide aux rats contrerévolutionnaires de l'Unita de Jonas Savimbi (larbin préféré de Reagan, Bush et des hauts généraux sud-africains). La guerre, si peu cachée, menée par l'Afrique du Sud contre les civils et les infrastructures d'Angola, du Mozambique et des autres nations soutenant la lutte de libération, est aussi financée par l'impérialisme Us. C'est sous Reagan que se sont déroulées quelques-unes des plus importantes et des plus perverses attaques contre le peuple d'Angola.

Sous Reagan, le gouvernement Us a diminué les restrictions sur les ventes d'équipements américains à l'Armée et à la police d'Afrique du Sud et s'est opposé à tout démantèlement de l'appareil répressif de sécurité. Le fait est que l'impérialisme Us est engagé, avec son complice fasciste, la République d'Afrique du Sud, dans une guerre contre les Mouvements de Libération Africains. Du Liban à El Salvador, des Philippines à La Grenade, sur chacune de ses frontières et partout dans le monde, l'impérialisme Us, ainsi que ses machands de mort, est l'ennemi de la Libération Nationale et des Peuples épris de Liberté.

L'attentat contre les équipements Ibm, ainsi que les autres actions armées, représentent un niveau de combat contre l'Afrique du Sud fasciste et l'impérialisme Us. **Il doit y avoir de plus en plus d'actions à tous les niveaux et sur tous les fronts.** Et nous soutenons tous les sincères efforts des peuples combattant contre l'apartheid et l'impérialisme.

Le peuple d'Azanie et de Namibie a une détermination inébranlable à être libre, reflétant la volonté réelle du peuple pour la Libération Nationale et le Socialisme.

1984 : l'Année de la Femme d'Azanie, l'année de la lutte permanente contre le fascisme et l'impérialisme...

Fascisme, tes jours sont comptés,
Sur la terre africaine
tu as commis des crimes...
qui ne seront jamais oubliés.
Impérialisme, ta tombe est prête
pour le jour fixé
où tu iras à ta chute.
Mère Afrique vous a condamné
à mort !
(Poème d'une sœur d'Azanie.)

Cette action est dédiée aux combattants révolutionnaires Simon Mogoerane, Thabo Motaung et Jerry Mosoldi, guérilleros de l'ANC, exécutés par le gouvernement fasciste sud-africain le 9 juin 1983. **Votre mémoire vivra toujours !**

A bas l'impérialisme
et ses marchands de mort !
Victoire pour les peuples d'Afrique du Sud !
Mort à l'apartheid !
Soutien révolutionnaire et salut
aux combattants de la liberté
luttant contre l'Afrique du Sud raciste !
Liberté pour les prisonniers de guerre
et pour les prisonniers politiques !
Construisons le mouvement de résistance révolutionnaire ! □

United freedom front

« Donner aux femmes la volonté de se défendre »

Interview de Rote Zora

Commençons par vous demander qui vous êtes donc vraiment ?

Zora 1 : En ce qui concerne les personnes, nous sommes des femmes entre 20 et 51 ans. Certaines d'entre nous vendent leur force de travail sur le marché selon les possibilités, d'autres récupèrent ce dont elles ont besoin, d'autres échappent encore au filet social. Certaines ont des enfants. Beaucoup d'autres n'en ont pas. Certaines femmes sont lesbiennes, d'autres aiment des hommes. Nous achetons dans des supermarchés dégueulasses, nous habitons des maisons atroces, nous aimons nous balader, aller au ciné, au théâtre, nous faisons la fête. Nous aimons ne rien faire, c'est sûr. Nous vivons dans la contradiction, car beaucoup de choses que nous aimerions faire, que nous aimerions réaliser, ne sont pas possibles spontanément et seulement parce que nous en avons envie. Mais nous nous réjouissons terriblement après des actions réussies.

D'où vient votre nom ?

« *Zora la Rouge et sa bande* », c'est la vieille qui vole aux riches pour donner aux pauvres. Et se constituer en bande, se mouvoir en dehors des lois, cela pouvait jusqu'à présent être considéré comme un privilège masculin. Alors que, justement, les chaînes politiques et privées qui nous ligotent, filles et femmes, devraient faire de nous, et par milliers, des « *bandites* », pour notre liberté, pour notre dignité, pour notre humanité. Les lois, le droit et l'ordre sont fondamentalement contre nous, même si nous nous sommes battues durement pour quelques droits et si quotidiennement nous nous battons pour en conquérir de nouveaux. La lutte radicale des femmes et la fidélité aux lois, cela ne va pas ensemble.

Mais ce n'est quand même pas une coïncidence si votre nom a le même sigle que les Cellules révolutionnaires (RZ) ?

Zora 1 : Bien sûr que non. *Rote Zora* exprime aussi que nous avons les mêmes principes de base que les RZ, la même conception : construire une structure illégale, un réseau qui échappe au contrôle et aux actions de l'appareil d'Etat. C'est de cette manière seulement que nous pouvons, en liaison avec les luttes légales et les autres mouvements, mener aussi des actions directes et subversives. « *Nous rendons les coups* » : ce slogan des femmes de mai 68 n'est plus discutable aujourd'hui face à la violence individuelle que nous subissons. Mais il est très discuté et tabou en tant que réponse aux structures de domination qui reproduisent toujours à nouveau cette violence.

Quels types d'actions avez-vous réalisé jusqu'à présent et sur quelle base ?

Les « *femmes des RZ* » ont commencé en 1974 par une bombe placée au « *Bundesverfassungsgericht* » (Tribunal constitutionnel de Karlsruhe), car nous voulions toutes la suppression du paragraphe 218[1] et non pas une solution pouvant être utilisée à tout instant pour toutes sortes de manipulations. Dans la nuit de Walpurgis, en 1977, nous avons provoqué une explosion au siège de l'Ordre des Médecins, car c'est de là même qu'a été dirigée cette réforme limitée de l'avortement. Ensuite, il y a eu l'action contre Shering[2] pendant le procès du Duogynon, et toujours des actions répétées contre les *sex shops*. En fait, chaque jour, l'une de ces boutiques de pornos devrait être incendiée ou dévastée. Nous considérons comme une absolue nécessité d'arracher du domaine privé l'exploitation de la femme comme objet sexuel ou comme productrice d'enfants et d'exprimer notre colère par le feu et les flammes.

Zora 1 : Mais nous ne nous limitons pas aux structures de l'exploitation directe, c'est-à-dire visibles, de l'exploitation des femmes. Nous sommes touchées par la globalité des rapports de violence existant dans la société, qu'il s'agisse de la destruction de la ville ou de l'environnement ou de formes d'organisation capitaliste de production, c'est-à-dire des rapports de production que subissent aussi les hommes. Nous refusons la division du travail de la gauche, les femmes pour les problèmes des femmes, les hommes pour les thèmes de politique générale. Nous ne nous laissons pas enlever la responsabilité de la transformation de notre vie quotidienne. C'est pourquoi nous avons incendié les prestigieuses voitures des avocats de Miethat Kaussen, responsables de toute une série d'expulsions brutales d'appartements. C'est le pourquoi aussi de l'impression et de la distribution, avec les RZ, dans la Ruhr, de « *vrais tickets* » afin de faire un peu avancer le tarif « O » des transports en commun.

Zora 2 : Nos dernières actions étaient dirigées contre Siemens et l'entreprise d'ordinateurs Nixdorf. Pour le développement de nouvelles technologies de domination, elles produisent des formes plus élaborées de production pour la guerre et pour combattre la résistance. Par ailleurs, nous avons pris en compte leur fonction d'avant-garde dans la restructuration du travail, surtout sur le dos des femmes à un niveau mondial. Comme le travail des femmes à domicile, le travail à temps partiel isole les femmes les unes des autres et cela sans aucune protection sociale. Les femmes sont exploitées de manière plus rentable : ainsi les femmes de ce que l'on appelle le tiers monde sont totalement laminées par la production de cette électronique. A 25 ans, elles sont complètement usées par le travail, finies.

Ce lien au tiers monde, à l'exploitation des femmes là-bas, en quoi est-ce important pour vous ?

Zora 1 : Nous avons expliqué cette dimension dans toutes nos déclarations jusqu'à présent. Ainsi contre la traite des femmes et l'Ambassade des Philippines l'année dernière. Nous ne combattons pas pour les femmes dans les pays de la périphérie, mais avec elles : par exemple, contre l'exploitation des femmes comme marchandises. Ce commerce des esclaves modernes a une correspondance dans la relation de propriété au sein du mariage ici. Les formes de l'exploitation sont certes diverses, mais elles ont des racines communes. Nous ne voulons pas plus longtemps être utilisées les unes contre

les autres. La séparation hommes/femmes a son pendant sur le plan international dans la séparation entre le « *Premier* » et le « *tiers monde* ». Nous-mêmes, nous profitons de la division internationale du travail. Nous voulons briser notre imbrication dans le système et trouver ce que nous avons de commun avec les femmes des autres pays.

Vous avez expliqué comment vous comprenez votre pratique. Pourquoi vous êtes-vous organisées avec les RZ. Est-ce que cela vous apporte quelque chose ?

Zora 2 : La première raison est que cette politique a été développée par les *Cellules révolutionnaires* (RZ) et que nous la trouvons toujours juste. Nous avons déterminé dans notre développement certains aspects. C'est pourquoi nous nous sommes organisées comme femmes de manière autonome. Mais, nous nous rapportons à l'expérience des RZ. Au-delà de cela, une collaboration entre groupes radicaux ne peut que renforcer la résistance militante. Il y a eu des formes productives de collaboration, comme les actions lors de la visite de Reagan ou le texte de discussion sur le mouvement pour la paix (*« Quand il y a danger, le moyen terme mène à la mort ! »*). Il y a encore et toujours des discussions énervantes. Parce que les hommes qui, sinon, ont, transformé leur rupture radicale en pratique conséquente, sont encore souvent terriblement loin de comprendre ce que signifie le combat antisexiste et quelle signification il a dans une perspective social-révolutionnaire. C'est encore très discuté entre nous, femmes : où sont les frontières, où cette collaboration renforce ou paralyse notre travail féministe. Mais nous pensons que notre identité féministe nous lie avec des femmes membres des RZ.

Cela signifie-t-il que vous vous considérez comme féministes ?

Zora 1 : Bien sûr, nous partons du principe que ce qui est privé est politique. C'est pourquoi nous pensons que toutes les conditions sociales, économiques et politiques qui structurent et affermissent la sphère dite privée, constituent une invitation au combat justement pour nous les femmes. Ce sont les chaînes que nous voulons briser. Mais ce serait avoir une courte vue que de faire de l'oppression des femmes ici, en RFA, la seule pierre angulaire de la politique et d'occulter les autres conditions de domination et de violence telles que l'exploitation de classe, le racisme, le génocide de peuples entiers par l'impérialisme. Cette attitude ne va jamais à la racine de la misère : que l'oppression des femmes et la division sexiste du travail constituent la condition et le fondement de l'exploitation et la domination sous toutes ses formes — par rapport à d'autres races, aux minorités, aux vieux et aux malades, et, avant tout, contre ceux qui se rebellent et qui sont irréductibles.

Zora 2 : Les difficultés commencent pour nous là où les revendications féministes sont utilisées dans cette société pour demander l'égalité des droits et à être reconnues. Nous ne voulons pas des femmes dans des postes masculins et nous refusons les femmes qui veulent faire carrière dans les structures patriarcales sous le manteau du féminisme. De telles carrières restent des actes individuels dont profitent seulement quelques femmes privilégiées. Car la gestion, la forme du pouvoir, n'est permise aux femmes, dans cette société, que si elles défendent les intérêts des hommes dans ces postes, ou bien si le secteur où elles assument leur tâche ne prend pas du tout en compte les intérêts des femmes.

Le mouvement féministe a été assez puissant dans les années 70. Il a obtenu un certain nombre de choses sur le plan légal. Par exemple, le combat pour le paragraphe 218, la publicité donnée à la violence exercée contre les femmes dans le mariage et la famille, le viol reconnu comme acte de pouvoir et de violence, la création de contre-structures autonomes. Pourquoi affirmer alors la nécessité de la lutte armée ?

Zora 1 : Certainement, le mouvement féministe a obtenu beaucoup de choses et je trouve que le résultat le plus important est qu'une conscience sociale large de la réalité de l'oppression des femmes s'est développée. Et aussi que les femmes ne vivent plus leur oppression individuellement, ne s'attribuent plus la faute de la misère qu'elles connaissent, mais que des femmes se sont retrouvées et ont fait l'expérience de leur force. Et tout ce que les femmes ont créé, les librairies féministes, les centres de femmes, les journaux de femmes et les points de rencontres, comme les universités d'été et les congrès, tout cela fait partie maintenant de la réalité politique et constitue un point établi du développement de notre combat.

Zora 2 : Certains succès étaient plutôt l'expression d'une situation sociale dans laquelle des espaces pouvaient être offerts aux femmes, c'est clair. Si l'on voulait voir les femmes dans la production et dans les bureaux, on devait créer des jardins d'enfants. Mais cela n'a pas apporté de changement fondamental des conditions de vie des femmes. Pour cela, il faut un mouvement continu dont les buts ne peuvent pas être intégrés, qui soit sans compromis si bien qu'il ne puisse être canalisé dans des formes légales. Donc, la colère et la volonté s'expriment dans des combats qui se situent hors du parlementarisme.

Zora 1 : La voie légale ne suffit pas. Car les structures habituelles de l'oppression et de la violence sont la légalité : si des hommes brutalisent ou violent leur femme, c'est légal ; si des marchands d'esclaves achètent nos sœurs du « *tiers monde* » et les revendent aux petits-bourgeois allemands, c'est légal ; si des femmes font, pour avoir le minimum vital, un travail des plus monotones et ruinent leur santé, c'est légal. Ce sont toutes ces structures de violence que nous ne sommes plus prêtes à supporter plus longtemps et que nous dénonçons. Le fait que soit connue l'importance de la violence exercée contre les femmes est un pas important, mais il n'a pas conduit à les empêcher. C'est un phénomène important de constater que les injustices criantes auxquelles les femmes sont soumises se heurtent à un mur d'ignorance. C'est une tolérance qui révèle l'intérêt des hommes. Cette normalité est aussi due au fait qu'il n'y a que peu de résistance militante. L'oppression n'apparaît que lorsqu'il y a résistance. C'est pourquoi nous sabotons, nous boycottons, nous nous vengeons, lorsque nous avons pris connaissance d'une violence exercée ou d'une humiliation, en attaquant les responsables.

✱ ***Rote Zora, Zora la Rouge*** **est une organisation de femmes en Allemagne qui se définit dans la même perspective de lutte que les *Cellules révolutionnaires*. Dans ce texte, ces femmes expliquent l'histoire et la pratique de cette organisation, ses options à la fois féministe et radicale.**

Rote Zora **représente indéniablement une volonté de lutte. Ses limites résident peut-être moins dans le fait qu'elles ne sont organisées qu'entre femmes, encore que ce soit une option bien pessimiste sur la capacité des femmes dans les organisations révolutionnaires, démenties depuis d'ailleurs par la réalité de la plupart de celles-ci. Elles résident surtout dans la pratique diffuse de la *propagande armée* qui n'attaquant jamais l'Etat, peut être longtemps tolérée comme la soupape la plus radicale de la révolte. Elles résident aussi dans la faiblesse de l'analyse, qui ne perçoit pas suffisamment la société comme une société de classe où seule l'organisation révolutionnaire de la classe représente un réel espoir de libération. Cependant, *Rote Zora*, par la permanence de sa révolte, sa sensibilité à l'oppression dans le monde, représente un courant politique réel.** □

Comment analysez-vous le mouvement féministe aujourd'hui ?

Zora 2 : Nous pensons qu'il est faux de parler de « *mouvement féministe* ». D'abord, on englobe sous le terme de « *mouvement* » tout ce qui résulte et est resté des vieilles structures, des projets, des rencontres, et ce jusqu'à la mystique. Il y a beaucoup de courants qui, cependant, ne s'enrichissent pas, mais, en partie, s'excluent et se combattent. D'autre part, il y a d'autres impulsions venant d'autres contextes, dans lesquels des femmes deviennent conscientes de leur oppression en tant que femmes, remettent en cause les structures patriarcales et font une politique dans l'intérêt des femmes. Par exemple, les femmes des groupes sur l'Amérique latine, la lutte des squatts, des groupes anti-impérialistes. C'est pourquoi, la phrase est juste qui dit : « *Le mouvement féministe est mort, vive le mouvement féministe !* » Parce que le mouvement féministe n'est pas un mouvement ponctuel comme le mouvement antinucléaire ou les squatts, qui ne font que se survivre quand on ne construit plus de centrales ou que les objets de la spéculation ne sont plus à disposition. Le mouvement féministe se rapporte à la totalité des structures patriarcales, à sa technologie, à son organisation du travail, à son rapport à la nature et c'est donc un phénomène qui ne disparaît pas avec l'élimination de quelques excroissances, mais seulement dans le long processus de la révolution sociale.

Zora 1 : Le mouvement féministe n'a jamais vraiment analysé son échec en ce qui concerne le paragraphe 218 ou le financement de maisons de femmes par l'Etat. Il manque une attitude de refus par rapport à la politique de l'Etat. De plus, le tournant dans la politique de la famille fut négocié par la vague de la « *nouvelle maternité* » dans le mouvement féministe. La question de classe fut de plus en plus occultée, les différences sociales furent niées sous prétexte de l'égalité de l'exploitation sexiste. Cela rend difficile une riposte à l'aggravation des conditions de travail et au renforcement de l'exploitation, de même qu'à la politique réactionnaire de la famille. Le manque de perspectives d'action pour réagir comme il faudrait à la crise conduit au dilemme : ou bien s'opposer de manière offensive à la politique réactionnaire ou bien sauver seulement les possibilités d'expression de la subjectivité dans des espaces pour les femmes. Nous ne pouvons pas résoudre cette contradiction de manière théorique, et la conséquence pratique, par exemple, de créer des Conseils de femmes, n'est pas une solution.

L'expérience nous apprend que nous ne gagnons pas de pouvoir sur des chemins qui sont justement là pour exclure les femmes et assurer et maintenir la domination patriarcale. C'est pour-

quoi nous considérons les Conseils de femmes, qui s'organisent pour gagner de l'influence dans les partis et les institutions, comme une mauvaise voie.

Zora 2 : Mais, entre-temps, il y a eu aussi d'importantes prémisses, discussions et analyses parmi les femmes qui s'intéressent au développement social futur. C'est ainsi que les conséquences de l'exploitation renforcée avec l'aide de nouvelles technologies sont étudiées à la base, que les nouvelles formes de salaire et de travail sont analysées dans leurs conséquences pour les femmes, que les formes de violence indirectes contre les femmes sont décrites de plus en plus précisément. La guerre quotidienne contre les femmes — la vague du porno dur et l'augmentation de la propagande de mépris pour les femmes — de même que les invites sociales à plus d'instinct maternel, à plus de féminité, sont reconnues et refusées précisément par les femmes. De même que le fait que la crise et la nouvelle stratégie du capital dépendent de cette politique de la femme et de la famille rétrograde.

La politique démographique, et cela comprend aussi la modification du paragraphe 218, constitue la tentative d'influer qualitativement sur le développement de la population. Parallèlement à la technologie génétique de l'Etat, c'est, entre autres, la tentative d'augmenter « la classe moyenne allemande » — une sélection qui doit être empêchée. Nous avons besoin aujourd'hui de manière plus pressante que jamais d'un mouvement féministe radical qui ait la force d'empêcher et de briser l'encerclement politique et social, non seulement des femmes, mais aussi de tous les autres groupes de la population, tels que les étrangers et les minorités. Un mouvement de libération de la femme qui ne laisse pas mourir l'espoir d'une révolution comme un beau rêve.

Est-ce que vous vous comprenez comme une partie du mouvement féministe, comme une partie de la guérilla ou comme faisant partie des deux et comment voyez-vous le rapport ?

Nous sommes une partie du mouvement féministe : nous menons le combat pour la libération des femmes. En dehors des points communs sur le plan théorique, il y a un autre rapport entre notre pratique et le mouvement légal : c'est la radicalisation subjective qui peut donner à d'autres femmes le courage de se défendre, qui contribue à ce que les femmes se prennent au sérieux, ainsi que leur combat. Le sentiment de la force, quand tu vois que tu crées quelque chose dont tu avais peur auparavant et quand tu vois quel effet ça a. Nous aimerions bien faire sentir cette expérience. Nous ne pensons pas que cela doit avoir lieu sous les formes que nous avons choisies. Par exemple, les femmes qui ont interrompu un *peep-show* et ont laissé des symboles féministes en répandant des boules puantes. De telles actions nous donnent du courage, nous renforcent, et nous espérons qu'il en est de même pour d'autres femmes avec nos actions. Notre rêve, c'est qu'il y ait partout des bandes de femmes, qu'un violeur, un marchand de femmes, un mari qui a battu sa femme, un éditeur, un marchand de porno, un gynécologue dégueulasse puissent s'attendre et craindre qu'une bande de femmes ne les débusquent, ne les attaquent, ne les ridiculisent publiquement. Par exemple, en inscrivant sur leur porte qui ils sont, ce qu'ils ont fait, sur leur maison, sur leur voiture. Pouvoir aux femmes, partout !

Par vos actions, vous mettez en danger la vie de personnes non concernées. Comment pouvez-vous prendre la responsabilité de cela ?

D'où vient cette accusation contre celui qui manipule l'explosif ou jette pardessus bord tout ce qui, pour vous, pour le mouvement féministe, pour la gauche, va de soi ? Au contraire ! Justement, le risque de menacer des vies nous rend encore plus responsables. Tu sais tout aussi bien que nous que nous pourrions nous arrêter si tu avais raison avec ta question. Ce serait un sacré paradoxe de combattre un système pour lequel la vie humaine n'a d'importance qu'autant qu'elle est monnayable et d'agir de manière aussi cynique et aussi brutale qu'il l'est lui-même. Il y a d'innombrables actions que nous avons abandonnées parce qu'elles auraient pu mettre en danger la vie de personnes non concernées. Des entreprises le savent parfaitement, et c'est pourquoi elles se nichent dans des maisons d'habitation. Elles spéculent sur notre morale quand elles s'installent dans des maisons habitées pour être protégées.

Que répondez-vous à l'argument selon lequel vos actions armées nuiraient au mouvement ? Que vous contribuez à ce que le mouvement soit plus surveillé qu'avant, espionné, diffamé comme terroriste, séparé de la majorité des femmes et isolé.

Zora 1 : « *Nuire au mouvement* », tu entends par cela la répression qui se met en place. Mais ce ne sont pas les actions qui nuisent au mouvement ! Au contraire, elles doivent et elles peuvent soutenir directement le mouvement. Notre attaque contre ceux qui font la traite des femmes, par exemple, a contribué à ce que ce commerce devienne public, qu'ils se sentent menacés et sachent qu'ils ont à compter avec la résistance des femmes s'ils continuent. Et quand ces Messieurs savent qu'ils risquent de se heurter à une résistance, cela renforce notre mouvement.

Zora 2 : Dissocier et isoler la partie radicale par tous les moyens, pour affaiblir le mouvement dans son ensemble, est depuis toujours une stratégie employée pour combattre la résistance. Dans les années 70, nous en avons fait l'expérience. Nous avons vu où cela mène quand une partie de la gauche reprend la propagande de l'Etat et rend responsables de la destruction et de la répression ceux qui luttent sans faire de compromis. Non seulement, elle confond causes et effet, mais elle justifie implicitement leur propre position. Elle limite elle-même le cadre de sa protestation, de sa résistance.

Zora 1 : Notre expérience nous enseigne que pour rester imprévisibles et nous protéger des attaques de l'Etat, nous devons nécessairement être unies. Nous ne pouvons pas nous permettre que chaque groupe répète ses erreurs. Il faut des structures, dans lesquelles expériences et connaissances puissent être échangées et servir au mouvement.

Comment les femmes qui ne sont pas organisées de manière autonome/radicale peuvent-elles comprendre ce que vous voulez ? Les actions armées ont un effet de peur, non ?

Zora 2 : Pourquoi cela n'aurait-il pas un effet repoussant quand un type vend une femme et l'aurait quand sa voiture brûle ? Ce qu'il y a derrière tout cela, c'est que la violence légitimée par la société est acceptée, tandis qu'une contre-attaque fait peur. Il est possible que cela fasse peur quand ce qui est admis est remis en question. Que des femmes qui, depuis l'enfance, sont élevées dans la mentalité de victimes, soient insécurisées quand elles sont confrontées au fait que des femmes ne sont ni victimes ni tranquilles. C'est une provocation. Mais les femmes qui vivent leur impuissance avec rage se retrouvent dans notre action. Car, de même qu'un acte de terreur contre une seule femme crée un climat de menace pour toutes les femmes, de même nos actions, même si elles sont dirigées contre quelques responsables isolés, contribuent à développer un climat : **La résistance est possible.** □

Rote Zora

Des révolutionnaires turcs occupent une compagnie aérienne à Paris

Nous avons plusieurs fois évoqué l'occupation du consulat de Cologne et la lutte des camarades turcs arrêtés dans cette action. En juin, c'est une compagnie aérienne qui fut occupée à Paris par des militants turcs. Ces actions s'inscrivent dans une campagne générale et continue menée par les organisations turques dans les pays occidentaux pour réveiller les consciences politiques endormies.

La Turquie a, dans ses geôles, des milliers de militants syndicaux et politiques et de prolétaires. Ces prisonniers sont le témoignage de l'importance de la conscience politique dans ce pays et de la volonté de lutte.

Le monde occidental a besoin de la Turquie, comme gigantesque base de l'OTAN en Europe. Il veut une Turquie pacifiée et ne s'embarrasse d'aucun scrupule.

Aujourd'hui, en Allemagne, on vide les travailleurs turcs, en payant dans les cas où cela ne peut se faire autrement. Dans certaines usines, on a ainsi pu « *dégraisser* » les effectifs de plusieurs centaines d'ouvriers. Nombre de prolétaires sont tout simplement chassés.

Pour les militants turcs, la situation approche la catastrophe. Le retour signifie la mort, la prison. Atlun, un militant turc menacé d'extradition a « *préféré la fenêtre* » : il a sauté par la fenêtre du commissariat. Cela faisait une jolie chute sur les photos des quotidiens européens.

Les prisonniers turcs en Allemagne eux aussi demandent le droit d'asile. Certains militants anti-impérialistes ont été mis mal à l'aise par la requête posée par les condamnés de Cologne.

Le droit d'asile, c'est vrai, est un droit bourgeois et ceux qui le défendent sont le plus souvent dans des organisations qui ne cherchent pas la rupture avec le système capitaliste. L'asile est un octroi, c'est clair. Et quand cela est nécessaire, il faut créer un rapport de force pour imposer au pouvoir de laisser les militants là où un minimum de survie peut leur être assuré.

Il n'est pas inutile, peut-être, comme nous sommes souvent amenés à parler de la lutte des prolétaires turcs, de rappeler un peu l'histoire de la Turquie.

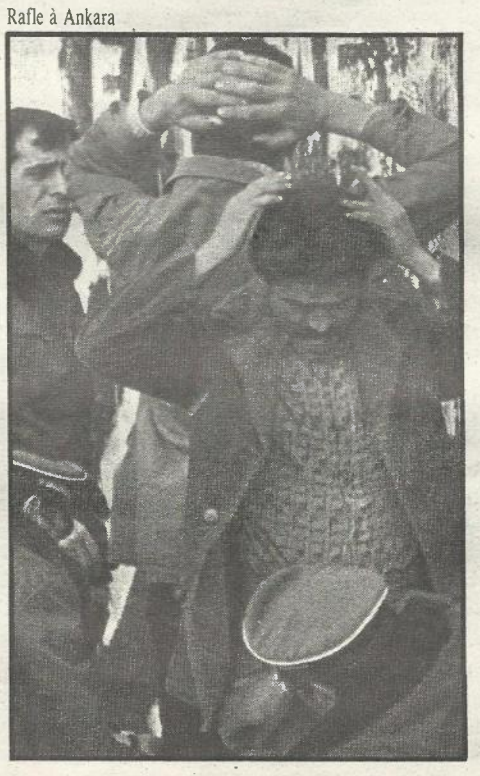
A la fin du XVIIIe siècle, l'Empire ottoman est un pays moitié colonial, moitié féodal. Il est incapable de développer une industrie indépendante de celle des autres pays européens. La révolution des « *jeunes turcs* », c'est une partie du combat populaire mené dans les pays sous-développés et coloniaux contre le système d'exploitation des pays capitalistes. Mais ils ne pouvaient libérer le pays de l'impérialisme, ni améliorer la condition économique. Le pays est vendu par morceaux et le rôle des grandes banques est déjà aussi dévastateur qu'aujourd'hui. Les emprunts succèdent aux emprunts et l'endettement ruine l'économie déjà faible.

Deux tendances se développent. Ceux qui veulent s'allier aux Etats-Unis, espérant le développement de l'économie, les autres croyant en la libération. C'est le cas de Mustapha Kemal qui mobilise le peuple, mais aussi les forces nationalistes, grands propriétaires fonciers. Le nationalisme marque les limites de ce mouvement interclassiste. En 1923, la République turque est fondée. L'anti-impérialisme disparaît de plus en plus, et dans les années trente, la Turquie développe lentement des structures capitalistes. Mais c'est un capitalisme dépendant, qui fait que la classe ouvrière elle-même est faible. En 1940, la situation économique s'aggrave, il n'y a pas d'investissements, les taux de profits sont trop faibles pour intéresser vraiment le capital étranger. En 1946, le *Parti Démocratique* est créé. Il doit favoriser l'ouverture de la Turquie au capital étranger. Ce parti contrôle l'Etat jusqu'en 1960.

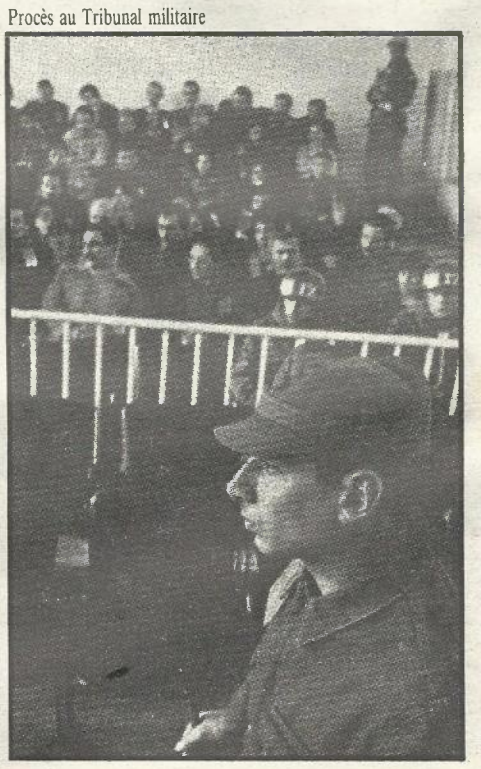
Après 1960, on assiste à une libéralisation, mais aussi au développement de la classe ouvrière et de ses organisations. La DISK fut fondée en 1967. L'antagonisme se développe dans les années 70, avec les attaques des capitalistes. Les 15/16 juin 1970, des troubles secouent tout le pays. Le 1er mai 1976, plus de 400 000 personnes manifestent. C'est la première fois que cette date symbolise la fête du travail : c'était auparavant la fête du printemps. Les autorités n'apprécient pas. Elles font tirer sur la foule et 36 travailleurs sont tués. Depuis 1979, le 1er mai est interdit.

La suite, la réalité de la junte, nous la connaissons. □

Rafle à Ankara



Procès au Tribunal militaire



« Notre activité s'est adaptée à la nouvelle situation, mais notre stratégie ne s'est pas modifiée »

Interview du représentant de *Dev Sol* en Europe

Il y a deux semaines, les agences ont annoncé qu'un de vos cadres a tenté de rentrer illégalement en Turquie avec 8 autres personnes et qu'ils ont été arrêtés. Est-ce vrai et qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Un de nos membres est passé d'Europe en Turquie. Il n'a pas été arrêté à la frontière, mais à l'intérieur du pays. Les autres personnes, arrêtées elles aussi, n'ont rien à voir avec lui. Il s'agissait de préparer des actions contre les élections municipales. A cette occasion, plusieurs personnes ont été arrêtées, mais elles ne faisaient pas partie de *Dev Sol*.

Il ne s'agissait donc pas, comme la presse l'a écrit, de reconstruire l'organisation *Dev Sol* en Turquie ?

Non, il ne s'agissait pas de cela. Il y a toujours des gens qui rentrent illégalement en Turquie. Quelques-uns sont arrêtés, c'est inévitable.

Mais le Comité central de *Dev Sol* est en prison ?

Le Comité central, non, mais certaines des personnes qui l'ont fondé. Il y a, bien sûr, des cadres qui ont repris leur tâche. L'organisation n'est pas détruite. Personne ne retourne donc en Turquie pour la reconstruire.

Comment est le travail de l'organisation en Turquie ? Est-ce que votre stratégie s'est modifiée depuis le putsch de septembre 1980 ou après la formation formelle d'un gouvernement civil ?

Avant le putsch, il était possible de pratiquer un travail ouvert de masse. La forme de notre activité s'est adaptée à la nouvelle situation, mais notre stratégie ne s'est pas modifiée. *Dev Sol* se concentre comme avant sur la lutte armée, actuellement dans les régions de campagne. L'organisation a naturellement perdu de sa force du fait des coups que lui a portés la junte. Les combats se placent donc à un niveau plus bas, mais sans modification de notre stratégie. Il y eut et il y a toujours la lutte armée. Le but est de construire une organisation capable de continuer le combat en Turquie avec succès.

Aussitôt après le putsch, la plupart des groupes d'extrême-gauche ont discuté pour savoir si des erreurs avaient été commises avant le putsch et si celui-ci n'offrait pas l'opportunité d'unifier des groupes complètement divisés.

De telles réactions sont tout aussi naturelles qu'erronées. Les réalités, économiques et politiques, de la Turquie sont la condition de la lutte armée. La grande majorité de l'extrême-gauche turque a cherché un compromis, sur la base du reniement de la lutte armée. Ils se sont comportés de manière révisionniste ou opportuniste, évidemment.

Le combat armé est un combat politique, il ne s'agit pas de batailles militaires décisives. Une organisation de gauche ne peut exister en Turquie que sur la base de la lutte armée. Sinon, elle sera détruite, au plus tard après l'un des putschs qui ont lieu périodiquement.

Le lutte armée est donc une stratégie défensive ?

La lutte armée n'est pas un affrontement militaire, mais politique. Le but est l'organisation du peuple dans la lutte armée.

En quoi a consisté la pratique de la lutte armée ?

Pour donner un exemple, à partir de 1979, les centres de police en Turquie ont de plus en plus été transformés en centres de torture, pas seulement pour les prisonniers politiques mais aussi pour ceux que l'on appelle les simples « *criminels* ».

La torture est devenue un phénomène quotidien. *Dev Sol* a plusieurs fois occupé en armes, les commissariats d'Istanbul et d'Ismir et pris les armes des flics. Les tortionnaires ont été menacés et sommés d'arrêter les mauvais traitements. S'ils ne le faisaient pas, ils étaient punis.

Y avait-il à Istanbul et Izmir des zones dites libérées contrôlées par *Dev Sol ?*

Il faut d'abord rectifier une erreur. Il n'y a jamais eu en Turquie de zones libérées avant le putsch. Il existait quelques villes, villages ou quartiers qui étaient à peu près contrôlés par la gauche, c'est-à-dire que les fascistes ne pouvaient pas y pénétrer, et la police seulement avec difficulté.

Mais il existait aussi des régions contrôlées par les « *Loups gris* » où la gendarmerie, la police et l'armée ne pouvaient aller.

Est-ce que vous recherchiez la création de tels zones ?

Non, cela n'aurait pas été possible dans cette phase de la confrontation. Le rapport de forces ne le permettaient pas.

Pourquoi vouloir alors la lutte armée s'il n'est même pas possible de créer des zones libérées. On peut bien sûr occuper un commissariat, mais la police reste. On peut battre un adversaire politique, mais les adversaires politiques restent ?

Le but des actions a toujours été la propagande politique, un message au peuple afin qu'il se joigne au combat révolutionnaire.

Il y a eu en Turquie, en partie, une forte concurrence entre les groupes de gauche. La militance était toujours considérée comme la preuve de la force du groupe et *Dev Sol* était le plus militant. Est-ce qu'il s'agissait pour elle aussi de montrer sa force aux autres organisations ?

C'est une question politique. nous sommes une organisation qui s'est donné pour but d'organiser la révolution, pas de concurrencer les autres organisations.

Naturellement, il y avait manifestement d'importantes différences entre la volonté et la réalité. les mauvaises langues prétendent que *Dev Sol* levait un impôt de mercenaire dans les régions contrôlées, pour se financer.

Comme il y a de nombreuses organisations en Turquie, il y a aussi beaucoup d'affirmations fausses que font les unes sur les autres.

Ce n'est donc pas vrai ?

Non, évidemment non. C'est faux.

Mais ces affirmations ne sont pas complètement inventées. Il y a de nombreuses preuves, dans différentes régions de Turquie où la gauche dominait, et où cela se passait comme ça.

Sur ce point, nous devons dire franchement que de nombreuses fautes ont été commises. Dans toutes les organisations, dans la nôtre aussi, fautes qui sont inévitables, incontrôlables.

***Dev Sol* accepte-t-elle le droit des minorités à l'autodétermination en Turquie, par exemple pour les Kurdes ?**

Tous les peuples de Turquie ont un droit à l'autodétermination.

Dans le cadre d'un Etat fédératif et pour les Kurdes, et pour leur pays ?

Ce sont les gens concernés qui décideront.

Parlons encore des actions après le putsch. Et précisément de l'occupation du consulat de Cologne. Que vouliez-vous obtenir ?

D'abord il faut dire que l'action n'a pas été menée par *Dev Sol*, mais par des sympathisants. Il s'agissait d'alerter l'opinion publique, de dénoncer la junte et sa nouvelle Constitution.

Pourquoi cela devait-il prendre la forme d'une action armée ?

Dev Sol et ses sympathisants ont mené diverses actions pour dénoncer cette Constitution : les manifestations, des tracts, etc. Mais cela n'a pas permis de développer dans le monde la discussion concernant cette Constitution. Cette action à Cologne a permis, en Europe au moins, de rendre les gens conscients de ce qu'est cette Constitution proposée par la junte.

L'opinion publique était déjà alertée avant votre action. Tous les grands journaux européens ont écrit sur cette Constitution, même les journaux conservateurs, et ce de manière critique.

Mais, par cette action, l'opinion a été touchée jusqu'en Turquie. En Turquie, toutes les discussions concernant la Constitution étaient interdites. Seule une telle action pouvait porter la voix de l'opposition jusqu'en Turquie.

Est-ce que *Dev Sol* va concentrer son action plus fortement vers l'Europe. Est-ce que vous vous considérez comme une organisation d'émigrés ?

Non, les cadres de *Dev Sol* sont tous restés en Turquie. Il y a peu de gens qui sont venus ici, et ils sont venus pour mobiliser et développer un soutien.

Dans d'autres groupes turcs, a eu lieu une sorte de réorientation. L'intérêt n'est pas seulement tourné vers la Turquie mais, par exemple, aussi vers la RFA, et le problème de l'hostilité contre les étrangers. Est-ce qu'il y a des discussions semblables au sein de *Dev Sol* ?

Ce n'est pas, pour nous, une alternative. Nous nous préoccupons des deux. mais surtout des tâches que *Dev Sol nous a confiées ici. Dev Sol* ne s'est pas retirée de Turquie pour attendre les développements en RFA ou ailleurs. Les gens qui sont ici sont formés et retournent en Turquie. Les membres de *Dev Sol* ne devaient pas quitter la Turquie. Ceux qui l'ont fait sont accusés d'avoir abandonné le combat.

Après l'action contre le Consulat Général à Cologne, *Dev Sol* a été interdit en RFA. Quelle signification cela a-t-il pour vous comme organisation ici ?

L'interdiction n'a pas pour nous de signification pratique. Il y a des gens qui, ici ou dans d'autres pays européens, font un travail de soutien sur la demande de *Dev Sol*. Ce travail ne dépend pas de l'autorisation des différents gouvernements. Cela occasionne bien sûr quelques difficultés, mais cela n'a pas grande importance.

Il y a quelques semaines, les *Cellules Révolutionnaires* ont fait une action de protestation contre le procès de vos sympathisants, action dirigée contre le Consulat Général. Qu'en pensez-vous ?

Ce n'est pas ici le lieu pour dire si cette action était juste ou fausse. Mais nous saluons bien sûr tout soutien. Nous ne nous occupons pas en général de la forme que prend ce soutien. □

Occupation du Consulat Général de Turquie à Cologne

✸ ***Devrimci Sol*** **est une organisation créée en 1978. Elle se réfère au *Front Parti Populaire de Libération de la Turquie*, le THKP/C, fondé en 1971, et auquel se réfère aussi la plupart des révolutionnaires turcs aujourd'hui. L'organisation fut sévèrement touchée par le putsch et Mahir Cayan, leader du Front, fut abattu, avec dix autres, alors qu'il tentait, en 1973, par une importante prise d'ôtages d'officiers américains, d'obtenir la libération des prisonniers.**

En 1977, *Devrimci Yol* (le Chemin Révolutionnaire) se crée. Des divergences en son sein sur le rôle de la pratique armée amènent à la création de *Dev Sol* qui reste sur la ligne « Mahir ». Depuis *Dev Sol* a mené un certain nombre d'actions militaires contre les représentants du régime. □

Un document de l'Organisation communiste Avanguardia Proletaria pour la construction du Pcc

Organiser les masses contre la restructuration pour la guerre impérialiste

Le texte qui suit est l'éditorial du numéro un, daté juin 1984, du journal de l'*Organisation communiste Avanguardia proletaria pour la construction du Parti communiste combattant*, journal intitulé « *Guerre à la guerre !* ». Cette organisation dont l'apparition publique remonte au début de cette année, est principalement présente en Emilie-Romagne et dans la zone de Bologne, vieille citadelle du révisionnisme berlinguerien. Son existence démontre, aux côtés de l'indéniable reprise de l'initiative combattante des camarades des *Brigades rouges pour la construction du Pcc*, que le processus de refondation de la politique révolutionnaire sur la base du marxisme-léninisme et d'une dimension résolument internationaliste, mené dans le contexte d'une rude bataille contre les tendances subjectivistes qui ont sévi dans le mouvement communiste italien, connaît de sérieuses avancées.

C'est là une sérieuse indication, non seulement pour le prolétariat européen, mais aussi pour l'ensemble des avant-gardes du prolétariat de la métropole européenne, dans la mesure où ce filon organisé s'insère comme jamais dans la réalité prolétarienne de la formation sociale italienne. □

Les luttes ouvrières de ces derniers mois sont la riposte de classe à la politique économique du gouvernement et des patrons. La crise pousse les Etats bourgeois et les capitalistes à soutenir la concurrence sur le marché international, à travers la réduction des coûts de production mise en œuvre avec l'augmentation de la productivité. Cette productivité, les ouvriers et tous les travailleurs la payent deux fois : **la première** par les licenciements et la *cassa integrazione*, étant donné que la productivité augmente si un pourcentage de force de travail est remplacé par des installations de plus en plus automatisées. (L'exemple de la Fiat est le plus éloquent : augmentation de la production et du chiffre d'affaires, avec le consentement des trois confédérations, à travers des milliers de licenciements !)

La seconde, nous la payons littéralement de notre poche : avec les réductions des salaires et des dépenses publiques, vu que l'Etat et les patrons prennent principalement leurs marges de profit à récupérer pour de nouveaux investissements sur la feuille de paye, sur la santé, l'instruction, la sécurité sociale, etc., de millions de prolétaires !

Mais, comme tous les capitalistes, au niveau mondial, adoptent ces mesures, la plus grande productivité globale, nécessaire aux profits, devient plus grande surproduction de capitaux et de marchandises, et l'unique débouché possible pour la survie du Capitalisme est la guerre impérialiste, comme destruction de ce capital excédent, pour reprendre l'accumulation à un niveau plus bas de composition organique de capital.

La crise, cependant, et on l'a vu avec ces dernières luttes, détermine aussi la Révolution Prolétarienne ! Contre l'embarbarissement des conditions de vie des masses prolétariennes, contre l'embarbarissement de la politique extérieure des Etats bourgeois les plus industrialisés, contre la redéfinition réactionnaire de toute la société ; en bref, contre toute la politique bourgeoise, qui se résume dans la restructuration politico-militaire vers la Guerre Interimpérialiste, se dressent les Mouvements de Masse Prolétariens, comme processus révolutionnaire qui tend au dépassement de l'actuelle société capitalise. La lutte de classe s'aiguise en recouvrant de plus en plus des contenus politiques et de pouvoir prolétarien.

Si la lutte de classe révolutionnaire pour le renversement des rapports Prolétariat-Bourgeoisie et pour l'instauration de la Dictature Prolétarienne de Transition au Communisme a toujours été nécessaire et historiquement légitime depuis la naissance de la société capitaliste (basée sur l'appropriation du travail humain d'autrui, dit plus-value), arrivé à ce point, elle devient encore plus **nécessaire** et **indifférable** pour empêcher ou arrêter la barbarie d'une Guerre impérialiste à l'échelle mondiale, qui pourrait faire beaucoup plus de morts que les deux précédentes.

Il est impératif de démonter la machine de l'exploitation salariée et de la guerre pour les profits ! Et la Révolution Prolétarienne Internationale est l'unique moyen pour éviter une destruction d'épouvantables proportions, qui précédera une nouvelle reprise capitaliste jusquà la prochaine crise cyclique et à une autre guerre qui en découlerait.

Détruire pour construire, construire pour détruire : voilà la stupide et tragique spirale que seule l'émancipation prolétarienne du travail salarié vers le Communisme, comme appropriation collective de la richesse sociale et des moyens qui la produisent, pourra arrêter !

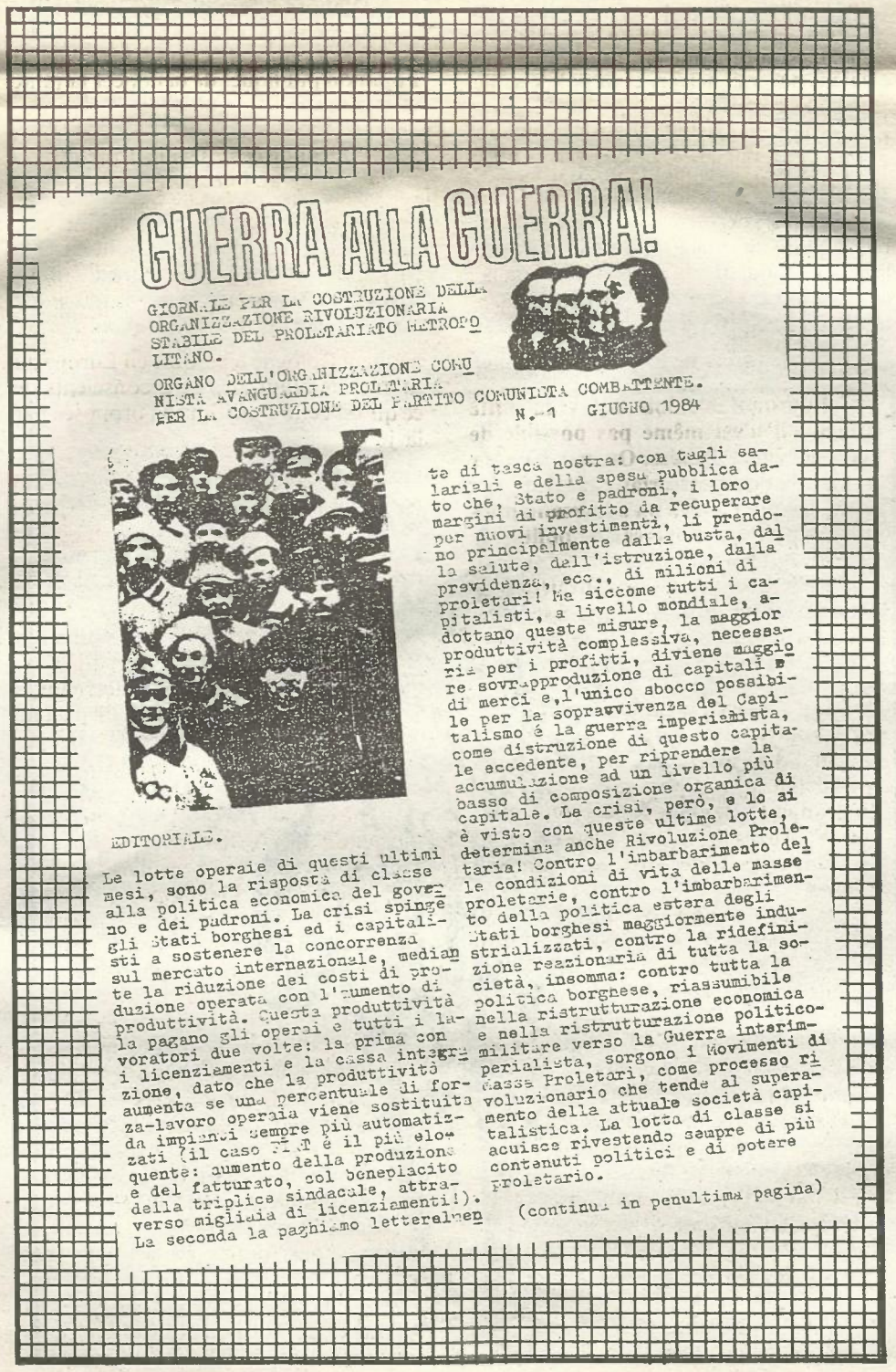
Les révisionnistes du Pci, au contraire, travaillent depuis des années pour la pacification de classe, pour la convergence des intérêts inconciliables entre Prolétariat et Bourgeoisie, et qui sont de plus en plus inconciliables justement à cause de la détérioration de la crise générale. Leur objectif, en se situant au côté des dernières luttes, est de maintenir leur solide contrôle sur de vastes secteurs du Mouvement Ouvrier pour ramener ce dernier dans le guépier de la pacification avec un un énième pacte social.

Les révisionnistes du Pci ne sont pas défavorables à un ralentissement de l'échelle mobile : Garavini, Lama et consorts ont été explicites là-dessus. Ils veulent seulement des conditions plus favorables dans la répartition des profits, des postes et des appareils de pouvoir que la fraction bourgeoise qu'ils représentent réclame.

Et, pour ce faire, ils utilisent les travailleurs : d'abord comme preuve de force par rapport aux autres forces politiques et syndicales, ensuite comme une nouvelle démonstration de leur capacité à contrôler l'antagonisme de classe et à savoir le ramener dans les limites établies.

Et c'est sur cette dernière chose qu'ils se trompent ! Malgré leur rancœur antiprolétarienne et anticommuniste qui se retourne contre de plus en plus vastes secteurs de classe incompatibles avec la pacification, ces sbires ne réussissent pas à refouler le patrimoine historique de plus de cent ans de lutte de classe pour le Pouvoir Prolétarien : de la Commune de Paris en 1871 à aujourd'hui !

Nous, comme communistes, comme prolétaires révolutionnaires, nous sommes en première ligne, avec notre Organisation et notre journal, pour faire vivre dans les masses les raisons historiques et sociales du Communisme, pour concrétiser, à travers la lutte révolutionnaire contre le Système du Pouvoir Bourgeois, la construction du Pouvoir Politique Prolétarien : la première étape de la Transition au Communisme. Développer dans les masses la Politique Révolutionnaire, qui se base sur l'analyse matérialiste-historique de la société, est



GUERRA ALLA GUERRA!

GIORNALE PER LA COSTRUZIONE DELLA ORGANIZZAZIONE RIVOLUZIONARIA STABILE DEL PROLETARIATO METROPOLITANO.

ORGANO DELL'ORGANIZZAZIONE COMUNISTA AVANGUARDIA PROLETARIA PER LA COSTRUZIONE DEL PARTITO COMUNISTA COMBATTENTE.

N. 1 GIUGNO 1984

EDITORIALE.

Le lotte operaie di questi ultimi mesi, sono la risposta di classe alla politica economica del governo e dei padroni. La crisi spinge gli Stati borghesi ed i capitalisti a sostenere la concorrenza sul mercato internazionale, mediante la riduzione dei costi di produzione operata con l'aumento di produttività. Questa produttività la pagano gli operai e tutti i lavoratori due volte: la prima con i licenziamenti e la cassa integrazione, dato che la produttività aumenta se una percentuale di forza-lavoro operaia viene sostituita da impianti sempre più automatizzati (il caso FIAT è il più eloquente: aumento della produzione e del fatturato, col beneplacito della triplice sindacale, attraverso migliaia di licenziamenti!). La seconda la paghiamo letteralmente di tasca nostra: con tagli salariali e della spesa pubblica dato che, Stato e padroni, i loro margini di profitto da recuperare per nuovi investimenti, li prendono principalmente dalla busta, dalla salute, dall'istruzione, dalla previdenza, ecc., di milioni di proletari! Ma siccome tutti i capitalisti, a livello mondiale, adottano queste misure, la maggior produttività complessiva, necessaria per i profitti, diviene maggiore sovrapproduzione di capitali e di merci e,l'unico sbocco possibile per la sopravvivenza del Capitalismo é la guerra imperialista, come distruzione di questo capitale eccedente, per riprendere la accumulazione ad un livello più basso di composizione organica di capitale. La crisi, però, e lo si è visto con queste ultime lotte, determina anche Rivoluzione Proletaria! Contro l'imbarbarimento delle condizioni di vita delle masse proletarie, contro l'imbarbarimento della politica estera degli Stati borghesi maggiormente industrializzati, contro la ridefinizione reazionaria di tutta la società, insomma: contro tutta la politica borghese, riassumibile nella ristrutturazione economica e nella ristrutturazione politico-militare verso la Guerra interimperialista, sorgono i Movimenti di Massa Proletari, come processo rivoluzionario che tende al superamento della attuale società capitalistica. La lotta di classe si acuisce rivestendo sempre di più contenuti politici e di potere proletario.

(continua in penultima pagina)

notre tâche principale. Il faut dire aux prolétaires comment sont les choses, dire que, si nous ne nous organisons pas et ne luttons pas contre l'Impérialisme et l'Etat bourgeois pour construire notre pouvoir de classe opprimée, si nous ne travaillons pas avec toute notre force de classe pour affirmer la Révolution Prolétarienne, nous paierons encore une fois le prix d'une crise générale qui, née avec le passage du Capitalisme à son stade supérieur, l'Impérialisme, est cyniquement résolue par les capitalistes avec des massacres à l'échelle mondiale, avec les plus grands carnages que l'histoire des hommes n'ait jamais connu (Première et Seconde guerres mondiales).

Quiconque qui, comme les révisionnistes du Pci, travaille à la pacification sociale (qui n'est que celle du Prolétariat, étant donné que la Bourgeoisie a déjà amplement démontré qu'elle est sur le pied de guerre !) ne veut que livrer le Prolétariat désarmé à la grande boucherie pour la répartition du marché international et pour la destruction du capital excédent ; la Guerre Interimpérialiste.

Ainsi, en accord avec leur politique antiprolétarienne et mystificatrice, à Bologne aussi, les révisionnistes, à la première apparition de la Politique révolutionnaire marxiste-léniniste, ont hurlé « *à la provocation* ». Les sommets syndicaux n'ont recommencé à faire des réunions que sur cela précisément, préoccupés par la propagande révolutionnaire dans les Conseils d'usine et dans les quartiers. Mais ces *têtes de veaux* (et nous ne disons pas *renégats* parce que la classe à laquelle appartient une grande partie de cette crème dirigeante n'est certainement pas la nôtre) doivent alors savoir qu'ils devront s'habituer à la lutte révolutionnaire de secteurs de classe de plus en plus vastes, parce que les travailleurs et de plus en plus de prolétaires ne sont plus disposés à se faire exploiter, à se laisser réduire à la misère, à devenir de la chair à canon !

Les avant-gardes de classe et les vrais communistes devront pour cela s'occuper à faire la clarté sur les tâches qui incombent au Prolétariat et à construire l'Organisation et la pratique révolutionnaire dans les masses et contre les plans bellicistes de la Bourgeoisie. Des erreurs, les communistes savent tirer de précieuses leçons pour les futures batailles. Il serait trop commode à l'Etat et à ses esclaves hystériques (les révisionnistes) d'avoir à faire avec les habituels groupes « *matamores* » et anarchistes empiriques des « *sociaux-totaux* » (ex-*Parti Guérilla*) qui font preuve de leur incompréhension viscérale de la lutte de classe et du programme communiste, de leur incapacité et de leur impuissance à travers des pratiques aventuristes et/ou mouvementistes : ils le regretteront.

Parce que la Politique Révolutionnaire consiste à mettre au centre de l'initiative des communistes l'activité générale des masses, parce qu'elle est un travail de construction, dans les Mouvements de Masse du Prolétariat et dans ses Organismes de Lutte, de l'Organisation Prolétarienne Révolutionnaire stable et de l'initiative politico-militaire contre les plans bellicistes, autoritaires et antiprolétariens des fractions bourgeoises dominantes. Parce que la Politique révolutionnaire est la direction politique dans les Mouvements de Masse Métropolitains qui, dans les pratiques politico-militaires d'avant-garde, donne un contenu de Pouvoir Politique à l'initiative globale de la classe, parce qu'elle consiste en travailler à l'unité des communistes pour la construction du Parti communiste combattant.

La parole à la pratique. □

Juin 1984,
Organisation communiste
Avantgarde Prolétarienne
pour la construction
du Parti communiste combattant

Un document d'un Collectif italien

L'industrie guerrière en Italie

Dans le classement des pays exportateurs d'armes, l'Italie occupe la quatrième position, précédée par la France, les Usa et l'Urss. Notre pays s'est donc assuré une considérable tranche du marché mondial des armements avec une part de 4,3 % contre les 9,7 % de la France, les 33,5 % des Usa et les 36,5 % de l'Urss.

Individuellement, le secteur industriel guerrier italien a pris son envol autour des années soixante, après avoir réussi à conquérir un certain degré d'autonomie technologique — mais non politique — par rapport au secteur américain. Il trouvera un nouveau stimulant au cours des années soixante-dix avec les lois de promotion approuvées par le Parlement pour les trois branches des forces armées (la Marine en 1975, les armées de l'Air et de Terre en 1977). Des lois qui furent présentées et justifiées comme étant d'« *utilité publique* », mais qui furent en réalité approuvées sous la pression de la Maison Blanche, consciente du rôle stratégico-militaire que devait assumer l'Italie dans l'échiquier méditerranéen ouvert sur le Moyen-Orient (l'intervention déguisée en force multinationale de paix au Liban en est une preuve).

L'industrie guerrière italienne, des 40 millions de dollars de chiffre d'affaires de 1968 passe aux 900 milliards de lires de 1972, puis aux 3 000 milliards de 1977, pour finalement atteindre, en 1982, les 4 000 milliards de lires.

Selon les dernières données fournies par le Ministère de la Défense lui-même, le groupe industriel le plus intéressé dans le secteur est, clairement, la Fiat (1 000 milliards de chiffre d'affaires). Viennent ensuite la Fincantieri (800 milliards), la Breda (720 milliards), la Finmeccanica (550 milliards) et la SNIA Bpd (500 milliards). Cette dernière a été récemment achetée par la Fiat.

Le marché le plus fructueux est celui établi avec les gouvernements du Tiers-Monde. En effet, dans le classement des pays qui exportent des armes vers le Tiers-Monde, l'Italie se trouve en cinquième position, précédée par la Grande-Bretagne, la France, l'Urss et, enfin, les Usa qui détiennent la première position.

En Afrique, par exemple, l'Italie a eu et a comme meilleurs clients les gouvernements les plus racistes et les plus dictatoriaux (Afrique du Sud, Zaïre, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Maroc, Mauritanie, etc,). Pour ne pas parler de l'Amérique latine où, malgré la concurrence américaine, l'Italie a dû signer des commandes très avantageuses avec l'Argentine, le Pérou et l'Equateur. Du côté du Moyen-Orient et de l'Asie, où prévaut au contraire le marché soviétique, l'Italie a tiré ses meilleurs profits d'affaires signées avec l'Iran, l'Irak, la Corée du Sud, le Pakistan, et même avec la Chine.

L'Italie fournit ainsi une nouvelle contribution au désastre et au pillage du Tiers-Monde en armant les gouvernements qui répriment toute tentative de libération et de soulèvement populaire.

Les éléments que nous venons de citer ne sont que les données officielles, apparentes. Il ne faut pas oublier les canaux occultes, ceux liés aux commandes clandestines et aux trafics illicites, en considérant que, pour ce que nous en savons, 80 % seulement de la production d'armes est contrôlée par l'Etat. Par deux fois, en effet, l'Onu a été contrainte de rappeler l'Italie à l'observance de l'ordre juridique international :

- la première fois, en 1968, nous fûmes accusés d'avoir fourni 100 chars *Patthem* au Pakistan alors qu'il était embourbé dans une guerre sanguinaire contre l'Inde ;
- la seconde occasion se présenta en 1977, lorsque l'on nous accusa de collaborer militairement avec le régime raciste d'Afrique du Sud qui était soumis à un embargo militaire.

Mais c'est toutefois aussi l'ordre juridique interne qui n'est pas respecté, si l'on considère la très faible capacité de contrôle dont le Parlement fait preuve. Le *Vénérable Maître* de la loge massonique P2, Licio Gelli, s'est révélé comme organisateur d'écoulements d'armes illégaux vers Israël.

Le panorama de l'industrie guerrière italienne nous éclaircit ainsi de quelle manière notre pays contribue à la perpétuation d'une grande partie des conflits qui se déroulent sur notre planète, et desquels elle devient par conséquent coresponsable.

Celle-ci, en outre, derrière le fait d'être l'unique secteur de l'industrie nationale à avoir un bilan actif, masque l'objectif principal qui est de donner sa propre contribution à la logique impérialiste de l'Etat du capital. Les industries guerrières italiennes sont en effet spécialisées dans la production d'armes antiguérilla dont elles fournissent, principalement, les divers régimes fascistes, racistes et dictatoriaux qui sont menacés, à l'intérieur, par divers mouvements de libération nationale et populaire.

Une grande partie de la population du Tiers-Monde tombe ainsi sous les coups des armes produites en Italie.

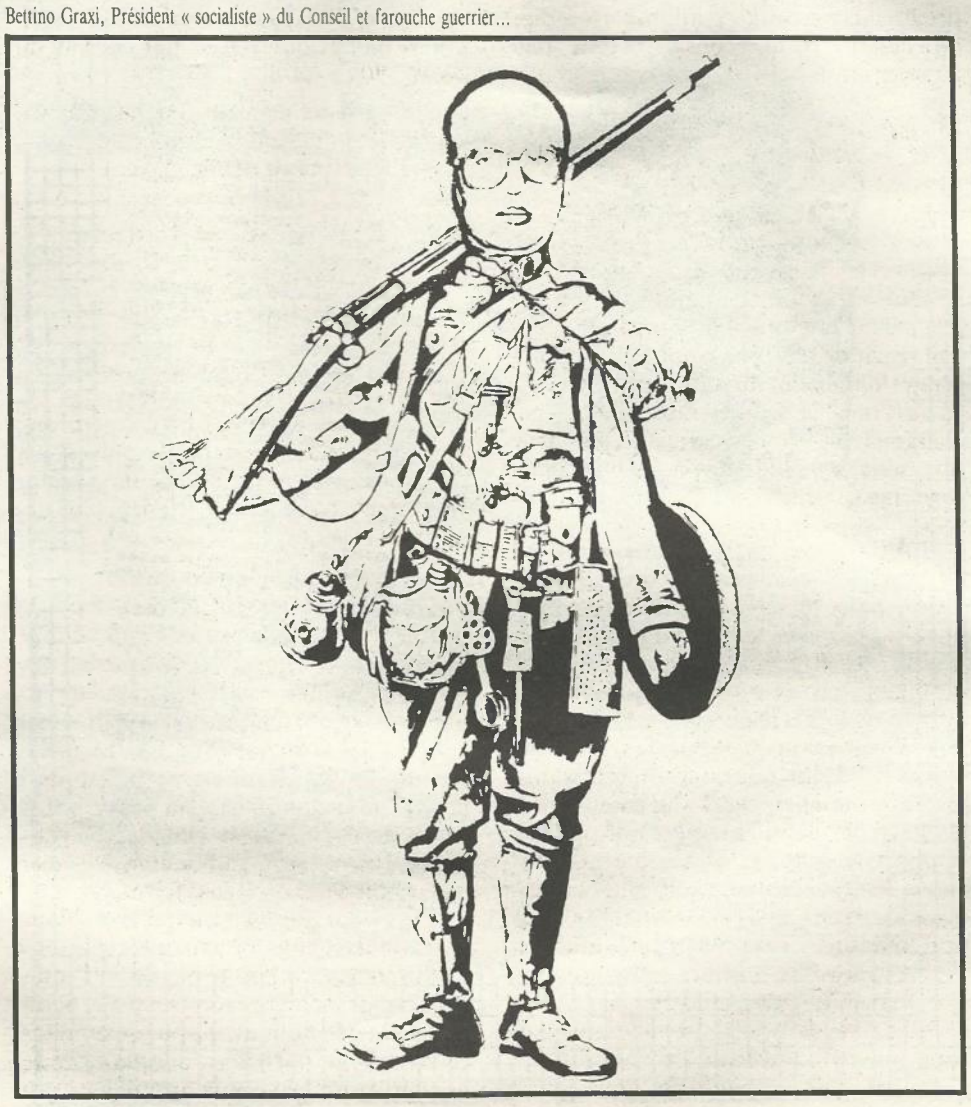
Tout cela est couvert, occulté, par la politique officielle et institutionnelle — gouvernement, monde catholique, partis, radicaux en tête, qui exhibent leur rhétorique recouverte d'une apitoyable nécessité d'affecter des fonds et des interventions d'aide au Tiers-Monde, en feignant ne pas comprendre quel pourrait être l'objectif, la contribution première : interdire les trafics d'armes avec les gouvernements des pays du Tiers-Monde.

De plus, la propagande officielle tend à camoufler une autre face de la médaille, celle qui concerne les importations. Cette propagande nous présente généralement le chiffre d'affaires de notre industrie guerrière, en tant qu'unique secteur à présenter un bilan actif, comme la fleur à la boutonnière de toute l'industrie italienne. En réalité, en confrontant les exportations aux importations, ce solde s'avère très maigre. Nous pouvons prendre comme exemple les données de 1978 : l'Italie exporta des armes pour 795 millions de dollars et en importa pour 757 millions. Ces chiffres situaient l'Italie en seconde position dans le classement des pays industrialisés importateurs d'armes, après la Finlande.

L'unique résultat reste donc le génocide de millions d'êtres humains pour reproduire et maintenir la logique du pouvoir et des frontières. □

Tiré de
« Contre la guerre »
Collectif de l'Université de Lecce

Bettino Graxi, Président « socialiste » du Conseil et farouche guerrier...



Guatemala

Interview de Gaspar Llom, commandant de l'Organisation du peuple en armes (Orpa)

De manière générale, les projets et les désirs des fondateurs de l'Orpa ne pourront aboutir que lorsque nous aurons dépassé nos propres attentes », affirme Gaspar Llom, commandant en chef de cette organisation et unique survivant de la dizaine d'hommes qui l'ont fondée. Dès 1972, lorsqu'intervint la scission d'avec les Far *(Forces armées rebelles)*, Gaspar est le leader reconnu d'une vingtaine de guérilleros qui décidèrent de s'installer dans la montagne et, de là, s'attaquèrent à la rude tâche de construire une organisation politico-militaire capable de développer une ligne conséquente de processus de guerre révolutionnaire, avec l'objectif d'aboutir, aux côtés des autres organisations guatémaltèques, à la chute définitive de la dictature dans leur pays.

C'est alors que s'écoulèrent sept années de travail silencieux, afin d'éviter la mise en œuvre des plans contre-insurrectionnels de l'armée. Il s'agissait d'éviter que l'ennemi n'attaque l'Organisation de guérilla dans sa phase de préparation, en prenant l'initiative et en frappant l'anneau le plus faible du processus de création des forces militaires du peuple.

C'est l'Orpa qui ouvrit les hostilités, alors qu'elle était déjà forte de trois fronts guérilleros et disposait d'un soutien populaire massif, principalement indigène dans la zone occidentale du pays (zone stratégique dans laquelle se concentre la plus grande exploitation agro-exportatrice).

C'est sur les expériences acquises au cours de ces années et sur les réflexions qui naissent de cette pratique que nous discutons avec le commandant Gaspar, l'un des plus importants chefs de la guérilla guatémaltèque, avant de revenir, dans nos prochains numéros, plus amplement sur le processus révolutionnaire au Guatemala. □

Le sigle de l'Orpa

Question : Tu me disais qu'en septembre 1971, vous abandonniez la zone de la Bocacosta et alliez vous installer en montagne. Qu'est-ce qui a déterminé cette décision ?

Réponse : Vois-tu, dès ce moment, notre intention fut de réussir à développer un travail guérillero dans une zone où deux éléments fondamentaux nous étaient favorables : la situation sociale comme première condition et la situation topographique comme condition militaire. Nous avions la chance de pouvoir nous installer dans une zone qui conjuguait ces deux éléments.

En quel sens les conditions sociales ?

Des conditions sociales en rapport à l'exploitation socio-économique, à la densité de la population et à la prédominance numérique de la population naturelle indigène.

Ne teniez-vous pas compte du caractère économique stratégique pour le pays de cette zone que vous aviez choisie ?

Si, bien sûr, et cela est intimement lié à ce que j'ai dit précédemment. C'est la zone du pays qui produit le café, et elle est aujourd'hui reconnue comme zone de guérilla même si, il y a quelques années, elle ne l'était pas. Ce fut l'un des objectifs atteints par l'organisation, c'est-à-dire qu'elle a su repérer et considérer cette zone comme étant celle qui pouvait remplir toutes ces conditions. Depuis le début de 1972, nous la considérons comme notre zone stratégique. Elle comprend la majeure partie de la zone productrice de café et a un type de population qui a connu et connaît encore le problème de la migration et celui du travail saisonnier, avec les conditions socio-économiques qui en découlent. C'était donc une zone qui pouvait servir de base et d'appui social pour le **développement** du mouvement guérillero et, dans le même temps, elle offrait aussi des éléments de caractère militaire favorables, tant pour les possibilités de refuge que pour le combat.

A l'origine, les conditions de refuge ne correspondaient pas aux conditions sociales, dans le sens d'un tissu de rapports/appui avec les gens du coin ?

C'était effectivement ainsi, et cela se posait toujours comme une contradiction pour le mouvement guérillero. Nous nous rendions parfaitement compte, dès septembre 1971, lorsque nous sommes montés en montagne, qu'il s'agissait là du meilleur des lieux et le plus adéquat de tous. Cependant, nous ne considérions pas seulement la zone où nous allions nous installer. Nous analysions aussi la situation avec une vision plus stratégique.

A partir de décembre 1971, le commandement de l'Organisation prit la décision de développer le travail dans une zone qui va du volcan Tacamà au lac d'Atitlàn. Dès ce moment, nous nous étions rendu compte que cette zone était la colonne vertébrale du pays : de là, nous pouvions intervenir, de manière beaucoup plus directe, sur toute la population indigène de l'Altopiano et nous pouvions aussi influer sur la population de la Bocacosta et, de manière collatérale, sur celle de la côte pacifique. C'est avec cette conviction que nous concentrions là tous nos efforts et que nous nous dédions à protéger véritablement cette zone. Nous la soignions du mieux que nous pouvons.

Que signifie soigner, protéger ?

La préserver revient à dire que nous ne lui faisions aucune publicité. Nous comptions faire un travail le plus clandestin possible. Ce qui signifiait un effort énorme puisque tous les déplacements et 95 % des marches de guérilla, nous les faisions de nuit afin que personne ne puisse nous repérer. Nous nous rendions compte que nous avions entre nos mains quelque chose de très important et que, si nous étions découverts prématurément, l'ennemi pouvait prendre l'initiative et déchaîner des opérations de contreguérilla à un moment où nous n'étions préparés ni à répondre ni à protéger la population des coups de la répression.

Dis-moi, le fait qu'il existait tant de voies de communication dans cette zone, justement parce que c'est une zone de production et d'exportation de produits agricoles, ne l'évaluiez-vous pas comme un élément négatif ?

Ce fut un élément que nous avons considéré et développé, du point de vue militaire, depuis le début, et cela explique aussi l'utilisation de deux concepts durant tout le travail qui se développa : le concept de rendre la zone opérationnelle et celui de la compensation des facteurs. Ce sont là deux conceptions militaires que nous avons développées au fur et à mesure que nous connaissions mieux le terrain, un terrain très favorable puisqu'il y existe plus de gorges et de canyons que dans le reste du pays. Et, de plus, il y a des montagnes plus hautes, une végétation plus dense et un climat plus rigoureux.

Tout cela présente de grands avantages pour une guérilla si elle réussit à supporter le climat, qui est très froid et humide, en le transformant en un facteur qui lui soit favorable, et si elle apprend à connaître le terrain en le transformant ainsi en son allié. C'est une zone dans laquelle, du fait de ses propres caractéristiques, nous n'utilisions quasiment pas de boussole. Cela n'a en effet aucun sens d'en utiliser : il est presque impossible de tracer un chemin parce qu'il faut faire cinquante détours pour parvenir au but fixé. Nous utilisions la même connaissance et le sens de l'organisation que le paysan et l'indigène ont de manière exceptionnelle. C'est pour cela que nous avons pu opérer dans cette zone. De plus, la grande majorité de la guérilla est paysanne et indigène (au début, elle représentait 95 %, et maintenant de 80 à 85 %).

Pourquoi ce pourcentage baisse-t-il maintenant ?

Parce qu'a un peu plus augmenté, pour des raisons techniques, la participation des cadres de la ville à la guérilla. Au départ, ceux qui venaient de la ville étaient très peu nombreux.

Bon. Tu disais il y a peu que la première chose était de rendre la zone opérationnelle. Et la seconde ?

C'était le concept de la compensation des facteurs qui se réfère principalement au problème des voies de communication et de la densité de la population.

La densité de la population était un problème pour le travail d'enracinement parce que nous pouvions être facilement découverts. Cependant, cette difficulté dans la phase d'enracinement, les sacrifices et les mesures qu'il a fallu adopter pour maintenir le secret de notre travail, se compensaient par le grand avantage stratégique que tout cela donnait lorsque l'on opérerait dans un futur immédiat. Marcos, qui était très lucide et très clair, disait : « *Cela est un grand avantage, même si pour l'instant nous devons nous cacher : toutes ces personnes, dans le futur, seront des camarades* »... Et il ne se trompait pas.

Pour ce qui concerne les voies de communication, la compensation était la suivante : il est vrai que l'ennemi peut plus se mouvoir, mais il est tout aussi vrai qu'il nous offre ainsi plus de cibles. Un des grands pièges de la conception guérillera dans les zones isolées est que l'ennemi peut moins se déplacer, mais il peut aussi nous contrôler plus facilement parce qu'il lui suffit, par exemple, de bloquer une route... Alors que lorsqu'il y a cinquante routes, tu peux passer par celle d'à-côté ou par celle d'au-dessus. Le mouvement guérillero lui-même a plus de fluidité et l'ennemi ne peut isoler cette zone si importante du point de vue économique. Il peut le faire un jour ou deux, mais il ne peut la couper complètement de la vie du pays. Je pense que l'une des grandes idées-force de l'Organisation fut de développer la compensation des facteurs et le travail de rendre opérationnel.

Quel temps vous était-il alors nécessaire pour vous transférer d'une zone de refuge à une zone de travail organisationnel ?

Notre méthode était valide parce que les zones de refuge étaient aussi des zones de travail organisationnel. Nous n'étions pas isolés. Il y a de nombreux villages dans la montagne et nous campions à cinq, parfois même deux minutes, de ceux-ci, si ce n'était pas carrément dans le village-même, selon les conditions qui existaient. La zone de refuge était aussi zone de travail organisationnel, tandis que celles qui sont aujourd'hui des zones de combat étaient les terrains des entreprises agrico-

les et des villages de l'Altopiano et, là aussi, nous développions le travail organisationnel. Ce que nous faisions consistait à nous transférer pour une saison en un lieu et, à partir de cette zone, nous nous occupions de tout un secteur. Nous installions là notre aire opérationnelle et notre campement, en organisant les paysans et la population pour les former politiquement et militairement et avoir un échange d'opinions avec eux.

C'était là un type de travail qui, s'il violait les rigides normes militaires de la clandestinité qui imposent à un campement de n'être pas connu de la population, pouvait être développé du fait des conditions existantes à ce moment et du degré de sécurité politique que nous avions autour des personnes qui venaient dans nos camps. Le fait de venir au camp représentait un énorme stimulant pour la population : dans les campements, nous avions des écoles d'alphabétisation, même pour les enfants, et quand venaient des femmes, elles y prêtaient une attention spéciale. Il y avait aussi des personnes âgées qui venaient et je devais m'en occuper personnellement puisque j'étais considéré, vu mon âge, comme leur contemporain. Venaient aussi des hommes qui nous portaient à manger et des gamins qu'ensuite, nous entraînions... Pour les gens plus organisés, il y avait aussi des cours préparés par nous.

L'entraînement des formations paramilitaires populaires d'autodéfense

Les campements étaient un lieu d'intense vie politique et servaient de base pour aller travailler dans les localités voisines ou dans les entreprises agricoles, parce que l'on ne pouvait pas toujours camper sur celles-ci, même si, parfois, cela s'est aussi fait sur des terrains de grandes entreprises agricoles. Certaines d'entre elles avaient de petites montagnes ou des lieux qui offraient des conditions favorables pour y rester camper quelques jours et développer ainsi notre activité avec les travailleurs, en plus du travail politique dans l'entreprise.

Ces campements, dans la phase actuelle d'hostilité sont des zones de combats et sont distants de une ou deux journées de marche.

Dis-moi, les indigènes de cette zone parlent espagnol ?

Oui.

Tous ?

Il y a de tout, non ?

Presque tous sont semi-prolétaires dans la zone dont tu me parles ?

Oui, dans les villages de la montagne, presque tous vont travailler dans les entreprises agricoles parce qu'il est très difficile qu'un quelconque travailleur agricole ne soit pas contraint de travailler dans celles-ci.

La majorité, effectivement, comprend l'espagnol, bien qu'il y ait des lieux où il n'en est pas ainsi. Il y a des zones non délimitées où l'on parle seulement *mame*, et c'est là que nous commençâmes à former les premiers cadres en mesure de parler tant espagnol que *mame* : et, avec eux, nous commençâmes à faire un travail de pénétration très spécifique. Nous avons développé cette même expérience, des années plus tard, lorsque commença le travail d'ouverture du front numéro 2, qui s'appelle maintenant « *Fronte Comandante Javier Tambrìs* » en honneur à celui qui développa ce travail dans l'Organisation.

Ce fut une activité effectuée dans une localité qui offrait des caractéristiques linguistiques diverses. En effet, cette zone, qui est située dans la partie centrale de la Sierra, est un lieu de langue *quiché* et est aussi connue pour être une zone très fermée. Le travail d'ouverture de ce front rencontra donc de nombreuses difficultés parce que, dans ces villages, personne ne parlait vraiment l'espagnol, et ceux qui le parlaient refusaient de le faire avec des étrangers.

La première chose que nous mîmes donc en œuvre fut de faire étudier l'idiome du lieu à la patrouille que nous y envoyions. Nous nous rendions cependant compte qu'il s'agissait d'un investissement trop à long terme, et que cela était aussi très discutable en ce sens que la connaissance de l'idiome qui aurait été acquise n'aurait de toute manière pas permis la fluidité suffisante nécessaire pour un travail politique. Javier résolut alors le problème en recrutant et en incorporant lui-même les premiers militants de cette zone, lesquels, avec le temps, parvinrent à devenir capitaines, lieutenants et, plus généralement, cadres de l'Organisation de ces villages.

Ceux-ci entrèrent dans la guérilla en passant à travers un intense cours de formation politique et en commençant, immédiatement après, un travail politique en langue *quiché*. Il fut aussi possible, par la suite, de former d'autres camarades qui entamèrent une intervention politique dans la zone où l'on parle *zuthuil*.

Le problème de l'idiome n'en est un que pour qui est étranger à la zone, et ce n'était pas le cas de Javier qui était un paysan indigène. Javier fut parmi les premiers jeunes à être d'accord avec toutes nos formulations et notre programme, rendant ainsi possible la construction de l'Organisation dans ces zones.

Il est clair que Javier étant un indigène *mame*, ce milieu ne lui était pas étranger, mais au contraire familier, et c'est pour cela qu'il devint le dirigeant de toute cette zone. Il parlait peu le *quiché*, mais parvenait de toute manière à être reconnu par les habitants locaux comme leur dirigeant. Cette expérience nous a servi à confirmer dans la pratique la conception que nous formulions autour de l'unité du peuple indigène.

Nous vécûmes longtemps dans des conditions d'encerclement alimentaire, mais nous agîmes cependant dans le plus grand secret possible pour développer et renforcer notre intention de créer, dans cette zone, une colonne vertébrale de la révolution.

Comment s'explique qu'une Organisation, née pour faire la guérilla, passe ensuite huit années sans réaliser d'actions militaires ?

Je t'explique. Déjà, en 1963/64, en tenant compte que nous connaissions ce qui était arrivé dans la *Sierra delle Minas*, nous étions arrivés à la conclusion qu'une guérilla toute seule, sans l'appui d'une organisation clandestine au sein du peuple, ne pouvait survivre. Cela d'une part. De l'autre, nous nous rendions compte que, du point de vue de la contreguérilla, l'ennemi cherchait, et cela est une loi spécifique, à frapper tout mouvement révolutionnaire dans sa première étape, c'est-à-dire au moment où il tente de s'enraciner en cherchant à comprendre le terrain sur lequel il se meut, et où il recrute ses combattants même lorsque ceux-ci sont en train de faire leur première expérience.

C'est alors que nous avons commencé à développer la conception stratégique de ne pas affronter l'ennemi avec une seule guérilla, mais plutôt sur différents fronts afin de disperser ses forces et de ne pas permettre leur concentration systématique contre une seule guérilla. Nous appelions *Front guérillero* l'ensemble formé par l'organisation paysanne et par la force militaire permanente. L'Armée ennemie avait développé dans les années soixante, jusqu'à ses extrêmes conséquences, la conception contre-insurrectionnelle et avait réformé, organiquement et structurellement, toute l'Armée à cette fin. En conséquence de quoi, l'Armée fut divisée en brigades qui disposaient d'une force suffisante pour contrôler une zone où la guérilla pouvait opérer : pratiquement, c'était un bataillon renforcé.

L'Armée dispersa donc ses forces sur tout le pays et le territoire national fut divisé en zones. A chaque brigade fut assignée une circonscription administrative dans laquelle étaient incluses une ou deux zones opérationnelles où s'effectuaient des manœuvres permanentes. Ce bataillon renforcé, qu'au Guatemala ils appellent brigade, avait donc sa propre zone opérationnelle et était prêt à se lancer sur la guérilla dès le moment où celle-ci serait apparue. La brigade pouvait donc concentrer ses moyens et ses effectifs dans des opérations qui avaient un haut degré de probabilité de succès.

Sur de petits groupes de guérilleros ?

Oui, par exemple sur une patrouille de guérilleros. Si on lance contre elle la force d'un bataillon alors qu'elle est en train de commencer à opérer dans une zone qu'elle ne connaît pas, où elle ne sait donc pas se déplacer et ne peut même pas encore compter sur le soutien de la population, ils en viennent à bout : ils peuvent y mettre 8 ou 15 jours, ou peut-être même un mois, mais, tôt ou tard, l'Armée finit par l'anéantir.

C'est en tenant compte de cette vision que nous avons développé les *fronts guérilleros*, limitant par conséquent le degré d'extension du travail initial et prévoyant pour chaque opération une force de réserve : c'est-à-dire que nous ne mettions pas toutes nos forces sur le terrain au début des opérations. Nous avons commencé avec trois fronts, mais nous n'en mettions que deux en activité, en les combinant tactiquement entre eux pour éviter que toute la force de l'ennemi ne se reverse sur un seul front qui, entre autre, grâce au développement de l'étape de préparation, était qualitativement très supérieur, tant du point de vue militaire que du point de vue politique, à ce qu'aurait pu être un front dans les années 1970-1972 : à tel point que lorsque des combats avec l'ennemi se présentèrent avant ce qui était prévu, ils furent totalement victorieux pour nous.

Deux mois après que l'Orpa soit apparue publiquement, l'ennemi s'avérait totalement déconcerté par l'usage de la tactique qui vient d'être dite, appliquée à l'intérieur d'une conception et d'une stratégie globale.

Comment êtes-vous parvenus à maintenir le secret durant huit années ?

Comprends bien, je pense qu'une bonne part de la réponse a à voir avec les mesures de sécurité que l'Organisation, avec son style de travail, ses orientations et sa pratique politique, a mises en œuvre et qui correspondaient aussi aux nécessités du peuple. Alors, le traitement, le travail politico-idéologique, les réunions, les discussions, le comportement, les principes, faisaient que les gens que nous rencontrions dans les campagnes, même si l'on ne parlait avec eux que quelques minutes, nous manifestaient de la sympathie ou, pour le moins, une disponibilité à ne pas ouvrir la bouche. Et si, par hasard, dans le village, quelqu'un parlait en rencontrant un autre paysan, celui-ci sympathisait lui-aussi avec nous et se chargeait de faire

savoir qu'il ne fallait pas parler de ces choses.

Imagine que dans toute l'étape de préparation, qui dura huit ans, nous avons rencontré, dans les divers sentiers des villages et sur les autres tronçons de route parcourus, plus de 5 000 personnes et nous n'avons même pas eu une délation ou une dénonciation, tout en n'ayant jamais laissé quiconque poursuivre son chemin sans lui donner le message révolutionnaire.

Je crois que cela peut aussi être lié, quand bien même il peut parfois sembler aventureux de faire de telles affirmations, à une attente historique qui s'était maintenue dans le peuple indigène à travers la tradition orale. Au début de 1971, nous commencions à être sacrément étonnés, dans la montagne et dans les villages, lorsque nous rencontrions des témoignages ou des expressions de solidarité de la part de familles de combattants ou des premiers anciens qui adhérèrent à notre Organisation et qui continuent d'en faire partie, à d'autres niveaux. Ces derniers nous racontaient, par exemple, qu'un ancêtre, le grand-père d'un grand-père, leur avait parlé en leur disant que, de la montagne, descendraient quelques hommes venus combattre pour libérer le peuple. Cela est d'autant plus surprenant si l'on pense que ça s'est vérifié dans la zone *mame*, dans la zone *cakchiquel* et dans la zone *zuthuil*, sous diverses formes. Je crois qu'il faut l'interpréter comme un élément de la tradition, de la mémoire et de l'espérance d'un peuple qui a été soumis à la colonisation et qui crée sa légende, son mythe, pour alimenter une attente de changement de la situation d'esclavage. Je n'ai pas trouvé d'autre explication que celle-ci.

Seul un élément de ce genre explique comment, entre 1971 et 1979, ces gens ont eu le courage de croire que nous aurions pu représenter l'attente qui était la leur. Il faut être visionnaire pour avoir foi en ces quelques 8 ou 15 hommes malfringués, affamés et misérables qui ne comptaient, pour pouvoir manger et ne pas mourir, que sur les cadeaux des gens. Certains de ces hommes étaient déjà tuberculeux, avec un armement très disparate et parfois antique et, malgré cela, ils parlaient de libération, de développer une guerre et d'organiser le peuple. Il fallait être visionnaires pour avoir foi en nous. Et bien, ces gens nous croyaient et nous aidaient.

Tu n'as jamais mentionné, peut-être parce que tu le crois évident, que c'est justement la manière d'être des indigènes qui fait que ceux-ci conservent le secret plus facilement que les *ladinos*...

Oui, oui... A l'intérieur de la communauté, des relations familiales et de tout ce qui constitue le cadre des relations de l'homme, l'une des principales valeurs est la discrétion...

Ne crois-tu pas que l'une des causes des coups reçus en juillet 1981 *[voir ci-contre, Ndt]* soit dans le fait que, parmi les militants de l'Orpa, s'était instaurée une mentalité triomphaliste, produite par les nombreux succès militaires de l'Organisation ?

Regarde, ce phénomène n'intervint pas au niveau de toute l'Organisation, mais seulement dans certains secteurs du front urbain, et peut-être plus que de triomphalisme, je parlerais d'excès de confiance. Ce fut, en effet, un facteur négatif qui se vérifia malgré les efforts que nous faisions pour le combattre. Ce qui arriva peut être ramené au fait que, parfois, les conditions mêmes dans lesquelles vivent les gens déterminent leur conduite et, puisque le front urbain n'avait pas été frappé, certains cadres ont ainsi perdu le sens de la perspective...

Plus que du triomphalisme, ce fut le sentiment d'un faux sens de sécurité que donne la ville lorsque l'on réussit à sortir indemne d'une situation d'urgence. Je pense qu'il s'agit là d'un piège qui menace toujours le militant urbain. Par le degré même de dispersion dans lequel il vit, et parce qu'en ville, la présence ennemie est moins évidente (surtout quand l'ennemi fait un travail d'espionnage et décide de filer pour une longue période la personne découverte), il naît chez le militant une sensation de fausse sécurité et de relative impunité.

Après l'expérience de juillet 1981, nous avons systématiquement affronté tous ces aspects. Ce qui constitue un avantage pour l'ennemi sur le front urbain est un désavantage pour le mouvement révolutionnaire, et nous pensons donc que, par sa nature même, le front urbain est le plus défavorable de tous.

Il est donc le maillon faible du mouvement révolutionnaire armé ?

C'est l'anneau faible de tout le mouvement révolutionnaire en un quelconque lieu. Et, par la force des choses, il en est ainsi, parce qu'en ville l'ennemi a les meilleures conditions pour pouvoir mettre en œuvre, et surtout pour pouvoir développer, ses mécanismes de contrôle et son travail d'espionnage, ceux-ci étant les éléments qui constituent les instruments à travers lesquels il peut frapper le mouvement révolutionnaire. En outre, c'est précisément dans les villes que le facteur homme compte énormément, parce qu'une erreur ou une inattention commise par un militant dans une phase de contact (en n'appliquant pas, par exemple, la règle en allant visiter sa famille ou en faisant une quelconque petite action qui ne soit pas dans les règles de la clandestinité et dans les normes de sécurité) provoque ou peut provoquer un coup répressif très dur. Cela fait que la structure urbaine est plus fragile parce qu'elle dépend trop de la condition des militants et des cadres eux-mêmes.

Il est clair que ce sont aussi les normes et les méthodes conspiratives, en plus des mesures de contre-espionnage que nous adoptons, qui entrent en contradiction avec les nécessités du travail politique. C'est là un problème qui doit incomber à toute l'Organisation pour ne pas surcharger ses cadres urbains.

Tu crois alors qu'il y eut contradiction entre sécurité et efficacité ?

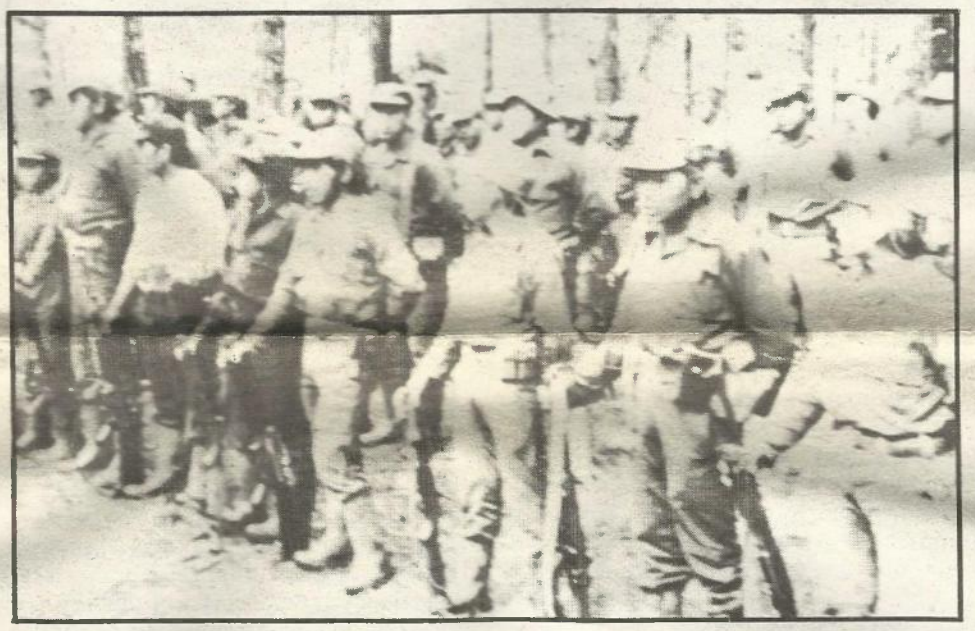
Pas exactement. Il y eut une contradiction entre le grand développement atteint et les conditions contraires qui s'étaient, entre-temps, créées en ville, même si elles n'étaient pas très évidentes. Un fort développement et des facteurs de divers types surchargeaient la structure urbaine et la rendirent plus vulnérable, bien qu'en réalité elle ne soit pas

De l'offensive de juillet 1981 à la reprise de l'initiative

Dans le premier semestre de 1981, alors que les Organisations révolutionnaires assiégeaient le pouvoir à El Salvador, les forces de la guérilla guatémaltèque lancèrent une très vaste offensive contre les troupes du régime, les contraignant à la défensive. Des embuscades mortelles, avec bombes et fusils, provoquèrent dans les unités ennemies en mouvement des centaines de pertes, mettant hors de combat des moyens de transport militaires et des chars. Les fronts guérilleros couvrirent pratiquement tout le territoire national et assiégèrent les routes principales, les propriétés agro-exportatrices, les installations pétrolifères, les centrales hydro-électriques et la capitale du pays, installant le pouvoir révolutionnaire sur des zones étendues et, en particulier, sur les fronts du Nord-Ouest.

Dans la capitale du pays, les unités guérilleras attaquèrent les troupes ennemies en plein centre urbain, ainsi que les casernes de police, en faisant sauter les dépôts de combustibles, en faisant justice des fonctionnaires répressifs du régime et en effectuant des attentats contre d'importants chefs militaires. L'activité guérillera se généralisa en marquant le début du processus d'incorporation massive de la population indigène dans les Organisations révolutionnaires. L'Armée ennemie se barricada dans les casernes, diminua le nombre des mobilisations et du personnel par unité de transport et fut obligée à déplacer ses éléments avec des voitures civiles, vêtus en civils, en adoptant d'extrêmes mesures de sécurité. L'une après l'autre, ses opérations faillirent et les forces de la guérilla eurent totalement l'initiative en main.

Toutefois, dans la seconde semaine de juillet, commença la grande « *contre-offensive antiguérilla* » : elle était minutieusement préparée depuis deux ans. Dans la capitale, commencèrent ainsi les opérations urbaines contre-révolutionnaires, dans un climat de guerre psychologique et avec une propagande sans précédent. De manière spectaculaire, et l'une après l'autre, les maisons de sécurité de mouvement révolutionnaire furent prises d'assaut par les unités antiguérilla. Ces opérations étaient basées sur un travail d'espionnage et sur l'emploi de centaines d'effectifs, d'unités blindées et d'hélicoptères équipés pour l'occasion.



Une formation combattante indienne reçoit les instructions

En plein centre ville, des affrontements durèrent des heures. Les soi-disant forces de sécurité encerclèrent des quartiers entiers, en faisant massivement évacuer la population dont les zones concernées par les opérations. La presse et les journaux radio informèrent des nombreux affrontements armés, des rafles, de la fermeture de locaux et des récupérations d'armes.

La résistance des révolutionnaires fut battue par les forces ennemies qui utilisèrent l'artillerie et des charges explosives lancées contre les maisons dans lesquelles on combattait. Durant les deux premiers mois de l'offensive ennemie, les pertes de la guérilla furent d'environ une centaine de morts. En août, au sommet de l'attaque contre le front urbain, alors que l'ex-ministre de la Défense, Anibàl Guevara, fut proclamé candidat à la Présidence, les corps des héroïques combattants révolutionnaires tombés au cours de ces opérations n'avaient pas encore été retirés de la morgue.

En août, le tourbillon des opérations antiguérilla se déplaça vers les fronts de la côte Sud où les opérations acquirent des caractères de massacres. Des familles entières de civils furent assassinées avant et après les opérations. En septembre, la contreoffensive ennemie se déplaça vers l'Altopiano central et la Sierra Madre, où fut mise en œuvre la tristement fameuse politique de la « *terre brûlée* ». Malgré la bestialité des troupes spéciales et le génocide indescriptible qu'elles opérèrent contre la population civile, les forces de la guérilla ne furent pas particulièrement frappées, mais reprirent au contraire l'initiative en passant à l'offensive contre les « *bêtes en tenue de camouflage* ».

Novembre, décembre et janvier furent des mois où l'activité de la guérilla redoubla. Les forces insurrectionnelles occupèrent des dizaines de villages, des centaines de kilomètres de routes furent sabotés par les milices locales révolutionnaires. Et, pour la première fois, une capitale provinciale fut militairement occupée, en récupérant les armements de la police locale et en faisant justice du gouverneur et des principaux chefs de la répression.

Sur tous les fronts guérilleros, les positions fixes de l'ennemi furent attaquées et assiégiées, les colonnes militaires en mouvement et les produits d'agro-exportation près à être emportés furent détruits. Le front urbain se reconstitua et les opérations recommencèrent dans le disctrict de la ville de Guatemala, en faisant sauter les palais de la classe dominante et les bureaux gouvernementaux, en attaquant les postes de police, en occupant le centre des communes périphériques et en réalisant des opérations de propagande durant lesquelles furent distribués des centaines de milliers de tracts. L'offensive ennemie était repoussée sur tous les fronts.

En février, l'Unité des Forces Révolutionnaires fut proclamée et son programme en cinq points fut rendu public. □

une structure urbaine, mais une infrastructure urbaine. Sa vulnérabilité permit à l'ennemi d'appliquer certaines méthodes de contreguérilla et de faire un grand saut, ou de rendre plus évident le saut qualitatif déjà effectué durant le travail de contre-espionnage.

En la voyant maintenant, rétrospectivement, cette opération était assez logique et ce qui est arrivé était inévitable. Le problème ne fut donc pas de prévenir et de freiner cette dynamique de développement au moment où les conditions urbaines se firent, pour de nombreuses raisons, pires et plus difficiles.

Ensuite, sur le travail urbain influent aussi, en le rendant plus difficile, les différentes conceptions qui existent sur lui et la fonction qu'on lui attribue, à chaque fois, à chaque étape de la lutte. Sur ce front, en effet, toutes les Organisations se retrouvent, chacune développant son travail et appliquant ses conceptions ; tout cela rend donc la situation très contradictoire. Les plans de caractère stratégique d'une Organisation peuvent être démolis ou subir des interférences du fait de l'activité militaire que peut développer une autre Organisation en appliquant sa conception. C'est ce qui nous est arrivé.

D'autre part, l'extension même atteinte par le mouvement révolutionnaire dans le ville fit saturer les lieux et les infrastructures. Plus tard, nous avons su, par exemple, que, parfois, dans une même rue, il y avait deux maisons de sécurité de différentes Organisations : il existait donc d'importants points de rencontre et de nombreuses superpositions.

Quel bilan fais-tu des coups reçus par l'Orpa en juillet 1981 ?

Tu sais, les coups reçus furent fondamentalement motivés par une série de raisons de caractère interne et externe à l'Organisation, par le développement accéléré qui était devenu nécessaire pour toute une série de besoins qu'il fallait satisfaire en des temps très brefs et qui nous menèrent à charger excessivement les infrastructures urbaines : trop de fonctions, trop de tâches et trop d'objectifs. Cela est lié au fait que l'ennemi découvrit certaines méthodes clandestines qu'utilisait le mouvement révolutionnaire et qu'ainsi fut facilité le travail de contre-espionnage en profondeur que l'ennemi était en train de développer depuis quelques mois sans que le mouvement révolutionnaire ne s'en aperçoive.

Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontré dans le processus unitaire au Guatemala et quelles sont les principales conquêtes ?

Tout d'abord, je voudrais qu'il soit clair que nous ne considérons pas l'unité comme une fin en soi, mais comme un instrument qui permet au mouvement révolutionnaire d'avancer vers la prise du pouvoir. Quelque chose que l'on doit construire, et cela présuppose qu'il faut la considérer comme un processus et, pour qu'il soit efficace, il faut appliquer le principe de la gradualité. Il est évident que la construction de l'unité est nécessairement très complexe parce qu'il n'est pas facile de conjuguer et de faire confluer des structures différentes, des conceptions disparates et des développements différents qui convergent dans l'objectif stratégique sans nécessairement cependant partager aussi les mêmes configurations tactiques.

Il y eut des facteurs fondamentaux qui permirent la convergence initiale et stratégique, mais cela n'est pas suffisant pour le développement de l'unité. Ce qui ouvre le chemin à l'unité, c'est ce que nous appelons « *les grands accords* », c'est-à-dire les moments dans lesquels on réussit à trouver une communauté d'intentions sur les mêmes objectifs et, à travers ceux-ci, peu à peu, à atteindre de plus grands niveaux d'unité.

Il est important d'avancer sur le chemin de l'unité à travers la convergence concrète que l'on peut mettre en œuvre et l'harmonisation des aspects qui ont à voir avec les différents développements et les différentes conceptions que les Organisations peuvent avoir sur de nombreux aspects concrets. Je pense que ce n'est pas par hasard que chaque Organisation est née et s'est développée selon sa propre dynamique interne et que, par conséquent, des problèmes aient surgi. Tout cela fait partie des différentes conceptions de chaque Organisation et il est impensable que l'on puisse demander que, du jour au lendemain, elle y renonce. De plus, pour ce qui concerne les objectifs fondamentaux, les Organisations n'ont pas entre elles de contradictions antagonistes. Leurs formulations sont parfois différentes et c'est ainsi que, malgré leur base commune, les différentes interprétations auxquelles elles se prêtent deviennent des obstacles au processus unitaire lui-même.

Nous pensons par conséquent qu'il faut insister sur la convergence, sur l'union et sur la mise de côté des positions différentes ou des problèmes sur lesquels il n'existe pas encore d'unanimité : parce qu'il y a en effet des questions et des divergences qui doivent être traitées urgemment et qui, pour cela, peuvent parfois avoir un caractère prioritaire. Il y a cependant d'autres divergences, réelles ou fictives, qui exigent une plus ample clarification et qui peuvent attendre des conditions futures meilleures, sans pour autant devenir un obstacle pour le processus unitaire.

Je pense qu'il n'est pas bon d'atteindre des niveaux trop élevés pour devoir ensuite en redescendre. Il est préférable d'avancer chaque fois vers des formes supérieures d'unité en effectuant cependant tous les pas nécessaires pour y parvenir.

Et quels seraient ces pas ?

Ecoute, je pense qu'il faut passer d'abord, nécessairement, à travers la coordination et une certaine pratique unitaire qui permettent d'établir la confiance réciproque entre nos Organisations, ceci afin que ce soit la pratique elle-même qui démontre et permette de trouver la manière de faire converger et de conjuguer surtout les problèmes propres au développement inégal et aux conceptions différentes existantes sur les divers problèmes. Un autre problème fondamental est ensuite celui de l'existence de structures distinctes.

Ces trois problèmes sont les principaux facteurs qui incident sur le processus unitaire et c'est donc la pratique qui doit créer les conditions pour pouvoir avancer dans celui-ci.

Il me semble évident que chaque Organisation éduque ses militants à l'aimer et je pense aussi que, tendanciellement, ils sont poussés à penser que leur propre structure est la meilleure... Comment se résoud ce problème dans une optique d'unité ?

Je ne crois pas que ce que tu dis soit tout à fait vrai. Il est clair qu'on doit former un militant à aimer son Organisation, sinon on ne réussirait pas à la construire : c'est évident. Ceci n'est cependant pas un obstacle à l'unité parce que, dans le même temps, se développe une conscience qui met en évidence que l'Organisation ne peut faire la révolution à elle seule : celle-ci, en effet, oblige nécessairement à s'unir aux autres Organisations pour atteindre l'objectif. Je pense qu'il est inévitable qu'existe le problème de l'identification avec l'Organisation. Ce que l'on doit au contraire développer, c'est la conscience de la nécessité de l'unité. Aujourd'hui, développer cette conscience est relativement simple et est facile à atteindre parce que c'est une chose très logique.

Que peux-tu dire en ce qui concerne les aspects positifs du processus unitaire ?

Je pense qu'il y a eu des facteurs hautement positifs qui n'ont pas été mis en relief comme il l'aurait fallu. Je crois en outre que ce processus a renforcé une pratique de solidarité à l'intérieur des Organisations révolutionnaires à partir de 1981, et surtout à l'intérieur du pays : ceci pour ce qui concerne donc le soutien logistique, le soutien économique, le soutien informatif, etc. Je crois que c'est une grande conquête de pouvoir avoir une vision très mise à jour et unitaire de la conjoncture politique. Et l'on obtient cela grâce au degré de communication et de discussion des aspects politiques et à l'échange d'informations. Ce dernier, entre autre, fut tellement systématique qu'un bilan de la situation nationale était effectué hebdomadairement et que toutes les Organisations y portaient les éléments en leur possession. Tout cela permit au mouvement révolutionnaire de dominer la situation nationale.

Un autre élément très important est que l'ennemi, utilisant la guerre psychologique, tenta de créer des contradictions au sein des Organisations en distribuant même des faux tracts et en réussissant à les rédiger et à les imprimer de telle manière que, dans les derniers temps, il n'était plus facile d'établir s'ils étaient vrais ou faux. Cependant, le degré de communication et de confiance que les Organisations avaient obtenu fit que ces faux tracts ne parvinrent pas à créer de problèmes, et que l'on réussit rapidement à neutraliser cette insidieuse tactique des militaires.

Cela au niveau de la direction : mais pour ce qui concerne la base ?

Egalement, parce que les cadres intermédiaires et les militants qui étaient au courant du processus unitaire en œuvre refusaient cette situation ou, pour le moins, se consultaient. Très souvent, il n'était même pas nécessaire d'arriver jusqu'à la direction pour vérifier si quelque chose était vrai ou faux puisque les cadres intermédiaires eux-mêmes réussissaient déjà à comprendre si c'était une manœuvre de l'ennemi. S'il n'existait pas un tel niveau d'identification et de communication, cette tactique ennemie aurait pu avoir un effet considérablement négatif.

Du point de vue militaire, à part la solidarité réciproque qui est atteinte dans le mouvement révolutionnaire, l'unité a permit de réaliser une première expérience de coordination dans le temps : la campagne de solidarité qui a été menée pour El Salvador rejoint effectivement les objectifs stratégiques qu'elle s'était fixés, c'est-à-dire contraindre l'Armée du Guatemala à rester sur le territoire national et neutraliser les plans d'intervention déjà en marche au Salvador et vers lesquels poussait l'Etat-major de l'Armée guatémaltèque.

Nous pensons que la conquête politique la plus importante est, sans aucun doute, d'avoir obtenu l'unification de la vision et du projet concernant la phase actuelle, en plus d'avoir obtenu un contenu et un programme de caractère immédiat pour affronter la conjoncture présente et donner une perspective au mouvement révolutionnaire. Il s'agit d'un ample problème qui pose avec une grande clarté les tâches immédiates que le mouvement révolutionnaire doit poursuivre et qui appelle à une grande alliance nationale contre l'actuel régime. □

L'entraînement d'une formation guérillera

Sur le front des prisons

Luttes dans les prisons des USA

Combattre pour les prisonniers, aux Usa comme ailleurs !

Juin 1984 : partout où le prolétariat est confronté à l'impérialisme, il y a des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre. Des prisonniers politiques des prisons américaines aux infâmes block-H irlandais, toutes les prisons sont utilisées pour écraser la révolution. Mais, de l'intérieur des prisons, la résistance continue à se développer.

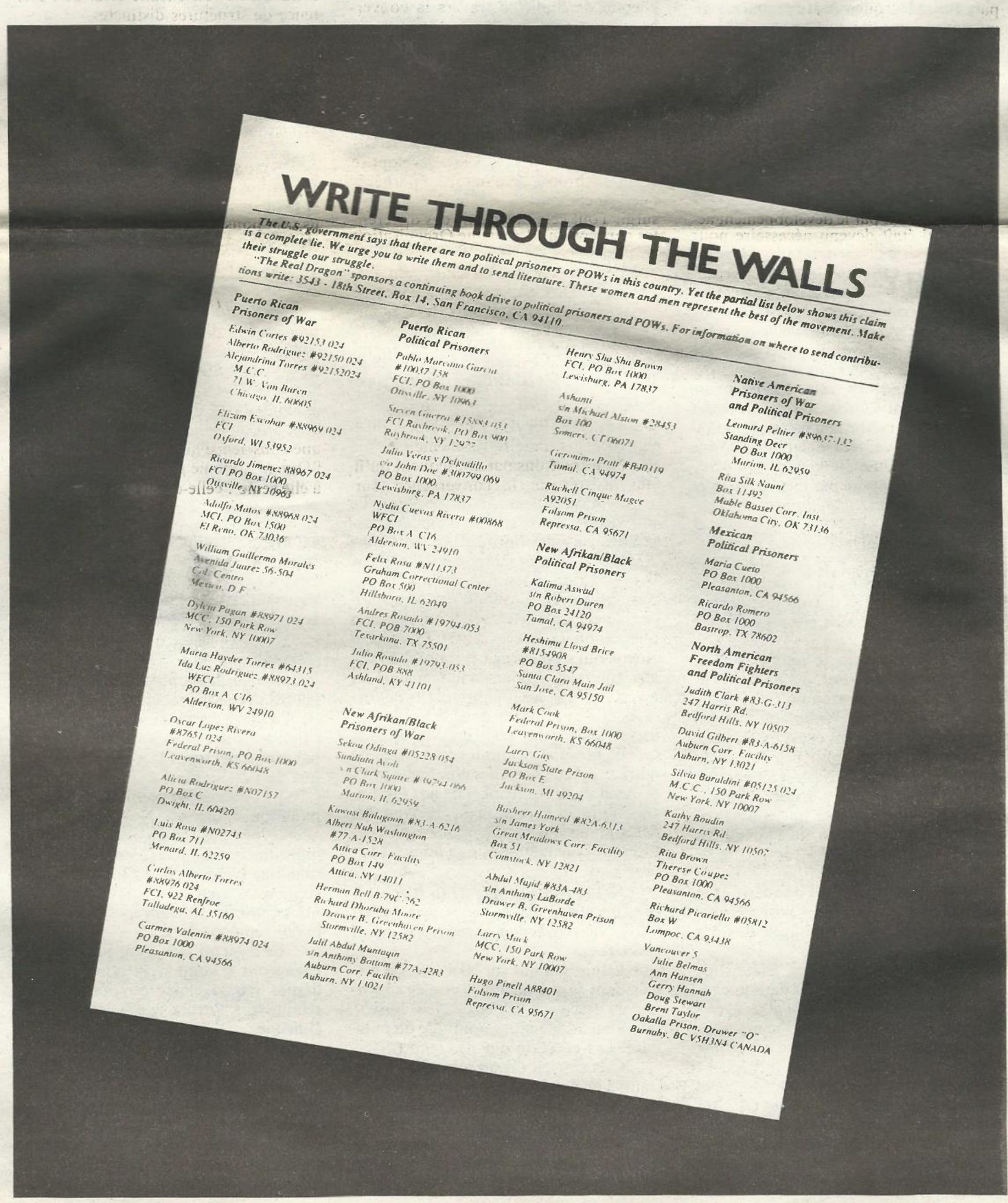
Malgré les dénégations des Usa, le nombre des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre continue d'augmenter. Ces femmes et ces hommes, capturés au cours d'un combat ou emprisonné pour des actes de résistance, représentent le cœur de la lutte. Ils ont refusé d'être isolés ou enterrés et, au lieu de cela, ont transformé les prisons en un autre front de résistance. Incapables de détruire les Faln et la Bla et face à l'accroissement des mouvements armés, les Usa suivent attentivement les politiques de leurs clients de l'Otan et d'Amérique centrale. En terrorisant ces révolutionnaires et en cherchant à les isoler de ceux qui les soutiennent, l'Etat espère briser les individus et dissuader les autres de suivre leur exemple.

Les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre sont incarcérés maintenant et de façon routinière loin de leur famille et de leur communauté. Le cas des Portoricains et des Mexicains en est un exemple. Ils ont résisté au *Grand Jury [voir notre numéro 2]* et ont été envoyés dans des prisons dans des lieux isolés tels que celles de la frontière du Canada, l'Etat de New York et du Minnnosoto. Les soins sont refusés malgré des conditions de détention créant de sérieux problèmes de santé. Le courrier est censuré. Carlos Torrès, prisonnier de guerre portoricain, récemment transféré en Alabama, n'est autorisé à correspondre qu'avec 6 membres de sa famille. Les autorités de la prison ont eux-mêmes choisi ces six membres. Alegandrina Tornes a été ainsi enfermée dans la section hommes au centre pénitentiaire de Chicago où chacun de ses mouvements pouvait être observé par les prisonniers hommes et les matons.

A Alderson (Virginie de l'ouest), 7 cellules d'« *étain* » ont été construites dans la section d'isolement de David Hall, dans la prison fédérale des femmes. Chacune est destinée à être le « *lieu de vie* » d'un prisonnier de guerre portoricain. Haydee Torres et Lucy Rodriguez sont enfermées dans deux de ces cellules de privation sensorielle 23 h30 sur 24. Trois autres femmes prisonnières de guerre doivent être transférées là-bas. Elles n'ont pas le droit d'avoir des contacts entre elles ou avec d'autres prisonniers. On leur permet un nombre limité de visites et de 2 h seulement. Elles sont toujours accompagnées d'une personne étrangère. Elles n'ont qu'une demi-heure par jour pour la douche ou pour faire quelques exercices, selon les caprices des matons, et n'ont droit qu'à 10 livres par an. Les officiels de la prison leur ont dit qu'elles resteraient à l'isolement pour le reste de leur vie.

Quand ils ont capturé, en octobre 81, Sékou Oudinga, combattant de la *New Afrika*, il fut méthodiquement frappé et brûlé avec des cigarettes afin de le faire parler. Sékou a refusé de collaborer et la torture à provoqué de sérieuses blessures au pancréas et une longue hospitalisation.

Lors de son récent transfert, il fut emmené dans les rues par cent policiers, puis par un hélicoptère jusqu'à Lewisburg et, enfin, à la prison de Marion où il fut immédiatement jeté au trou. La prison fédérale de Marion a été dénoncée par *Amnesty International*. Là-bas, les prisonniers sont régulièrement frappés et brutalisés. Ici, Léonard Peltier — un Indien américain — est en grève de la faim depuis la mi-avril. Rejoint par Standing Deer et Albert Garza, il demande le droit de pratiquer la religion indienne. La prison répond que le calumet et le contact avec un sage sont une menace pour la sécurité. Peltier, emprisonné pour l'exécution d'un agent du FBI près de Wounded Knee, doit passer à nouveau en procès. Il a déclaré qu'il s'y refusait tant qu'il n'aurait pas l'autorisation de pratiquer les rites fondamentaux pour la vie des originaires d'Amérique. Chaque homme a perdu 25 kilos suite à la grève de la faim et Standing Deer a perdu la vue. □



WRITE THROUGH THE WALLS

The U.S. government says that there are no political prisoners or POWs in this country. Yet the partial list below shows this claim is a complete lie. We urge you to write them and to send literature. These women and men represent the best of the movement. Make their struggle our struggle.

"The Real Dragon" sponsors a continuing book drive to political prisoners and POWs. For information on where to send contributions write: 3543 - 18th Street, Box 14, San Francisco, CA 94110.

Puerto Rican Prisoners of War

Edwin Cortes #92153 024
Alberto Rodriguez #92150 024
Alejandrina Torres #92152024
M.C.C.
71 W. Van Buren
Chicago, IL 60605

Elizam Escobar #88969 024
FCI
Oxford, WI 53952

Ricardo Jimenez 88967 024
FCI PO Box 1000
Ossville, NY 10963

Adolfo Matos #88968 024
MCI, PO Box 1500
El Reno, OK 73036

William Guillermo Morales
Avenida Juarez 56-504
Col. Centro
Mexico, D.F.

Dylcia Pagan #88971 024
MCC, 150 Park Row
New York, NY 10007

Maria Haydee Torres #64315
Ida Luz Rodriguez #88973 024
WFCI
PO Box A-C16
Alderson, WV 24910

Oscar Lopez Rivera
#87651 024
Federal Prison, PO Box 1000
Leavenworth, KS 66048

Alicia Rodriguez #N07157
PO Box C
Dwight, IL 60420

Luis Rosa #N02743
PO Box 711
Menard, IL 62259

Carlos Alberto Torres
#88976 024
FCI, 922 Renfroe
Talladega, AL 35160

Carmen Valentin #88974 024
PO Box 1000
Pleasanton, CA 94566

Puerto Rican Political Prisoners

Pablo Marcano Garcia
#10037 158
FCI, PO Box 1000
Otisville, NY 10963

Steven Guerra #15884 053
FCI Raybrook, PO Box 900
Raybrook, NY 12977

Julio Veras y Delgadillo
c/o John Doe #300799 069
PO Box 1000
Lewisburg, PA 17837

Nydia Cuevas Rivera #00868
WFCI
PO Box A-C16
Alderson, WV 24910

Felix Rosa #N11373
Graham Correctional Center
PO Box 500
Hillsboro, IL 62049

Andres Rosado #19794-053
FCI, POB 7000
Texarkana, TX 75501

Julio Rosado #10793-053
FCI, POB 888
Ashland, KY 41101

New Afrikan/Black Prisoners of War

Sekou Odinga #05228 054
Sundiata Acoli
s/n Clark Squire #19794 066
PO Box 1000
Marion, IL 62959

Kuwasi Balagoon #83-A-6216
Albert Nuh Washington
#77-A-1528
Attica Corr. Facility
PO Box 149
Attica, NY 14011

Herman Bell B-79C-262
Richard Dhoruba Moore
Drawer B, Greenhaven Prison
Stormville, NY 12582

Jalil Abdul Muntaqim
s/n Anthony Bottom #77A-4283
Auburn Corr. Facility
Auburn, NY 13021

Henry Sha Shu Brown
FCI, PO Box 1000
Lewisburg, PA 17837

Ashanti
s/n Michael Alston #28453
Box 100
Somers, CT 06071

Geronimo Pratt #B30,119
Tamal, CA 94974

Ruchell Cinque Magee
A92051
Folsom Prison
Repressa, CA 95671

New Afrikan/Black Political Prisoners

Kalima Aswad
s/n Robert Duren
PO Box 24120
Tamal, CA 94974

Heshimu Lloyd Brice
#815490R
PO Box 5547
Santa Clara Main Jail
San Jose, CA 95150

Mark Cook
Federal Prison, Box 1000
Leavenworth, KS 66048

Larry Giy
Jackson State Prison
PO Box E
Jackson, MI 49204

Basheer Hameed #82A-6313
s/n James York
Great Meadows Corr. Facility
Box 51
Comstock, NY 12821

Abdul Majid #83A-483
s/n Anthony LaBorde
Drawer B, Greenhaven Prison
Stormville, NY 12582

Larry Mack
MCC, 150 Park Row
New York, NY 10007

Hugo Pinell A88401
Folsom Prison
Repressa, CA 95671

Native American Prisoners of War and Political Prisoners

Leonard Peltier #89637-132
Standing Deer
PO Box 1000
Marion, IL 62959

Rita Silk Nauni
Box 11492
Mable Basset Corr. Inst.
Oklahoma City, OK 73136

Mexican Political Prisoners

Maria Cueto
PO Box 1000
Pleasanton, CA 94566

Ricardo Romero
PO Box 1000
Bastrop, TX 78602

North American Freedom Fighters and Political Prisoners

Judith Clark #83-G-413
247 Harris Rd.
Bedford Hills, NY 10507

David Gilbert #83-A-6158
Auburn Corr. Facility
Auburn, NY 13021

Silvia Baraldini #05125 024
M.C.C., 150 Park Row
New York, NY 10007

Kathy Boudin
247 Harris Rd.
Bedford Hills, NY 10507

Rita Brown
Therese Coupez
PO Box 1000
Pleasanton, CA 94566

Richard Picariello #05812
Box W
Lompoc, CA 93438

Vancouver 5
Julie Belmas
Ann Hansen
Gerry Hannah
Doug Stewart
Brent Taylor
Oakalla Prison, Drawer "O"
Burnaby, BC V5H3N4 CANADA

Pour écrire aux camarades prisonniers

• Vincenzo Spano
731 407 - 1re division
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES M.A.

• Helyette Besse
132 50/C D11R
9, avenue des Peupliers
Sainte-Geneviève-des-Bois
91705 FLEURY-MEROGIS

• Régis Schleisher
219 761 D21
42, rue de la Santé
75014 PARIS

• Nicolas Halfen
130575/E 6315 D2
7, avenue des Peupliers
91705 Fleury-Mérogis

• Claude Halfen
733205 3e Div.
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES Cedex □

New Afrika

Déclaration de Kuwasi Balagoon à son procès

Nous avions publié, dans le numéro deux de *L'Internationale*, un dossier sur la lutte des Noirs américains aux Usa, et plus particulièrement sur le combat mené par les organisations combattantes noires pour une « *Afrique nouvelle indépendante et socialiste* ». De tels dossiers ne peuvent évidemment prétendre épuiser le sujet de telles luttes. C'est aussi pourquoi nous voudrions continuer de rendre compte du « *quotidien* » de ce combat. A ce titre, nous publions aujourd'hui de larges extraits de la déclaration faite par K. Balagoon à son procès. Il y retrace, entre autres, l'histoire des révoltes et du combat du peuple noir aux Etats-Unis depuis les premières déportations d'Africains sur ce continent.

Kuwasi Balagoon, combattant de la *Black army liberation*, fut arrêté le 20 janvier 1982. Accusé de participation à l'expropriation d'un fourgon de la *Brinks*, il répond ici à cette accusation pour laquelle il a depuis été jugé et condamné à perpétuité. □

Kuwasi Balagoon

Je m'appelle Kuwasi Balagoon, ce nom est d'origine *Uruba*. *Uruba* est le nom d'une nation ou peuplade d'Afrique de l'Ouest qui fut appelé *Slave Coat* (Côte des esclaves) et qui maintenant se nomme Nigéria. Beaucoup, si ce n'est la grande majorité des esclaves déportés vers l'hémisphère ouest, étaient *Uruba*. La religion, les coutumes, et même une partie de la langue furent préservées malgré l'esclavage et le colonialisme américain.

Je fus rebaptisé par mes semblables dans un temple *Uruba*, comme des centaines d'autres personnes avant moi et comme bien d'autres depuis. La traduction de Kuwasi est « *né le dimanche* », celle de Balagoon est « *seigneur de guerre* ». Je suis fier d'avoir un nom qui exprime ce que je suis et mes origines. J'accepte ce nom.

Donald Weems, le nom que mon procureur aime utiliser, est un nom européen. Donald est un nom chrétien, je ne suis pas chrétien. Weems est un nom écossais, je ne suis pas écossais. C'est le nom par lequel un certain négrier décida de marquer ce qu'il considérait comme sa propriété et c'est le nom que l'Etat utilise aussi pour propager un rapport colonial. La signification de Donald est « *homme des cavernes* ». Je rejette ce qu'il signifie.

Je suis un prisonnier de guerre et je rejette cette merde qui est mon avocat, je ne reconnais pas la légitimité de cette Cour.

Nous disons que les Etats-Unis n'ont pas le droit de détenir dans une réserve les *New African* et que nous avons le droit de vivre, de vivre avec nos propres coutumes dans une terre commune et de nous gouverner nous-mêmes, libres, sans forces d'occupation comme la police, la Garde nationale ou les GI's qui ont régulièrement envahi nos colonies. Nous avons le droit de contrôler notre propre économie, d'imprimer notre monnaie, de traiter avec d'autres nations et de constituer une force de travail dont nous ne serions pas exclus par les projets d'une classe dominante qui contrôle la richesse et manipule notre salaire et le salaire de tous les travailleurs. Nous avons le droit de construire nos propres institutions et systèmes d'éducation où nos enfants ne seront pas endoctrinés par des étrangers pour servir les fins du gouvernement américain.

Quand je dis que le peuple *New African* est colonisé, cela signifie que nos vies, politiquement, socialement et économiquement, exceptées nos guerres de libération, sont contrôlées par des euro-américains. L'impérialisme nous dit où vivre et dans quelles conditions. Euro-américains, envahisseurs, colonisateurs décident pour nous à quelles lois nous devons obéir.

Il n'est pas étonnant qu'une telle proportion de GI's, de travailleurs hospitaliers, d'ouvriers agricoles soit *New African*, que nous représentions 10% de la population globale et 70% de la population carcérale, que 50 des *New African* soient chômeurs. Il n'est pas non plus étonnant que la *Black Liberation Army*, qui s'est formée il y a plus de dix ans, continue toujours la lutte malgré les arrestations et les nombreux cas de tortures et d'exécutions dont le gouvernement américain est responsable, et qu'elle bénéficie toujours du soutien de notre peuple en dépit des nombreux raids et menaces de l'ennemi et de nos faiblesses politiques et militaires. En dépit des déclarations qui affirment que nos structures sont démantelées, que nous n'existons plus.

Nous, combattants de la *Black Liberation Army* (BLA) avons continué de lutter. **La répression engendre la résistance** (...).

L'Etat sait que sur 90 soi-disant crimes dont je suis inculpé, crimes contre la paix de New York et de New Jersey, tous étaient de nature politique ou militaire. Les autres n'ont pas tenu (...).

Cela est clair depuis que j'ai été contraint à la clandestinité dans les rangs de la résistance noire, au nom de la libération du peuple noir. Les services secrets n'ont pas cherché à m'arrêter, à me questionner quand je me trouvais dans la même zone qu'un Président, pour la simple crainte que je lui vole sa montre. Et le FBI ne m'aurait pas inscrit au fichier avec la menace d'être arrêté à tout moment parce que j'aurais frappé une femme ou un enfant, agressé un travailleur ou bien encore vendu de la drogue. Je suis dans le fichier des agitateurs parce que je suis un partisan de la liberté, un ennemi de l'Etat et un combattant dans les rangs de l'armée de libération des *New African*.

Je suis fatigué d'aller de ville en ville, et toutes sont divisées en quartiers, avec de plus grandes et plus confortables maisons dans certains quartiers que dans d'autres, avec la police qui protège certains et harcèle et terrorise d'autres. Ceux qui profitent des meilleures conditions de vie sont toujours des Blancs et les autres, qui subissent plus l'enfer, ne le sont pas.

Je suis fatigué de vivre dans un pays où le rang le plus haut que peuvent atteindre un homme ou une femme noirs est un poste symbolique et d'entendre pourtant cette phrase de merde : « *nous sommes tous Américains !* »

Je suis fatigué de vivre la vie d'un sujet colonial alors que l'oppresseur et l'exploiteur de mon peuple fait de pompeuses déclarations sur **notre** démocratie. La tâche des médias est alors d'aider l'Etat à construire le fascisme. Ils ne sont pas plus « *neutres* » et « *indépendants* » que ne l'est le juge.

La domination politique est une domination anonyme. Nous ne nous en apercevons pas lorsqu'elle nous touche individuellement, mais c'est elle qui communique à chacun que l'Etat et le juge, supposés « *neutres* », ont raison et que nous sommes des dangers hors de l'appareil répressif (...).

Ce n'est qu'avec l'ennemi que nous engageons le combat, et nous ne considérons pas la classe ouvrière, qui est étrangère à l'ordre établi, comme une ennemie.

La tâche de l'Etat est de nous faire apparaître comme les ennemis de tous. Alors que la vérité et l'histoire démontrent que c'est lui l'ennemi réel du peuple (...).

La possession d'esclaves était bâtie sur le racisme des USA qui, en toute question, signifiait que le « *propriétaire* » d'esclaves avait un contrôle total sur eux, mais aussi que tout Blanc pouvait donner des ordres à toute personne noire (...).

L'économie du Sud était fondée sur l'esclavage auquel contribuaient non seulement l'autocratie agraire, mais aussi les muletiers, les éleveurs, les actionnaires, les esclaves, les chauffeurs et les patrouilles cherchant les fugitifs. Le Nord aussi participait à l'esclavage : au Maryland, à New York, à New Jersey, en Pennsylvanie, etc.

La guerre civile qui mit fin à l'esclavage fut réalisée par le Nord pour arrêter la séparation des Etats-Unis et pour assurer la domination de l'industrie sur l'agriculture. « *Les nègres devinrent, les premières années, de la contrebande de guerre comme biens appartenant à l'ennemi et de grande valeur pour l'envahisseur. Mais ils furent aussi, rapidement, la clé de la résistance dans le Sud : quelques millions de travailleurs qui restaient à travailler pour gagner la nourriture de ceux qui combattaient et qui assuraient l'économie du pays. Mais encore, lorsque les besoins de main-d'œuvre du Nord produisirent des révoltes, il fallut compter sur les troupes supplémentaires que représentaient les 200 000 nègres. Sans eux, comme dit Lincoln, le Nord n'aurait pas gagné la guerre.* » (W.E.B. Dubois.)

On peut, alors, certainement arguer que les *New Africans* bénéficièrent de la protection des lois, et c'est le pompeux mensonge officiel. Le 14e amendement excluait pourtant les *New Africans* du plein exercice de leur opinion. Ils furent forcés d'accepter le label de citoyenneté américaine, sans qu'il ne leur fut demandé si cette étiquette leur plaisait (...). Les nombreux lynchages et meurtres représentent la guerre contre les *New Africans*, pour les fins de la colonisation et du génocide. Je peux continuer indéfiniment en rappelant les exemples légaux d'assassinats, de viols, d'agressions sans que jamais les coupables ne purent être portés en justice. Les buts de cette guerre impérialiste doivent être mis en lumière.

L'impérialisme américain, qui puise les ressources de toutes les régions du monde qu'il domine, a comme origine cette exploitation, la surexploitation du travail et du talent des *New Africans*, et ceci n'est pas moins vrai après l'arrêt de l'esclavage.

Dans la présente période dite de récession, marquée par l'inflation des prix et des loyers et par un chômage important, nous avons toujours la même position : la chair à canon économique des USA. Le Centre d'Etude de Politique Sociale rapporte que le revenu moyen pour les Noirs sortant d'écoles supérieures est le même que celui d'un Blanc qui n'a pas fait d'études supérieures. 55% seulement des hommes noirs de plus de 16 ans ont un emploi. Le chômage des Noirs de plus de 20 ans est de 50%. En 1981, le revenu moyen des Noirs était de 13 266 dollars, celui d'un Blanc de 23 517. En d'autres termes, le revenu des Noirs représente 56% de celui des Blancs. 54% des familles noires ont un revenu inférieur à 15 000 dollars, ce qui est vrai pour 15% des familles blanches (...).

Rafle à Détroit

Quant à la police, elle a été impliquée à New York dans 49 assassinats à matrice raciale, et à l'échelle de tous les Etats, elle est responsable de 400 meurtres depuis 1979 (...).

L'histoire de l'esclavage est parcourue de rébellions et de révoltes. Nombre de lois furent promulguées pour tenter de les endiguer. En dehors des cas connus comme Nat Turner, Cinque, Denmark Vesey, et Gabriel Prosser qui participèrent à des révoltes, on compte plus de 250 rébellions pendant les 300 ans d'esclavage et d'innombrables cas d'empoisonnements et d'incendies. Comme il y eut des esclaves et des abrutis *(Crispus Attucks)* qui combattirent avec les Américains, il y eut beaucoup d'ex-esclaves qui combattirent avec les Anglais et qui, lorsque les Anglais abandonnèrent, devinrent « *Maroons* » *[déserteurs, en cavale, Ndt]* et continuèrent la lutte.

On retrouve le témoignage d'au moins 50 communautés *Maroons* dans différents endroits entre 1672 et 1864. Aujourd'hui, au fin fond de New Jersey, à Appalachia, localité du sud-ouest du Texas, et même le long de la frontière du Mexique, vivent les descendants de ces *Maroons* qui choisirent d'unir leur destinée à celles des Indiens, communautés totalement oubliées et souvent désespérément pauvres.

Les *New Africans* combattirent aux côtés des Séminoles contre les Américains dans une guerre qui dura de 1837 à 1843 et qui coûta la vie à 1 500 soldats blancs et 20 millions de dollars (...). En octobre 1831, 1 500 anciens esclaves aidèrent les indiens Comanches dans leur combat (...).

Nous, *New Africans*, avons des traditions de résistance à l'oppression nationale et **c'est notre meilleure tradition !** C'est pourquoi l'Etat sait que je suis un prisonnier de guerre.

Malgré son histoire, jalonnée de meurtres et d'assassinats, le peuple noir a cherché à être reconnu comme être humain par des moyens non violents, occupations, appels à la conscience morale américaine, etc., et, de cela, il n'a obtenu que plus de répression. Il ne pouvait pas parler le langage du droit (...).

L'expropriation est un langage de guerre utilisé, dans l'histoire, par toutes les armées révolutionnaires. **Ceux qui n'ont rien doivent prendre à ceux qui ont pour soutenir leur guerre.** Washington, même s'il avait des esclaves et fut financé par les Français, dévalisa les Anglais. Staline expropria les banques à l'âge de 15 ans. Carlos Marighella expropria les banques impérialistes nord-américaines du Brésil, comme le firent les *Tupamaros* en Uruguay. Pendant la résistance au fascisme en Espagne, les banques furent nécessairement la cible des « *nostros* », des « *pistoleros* » et d'autres guérilleros. Tous ceux qui ne sont pas financés par un pouvoir extérieur doivent s'engager dans des actes d'expropriation ou des collectes d'impôts révolutionnaires obligatoires pour poursuivre la révolution. Aucun membre de la Bla n'a jamais ouvert le feu au cours d'une expropriation sans y être forcé par quelque imbécile (...).

Nos destinées ne sont pas entre les mains de l'Etat mais entre les mains des masses *New Africans*. Pour la révolution, on gagne ou on meurt. La cause attend un plus grand jury.

Les USA n'entendent pas opérer de changements fondamentaux. Ils veulent continuer d'intimider les *New Africans* pour maintenir la relation coloniale fondée sur la contrainte ou, au pire, trouver une « *solution finale* ».

Cela signifie que quelques soldats *New Africans* comme moi doivent avoir une attitude claire qui encourage le peuple *New African* à se préparer à se défendre d'un génocide américain nazi. Etudier nos erreurs, construire un programme politique fondé sur la création d'un pays et l'indépendance, un programme de contre-enquêtes permettant de repérer les traîtres comme Tyron Rison, Sam Brown et Peter Middleton, être prêt à combattre et préparer notre peuple à résister à tous les niveaux. Mon devoir de révolutionnaire, dans ce sens, est de dire la vérité sans respecter cette Cour et rendre clair que **le plus grave serait de ne pas continuer**.

J'ai uni ma destinée à celle de la révolution et j'ai pour seul regret mes limites personnelles, la difficulté à prendre conscience des erreurs collectives, les tendances bureaucratiques et hiérarchiques qui existent au sein de la Bla. Je n'ai pas été en mesure de contribuer comme je l'aurai voulu, ni de résister efficacement à mon arrestation. Je suis confiant dans la capacité de mes camarades encore en liberté à corriger ceci, à améliorer l'action par la critique et à commencer à porter des coups importants à l'impérialisme américain. J'espère que j'ai pu convaincre plus de gens, particulièrement les *New Africans*, à suivre le chemin de la libération. En conséquence, j'exprime mon mépris pour la classe dominante américaine et son gouvernement. En dehors de ça, je n'ai plus rien à dire. □

■ Guadeloupe

Contre la répression coloniale

Une vague de répression s'est abattue sur nos peuples, particulièrement en Guadeloupe. En effet le gouvernement français, prétextant la série d'attentats qui a eu lieu en Guadeloupe, Guyane et Martinique, a lancé une offensive contre les indépendantistes : interpellations, inculpations, condamnations.

Plusieurs attentats ont été revendiqués par l'ARC, *Alliance révolutionnaire caraïbe*.

Le colonialisme français, qui est en soi-même un fait de violence, prend prétexte des réactions de l'ARC à sa violence pour frapper des indépendantistes et tenter d'étouffer toute velléité de libération du peuple guadeloupéen.

La domination coloniale a toujours été et demeure un phénomène violent. A travers l'école qui nie notre réalité, à travers la justice, à travers les *mass media*, à travers les structures économiques (1950 : des dizaines d'usines. 1984 : quatre usines fonctionnent. Même situation en Martinique — code Colbert : « *une colonie n'a de raison d'exister que dans la mesure où elle subvient aux besoins de la métropole* »), le colonialisme maintient violemment nos peuples sous son joug.

Par la politique systématique de déportation de nos compatriotes vers la France (BUMIDOM actuellement, ANT), par une politique draconienne de contrôle des naissances, alors qu'il facilite la venue des Français dans nos pays, le gouvernement français tente de résoudre la question nationale de nos peuples par **le génocide par substitution**. En favorisant les secteurs non productifs (import-export), il a transformé nos pays en marchés de consommation.

Aujourd'hui, toutes les décisions politiques concernant nos pays, situés à 7 000 km, sont prises à Paris et à Bruxelles. On nie les intérêts de nos peuples. On nie notre volonté de vivre libres.

Le gouvernement de la gauche a une lourde responsabilité. Mitterrand utilise un discours tiers-mondiste pour mieux coloniser : que ce soit au Tchad ou chez nous, c'est le même colonialisme. Comme toutes les puissances impérialistes, l'Etat français utilise les colonies à des fins militaires (7 000 hommes de troupes aéroportées) et à des fins commerciales (vitrines, marchés de consommation). Aujourd'hui, ses intérêts sont en danger et, une fois de plus, il réprime ; une vingtaine de Guadeloupéens sont inculpés et emprisonnés, d'autres sont recherchés.

Dans le même temps, des groupes d'extrême-droite, composés essentiellement de Français et d'anciens d'Algérie, agissent ouvertement et organisent des tentatives de meurtre contre des militants indépendantistes.

Nous dénions le droit à la justice française de condamner les filles et fils de nos pays.

Nous appelons nos compatriotes émigrés à se mobiliser pour exiger la libération immédiate et sans conditions de tous les emprisonnés.

Notre appel s'adresse à tous les travailleurs immigrés.

Il s'adresse aussi au peuple français, car c'est en son nom qu'on réprime et qu'on asservit nos peuples.

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre !

Libérez :

Leila Cassubie, Max Safrano, André Aquaba, Simone Faisans-Rénac, Charles Rénac, Maïté Peter, Henri Pératou, Joël Nanquin, Jacques Grizelin, Humbert Marbœuf, Raymond Gopy, Christian Champare, tous militants du MPGI, *Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante*.

Ont signé :

AGEC *(Association Générale des Etudiants Guadeloupéens)*, *Combat Ouvrier*, GRS *(Groupe Révolutionnaire Socialiste)*, MCRF *(Martiniquais Communistes Résidant en France)*, MPGI émigration *(Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante émigration)*, UTEG *(Union des Travailleurs Emigrés Guadeloupéens)*. □

Solidarité avec les prisonniers guadeloupéens et martiniquais dans les geôles coloniales françaises

C'est une nouvelle démonstration de détermination et de courage qu'a affirmé le peuple guadeloupéen à la suite de la répression du colonialisme français à l'encontre de 13 militants du MPGI. Le 17 janvier, une grève générale a été imposée et une manifestation de 10 000 personnes a montré au colonialisme français que le peuple guadeloupéen revendiquait le combat mené par les militants emprisonnés. Ces derniers ont porté le combat dans les prisons coloniales elles-mêmes en menant une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Notre entière solidarité doit aller à cette lutte. Populariser cette lutte, tel est l'appel lancé par le MPGI et le MCRF au cours d'un récent meeting, à Paris, aux Français qui refusent que cette barbarie soit perpétrée en leur nom. C'est à notre sens le devoir le plus élémentaire. Envoyez vos messages de solidarité à :

- **Laïla Cassubie - Ecrou F 732 993 Fresnes Hôpital - 1, av. de la division Leclerc.**
- **Max Safrano - Ecrou HE 732 994 Fresnes - 1, av. de la division Leclerc**
- **Humbert Marbœuf - Ecrou 753 155 222 - 1, av. de la division Leclerc**
- ***Emprisonnés en Guadeloupe :***

André Aquaba, Simone Faisans-Rénac, Charles Rénac, Joël Nanquin, Jacques Grizelin, Joël Grizelin, Raymond Gopy, Christian Champare, Aïcha.
Maison d'arrêt - 7, rue Lethière, 97110 Pointe-à-Pitre

- ***Emprisonnés en Martinique :***

Maïté Peter, Henri Pératou.
Maison d'arrêt - 97200 Fort-de-France. □

« Le "Reich de mille ans" n'a duré que douze ans... »

Interview de parents de prisonniers politiques en RFA

Vous êtes parents des prisonniers politiques en RFA et vous êtes venus pour parler de la situation des prisonniers et de votre travail. Pouvez-vous tout d'abord vous présenter ?

• *Je suis Walter Taufer*. Mon fils, Lutz Taufer, est emprisonné à Celle. Il est condamné à la prison à perpétuité. D'une manière générale, j'aimerais dire que ce qui m'a amené à participer au travail des parents, c'est le désir de montrer aux prisonniers qu'ils ne sont pas seuls, que nous ne les oublierons jamais tout au long de leur détention à vie, que nous voulons toujours les renforcer, pour qu'ils tiennent et puissent peut-être espérer en des développements meilleurs.

• *Je suis la mère de Christian Klar* et je participe depuis des années au travail des parents. Je rejoins volontiers les déclarations de Walter. Il n'y a que la conception de la « *perpétuité* » avec laquelle je ne suis pas tout à fait d'accord. Le « *Reich de mille ans* » n'a, lui aussi, duré que 12 ans. Ce qui est important pour moi. Ici, dans le groupe des parents, je suis avec des gens qui n'ont pas peur des soucis et des difficultés quand il s'agit d'être aux côtés de membres de leur famille emprisonnés. On rencontre ici beaucoup d'abnégation et de volonté d'aider, alors que, dans le reste du monde, il y a tant de vide et d'égoïsme. Ici, on trouve enfin la compréhension pour celui qui lutte pour son droit naturel d'aimer ses enfants.

• *Je suis la mère de Brigitte Mohnhaupt*. Lorsque ma fille a été arrêtée la première fois en 1972, je ne connaissais pas le groupe des parents. Peut-être qu'il n'existait même pas. J'ai alors fait la connaissance d'autres mères lors de mes visites à Berlin et j'ai appris par Hilde Pohl que les parents se rencontraient de temps en temps à Francfort. J'ai accepté volontiers sa proposition de venir. Il y a eu, pour la première fois, un groupe plus important des parents lors d'une conférence de presse à Dusseldorf en 1973 ou 1974. Lors d'une conférence de presse, l'attention fut attirée sur les conditions de détention très dures et, à la fin, une lettre fut apportée au ministre de la Justice de cette époque, Posser. Comme rien ne changea ou ne fut amélioré, il y eut la grande grève de la faim. A cette époque, nous nous sommes beaucoup rapprochés, dans le souci commun de nos enfants ou frères et sœurs et dans la réflexion commune pour savoir ce que nous pouvions faire. Des amitiés sont nées, qui existent depuis des années et qui nous donnent la force de tenir.

• *Bon, je suis la mère d'Adelheid Schulz*. Je suis venue dans le groupe des parents vers 1978, après que ma fille ait été recherchée. J'avais, à cette époque, connu plusieurs perquisitions et j'avais même été arrêtée une fois, au travail. Il s'agissait d'un appartement à Karlsruhe qui était soi-disant conspiratif. En fait ma fille avait signé le contrat sous son nom, elle était dans l'annuaire et toutes les factures étaient à son nom. On est venu me chercher — cela m'a laissé sans voix — au travail. On m'a gardé la nuit, pour me questionner, m'espionner. Je n'avais à cette époque, à Karlsruhe, aucun contact en dehors des collègues de travail, parce que je travaillais. Alors, le groupe des parents m'a jointe, m'a dit qu'il existait un groupe des parents et m'a demandé si je ne voulais pas y participer. J'y suis allée, bien sûr. J'étais très heureuse de voir des gens qui avaient déjà vécu tout cela et qui pouvaient m'aider et parler de tout cela.

Par exemple, le 17 octobre 1978, deux policiers sont venus chez moi. Ils m'ont dit : « *Nous aurons vraisemblablement votre fille avant Noël, mais morte.* » Je croyais qu'il voulait simplement me faire peur, pensant que je prendrais contact avec elle. Je n'aurais vraiment pas su comment faire et je pensais : « *ils ne feront jamais cela* ». Je ne pouvais pas croire qu'ils pourraient l'abattre comme cela simplement. Lorsqu'ils ont abattu Willi Peter Stoll et Elizabeth van Dyck, j'ai su que tout cela était sérieux. Ils sont allés aussi chez les parents de Monika Helbing pour leur dire qu'ils avaient introduit « *le droit de tirer à vue* ». Nous étions naturellement bouleversés et nous ne pouvions pas croire que c'était possible chez nous en RFA. Ensuite, pendant des années, j'ai gardé ce contact avec les parents. Je suis très heureuse de les connaître. Nous nous donnons mutuellement la force et la volonté.

• *Je suis Martha Barabass*, la mère d'Ingrid Barabass. Avant que ma fille ne soit arrêtée, j'ai pris contact avec le groupe des parents et j'y ai travaillé régulièrement. Déjà à cette époque, lorsque j'ai su que ma fille était passée dans l'illégalité pour continuer son combat politique, il a été très important pour moi de parler avec les autres parents des questions qui se posaient à moi : par exemple des raisons de ce passage et de pourquoi elle avait choisi justement cette forme de combat pour ses buts politiques. Je voulais aussi parler avec d'autres gens de la peur, de la peur de ce qui se passerait si ma fille était arrêtée, car j'avais entre-temps entendu parler des conditions de détention inhumaines des prisonniers politiques en RFA. Je savais aussi combien de militants avaient été abattus ou grièvement blessés lors des poursuites et des arrestations. Je voulais aussi savoir comment je devais faire face à la police, ou en général, pour ne pas nuire à ma fille. Grâce aux conversations avec les parents et à nos propres expériences avec l'Etat-RFA, nous avons pu mieux comprendre les buts politiques de nos enfants. Il nous est apparu à nous aussi clairement que, derrière les conditions inhumaines de détention et les tracasseries illégales contre nous, se cache un système inhumain et illégal.

Mais les parents ne se retrouvent pas simplement pour parler, ils réfléchissent ensemble à ce qu'ils peuvent faire pour modifier les conditions de détention des membres de leurs familles.

Comment sont aujourd'hui les conditions de détention des prisonniers politiques ?

Depuis 1975, il y a un statut de détention en 24 points, que décide le juge d'instruction contre tous les prisonniers relevant de l'article 129a. Le contenu essentiel de ce statut, c'est l'isolement total des prisonniers. Ainsi sont réglés avant tout les contrôles que doivent subir les prisonniers. Dans la suite du procès, l'isolement total est transformé de temps en temps en isolement à deux ou en isolement par petits groupes. Ce que le programme en 24 points ne règle pas, le juge d'instruction ou le juge d'application des peines s'en charge. Une grande partie des gens qui souhaitent la discussion politique avec les prisonniers subissent une interdiction d'écrire ou de visite. La conséquence, c'est que les prisonniers n'ont pratiquement plus d'autres visites que celles de leurs parents. Les lettres ne passent presque plus. Depuis environ un an, il existe une nouvelle aggravation : l'interdiction de joindre des photocopies, des brochures d'information, des articles de journaux. Dans le cas le pire, ainsi pour les prisonniers Roland Mayer et Günter Sonnenberg à Bruchsal, il existe de plus une interdiction de commander des livres politiques.

Parlez-nous encore des différents points, par exemple l'interdiction des visites. Comment cela se passe-t-il, avec quelle justification ?

• Pour ma fille Heidi, voilà ce qu'il en est des visites. Pendant tout ce temps, une femme seulement de Karlsruhe a été autorisée à lui rendre visite, trois fois, et ces visites aussi ont été interdites sur un motif des plus bénins. Le Parquet (BAW) voulait aussi m'interdire les visites, après que je n'ai pu regarder sans réagir comment ils ont frappé ma fille le 8 novembre 1983, lors de son procès à Dusseldorf. Je me suis levée quand j'ai vu ma fille à terre et les policiers auprès d'elle. Et j'ai hurlé de peur. C'est pourquoi ils ont voulu m'interdire les visites, parce que je n'ai pas pu voir ma fille maltraitée sans bouger. Lorsqu'on sut que le Parquet voulait m'interdire les visites, beaucoup de gens se sont solidarisés avec moi. Ils ont écrit au Tribunal et ont alerté l'opinion, si bien qu'ils n'ont pas pu les interdire.

• Je pense que la menace de l'interdiction de visite contre Vreni est une tentative du Parquet et de la Sûreté de l'Etat de nous intimider. Car, pour nous, nos visites auprès de nos parents sont évidemment importantes. L'autre aspect est que nous disons, nous les parents actifs, que nous voulons aussi discuter politiquement lors des visites, par exemple de la situation des prisonniers dans les prisons. Le Parquet veut couper les prisonniers de ces discussions. C'est la même chose en ce qui concerne la censure des lettres. Par exemple, la mère de Christian lui a écrit un compte-rendu détaillé sur un meeting, lettre où elle a exprimé aussi son opinion sur les conditions de détention et sur cet Etat. Cette lettre fut saisie avec, comme raison, qu'elle avait utilisé des termes injustifiés sur la situation en RFA et sur la prison. Du côté des prisonniers, de nombreuses lettres sont saisies. Par exemple, ma fille m'a écrit récemment qu'elle avait ouvert un troisième dossier de notifications de saisie de lettres.

Depuis 1977, les prisonniers de la RAF demandent leur regroupement en groupes d'au moins quinze prisonniers, où une interaction est possible. Pour imposer cette revendication, ils ont fait, au printemps 1981, une importante grève de la faim collective. Ils n'ont pas pu imposer leur regroupement. Est-ce que les parents continuent à soutenir cette revendication bien que Rebmann, le procureur général, ait indiqué clairement, le 14 décembre 1983, qu'il n'y aurait jamais de regroupement des prisonniers de l'illégalité, « *terroristes* ». Est-ce que ces efforts ne sont pas vains ?

Nos parents ne peuvent survivre hors de ces groupes. Des groupes où une interaction est possible, cela signifie, selon les experts médicaux nommés par le Tribunal, des groupes d'au moins quinze prisonniers qui ont plusieurs heures ensemble, avec du matériel de travail à leur disposition, des livres, des journaux, des machines à écrire. Cela signifie promenade et sport ensemble, télévision ensemble avec choix du programme. Tout cela, l'ensemble des experts l'ont déjà dit lors du grand procès de Stammheim et l'ont exigé du Tribunal. C'était il y a presque dix ans !

Nous savons, du fait des innombrables et parfois incroyables tracasseries et tentatives d'humiliation à l'encontre de nos parents exercées depuis des années par les prisons et la Sûreté de l'Etat, qu'ils n'auront pas les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers tant qu'ils garderont leur identité politique. Cela signifie qu'ils continuent leur combat dans des conditions plus difficiles. Pour briser leur conscience, leur volonté, on les soumet à des conditions destructrices.

En automne 1981, le Parquet avait exprimé que le soutien à la revendication de regroupement ne serait pas puni s'il répondait à des motifs humanitaires. Un grand nombre de procès ont été aussi arrêtés. Pouvez-vous parler d'une volonté absolue de destruction de l'Etat quand, pour se protéger, il criminalise le soutien à la revendication de regroupement, si celui-ci doit permettre des conditions de travail et de discussion communes entre les prisonniers. Comme exemple récent, nous faisons allusion à l'initiative « *Salut aux prisonniers politiques* » qui a été criminalisée.

Face aux prisonniers qui sont livrés à l'Etat, désarmés et isolés, l'Etat n'a pas besoin de se protéger, c'est la propagande habituelle. Maintenant, à propos de votre question : Monsieur Rebmann et ses services, le BKA et l'ensemble des services de la Sûreté de l'Etat savent depuis des années qu'il n'y a pas, pour les prisonniers, de différences entre leurs conditions de vie physiques, donc les conditions qui garantissent leur survie en tant qu'êtres humains, et leur conscience, leur identité. Ce sont les deux faces d'une même médaille. L'isolement vise justement à briser la conscience des prisonniers. C'est pourquoi l'Etat tente de les couper de toute possibilité de discussion politique, dans la mesure du possible, afin de les retourner et d'en faire des « *repentis* ».

C'est un véritable programme de lavage des cerveaux. D'où toutes ces inter-

Le sigle des structures de soutien aux prisonniers

Adelheid Schulz lors de son procès

« Pour celui qui est fait prisonnier dans cette confrontation entre impérialisme et révolution, ceci constitue la possibilité de déterminer sa propre histoire comme sujet révolutionnaire et de continuer à développer ensemble une perspective — contre la séparation brutale de ceux qui veulent être et sont ensemble.

« La politique de destruction menée contre les prisonniers cherche à atteindre ce qui constitue l'essence-même, le processus révolutionnaire : les hommes et les femmes qui luttent pour réaliser celui-ci. Ils veulent éteindre de manière exemplaire le signal — le combat des prisonniers ; justement tenter de liquider depuis treize ans cette expérience : le combat pour la libération et l'autodétermination ne cesse jamais ; c'est aussi le calcul d'enlever l'espoir de victoire à tous ceux qui viennent de commencer la lutte pour la libération.

« Justement parce que la lutte contre la stratégie de destruction dans les prisons constitue un nœud fondamental entre la révolution et la contre-révolution — comme l'ont dit les camarades des Brigades Rouges.

« Le combat sur ce front a donc une force pour le tout, pour l'ensemble du développement : parce qu'il rend le caractère de confrontation — la guerre — tout à fait manifeste. » □

dictions de visite, ces saisies des lettres, cette exclusion des avocats, cette interdiction de commander des livres politiques, etc. Mais l'Etat a fait l'expérience que cela ne réussit pas avec nos parents prisonniers : ainsi Ulrike a gardé son identité après 256 jours d'isolement total dans le QHS de Cologne-Ossendoff grâce à son combat. C'est pourquoi il s'attaque directement à la vie des prisonniers, et il n'a pas peur, dans des situations concrètes, de les tuer : en sept ans, huit prisonniers sont morts.

Lors des visites, dans de nombreuses lettres, les membres de nos familles qui sont emprisonnés en parlent souvent. Ainsi j'étais au procès de Brigitte et Christian qui a commencé le 1er février devant la Cinquième Cour du Tribunal régional de Stuttgart, et j'ai entendu sa déclaration. En gros, Brigitte disait que l'ensemble de l'appareil d'Etat était touché parce qu'il ne pouvait pas disposer d'eux comme il le voulait, bien qu'il ait tout le pouvoir de décision concernant les prisonniers, parce qu'il ne pouvait pas leur arracher leur conscience. C'est pourquoi Rebmann dit toujours que, pour les prisonniers, il ne s'agit pas de la levée de l'isolement, mais de la continuation de leur combat.

A sa façon, il a raison. Comme l'Etat ne peut détruire l'identité des prisonniers qu'en les détruisant eux-mêmes, il s'agit maintenant, avec le ministre de l'Intérieur Zimmermann, pour la propagande du gouvernement, de pouvoir disposer de l'intégrité physique des prisonniers politiques. Alfred Claus, l'un des fonctionnaires du BKA qui s'est intéressé le plus longtemps et le plus intensivement aux discussions des prisonniers entre eux, à leur psychologie et à la soi-disant recherche des causes, dit, dans une documentation officielle détaillée du ministère de l'Intérieur, « *Activités et comportements des terroristes emprisonnés* » (Bonn 1983) : « *Il faut penser que la prétention de l'Etat à faire appliquer les peines et la protection de la collectivité contre de nouveaux crimes ne peut pas être placée dès le départ et dans toutes les circonstances derrière l'intérêt des prisonniers à leur intégrité physique.* »

Vous comprendrez donc que nous nous faisions du souci concernant l'intégrité physique et la vie de nos prisonniers et que nous ferons tout ce qu'il est possible pour imposer ensemble le regroupement. Nous savons que ce n'est pas facile et que cela ne pourra être obtenu rapidement.

Il y a là l'exemple de mon fils Lutz qui était dans une situation personnelle très difficile à la fin de l'année 1980, alors qu'il était encore à l'isolement total à Schwalmstadt. Par son combat et le soutien du groupe des parents, il a pu obtenir, au début de 1982, son transfert à Celle dans le petit groupe qui y a été formé. A ce moment-là, ce fut un pas important car, au moment où il put être avec les autres et recommencer une discussion avec les prisonniers politiques, ses difficultés personnelles ont complètement disparu. Du fait de cette expérience, je soutiens pour tous les autres prisonniers la revendication du regroupement.

Y a-t-il contre vous une répression sous la forme d'une criminalisation, bien que vous soyez les parents des prisonniers ?

Oui. Depuis quelques années, il n'y a plus de véritable protection pour nous, les parents. Plus qu'autrefois. Il s'agit de procédures d'enquête d'après l'article 129a *(« soutien ou publicité à une association terroriste »)*, bien qu'il ne s'agisse, la plupart du temps, que de prisonniers isolés. L'arrière-plan a été une action que nous avons faite, en juin de l'année dernière, lorsque nous nous sommes enchaînés devant le ministère de la Justice bavarois et que nous avons distribué aux passants une déclaration concernant la situation de Bernd Rössner. De tous les prisonniers, c'est celui qui est depuis le plus longtemps à l'isolement complet. Pour obtenir son transfert, il avait commencé, en avril 1983, une grève illimitée de l'hygiène, si bien qu'il est resté enfermé cinq mois durant dans une cellule vide, blanchie à la chaux. L'Etat, voulant à tout prix empêcher son transfert à Celle, l'a fait transférer dans la section psychiatrique de la prison de Straubing et il a aussi criminalisé tous ceux qui tentaient d'alerter l'opinion sur sa situation.

Pour l'instant, nous ne pouvons pas dire s'il y aura aussi un procès contre certains d'entre nous. Un tel procès aurait naturellement pour fonction de nous amener à ne plus rien faire pour les prisonniers.

Que faites-vous contre cela ?

Une partie importante de notre travail consiste à alerter l'opinion publique sur les conditions de détention, par exemple par le « *bulletin des parents* » que nous publions régulièrement depuis des années, par des conférences de presse et des meetings, etc.

Il y a tant de gens qui ignorent ici ce qui se passe dans les prisons contre les prisonniers politiques ou qui ne veulent pas le croire. Car cela signifierait que la torture des prisonniers n'a pas lieu seulement au Salvador, en Afrique du Sud ou en Turquie, donc loin d'ici, mais que cela peut se passer ici, dans notre propre pays. Si l'on sait cela, l'on est obligé d'en tirer les conséquences. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important d'informer sur les conditions de détention.

L'autre aspect de ce travail public, c'est que nous voulons parler avec d'autres gens, leur expliquer pourquoi les prisonniers veulent leur regroupement. Comprendre cela est une condition importante pour parvenir à faire ce qu'il faut pour imposer cette revendication.

Il ne s'agit pas seulement pour nous de persuader d'autres gens de soutenir la revendication, mais nous réfléchissons à ce que nous pouvons faire nous-mêmes.

Je veux expliquer, par l'exemple de l'occupation du *Spiegel* lors de la grève de 1981, quelle signification ont ces actions que nous entreprenons pour imposer cette revendication. Il y avait eu, au début de la grève de la faim, une conférence de presse à laquelle participaient avocats et parents. De nombreux journalistes sont venus. Pourtant, il n'y a rien eu dans les médias sur le contenu de cette conférence : la grève de la faim, les conditions de détention, le regroupement. Nous avons compris qu'un *black-out* de la presse avait été ordonné et nous avons décidé d'occuper le *Spiegel* parce que c'est l'un des organes de presse les plus importants.

Nous nous sommes ensuite organisés pour voir comment rentrer. Nous avons choisi la cantine parce que l'on peut y mettre des banderoles et parce que nous pouvions parler avec des gens, parce qu'il y avait une porte vers l'extérieur. C'est important puisque les gens du *Spiegel* ont tenté de faire pression et de nous ôter toute possibilité. Nous étions fermement décidés à ne pas quitter le *Spiegel* tant que nous n'aurions pas atteint notre but : la levée du *black-out*. Nous sommes parvenus à rester plusieurs heures dans la cantine du *Spiegel*, jusqu'à ce que le *Spiegel* appelle la police. De nombreux journalistes sont venus. Nous avons entendus, à la radio que nous avions emmenée, que l'on parlait aux informations et dans les magazines de notre action et donc de la grève de la faim. Un groupe de vidéo était avec nous à la cantine et a filmé cette action.

Plus tard, nous avons montré ce film lors de meetings. Comme nous ne pouvions ni entrer ni sortir, des gens nous ont soutenus devant le bâtiment du *Spiegel*. Le résultat tangible de notre action est que de nombreux journaux ont parlé de nous et donc de la grève ou sont venus plus tard pour faire des interviews ou des articles avec nous.

Mais cette action a connu un autre succès. Cela a été pour nous-mêmes une expérience importante montrant que nous pouvions faire et obtenir quelque chose si nous commençions à agir. Cela nous a donné la force pour les autres actions de 1981 et après. Nous avons fait l'expérience que nous pouvions mobiliser d'autres gens avec nos actions. De même que cela nous donne toujours courage et force, quand nous voyons que d'autres gens combattent pour le regroupement des prisonniers. □

« La résistance est possible... »

Extraits de déclarations de prisonniers de la RAF

Christa Eckes, Helmut Pohl et quatre autres membres de la RAF ont été arrêtés et contrairement à ce que veut faire croire le pouvoir allemand, *la RAF existe*. Et, dans la clandestinité, des militants anciens et nouveaux continuent la lutte. La police allemande est formelle, ces militants préparaient une action. Helmut Pohl et Christa Eckes avaient déjà été emprisonnés pour plusieurs années. Sitôt libérés, ils reprenaient la lutte. Alors qu'ils sont de nouveau arrêtés aujourd'hui, d'autres combattants, dehors, continuent le combat. ■

En prison, durant les procès aussi, les combattants de la RAF poursuivent inlassablement la lutte. Dans sa déclaration qu'elle a faite au procès, Adelheid Schulz définit la signification de cette lutte.

« Plus les combats se transforment en attaques stratégiques et deviennent un front, plus les structures de domination impérialistes sont acculées dans leurs centres, et plus elles vont vers la crise finale, plus le combat sur ce front devient un foyer d'incendie dans l'ensemble de l'affrontement entre libération et destruction impérialiste.

« Ce combat unit tous les prisonniers révolutionnaires, qu'ils luttent dans les camps de concentration sud-africains ou latino-américains ou, comme les camarades palestiniens, dans les camps d'extermination israéliens ou arabes, que ce soit les prisonniers de guerre portoricains ou les combattants des Brigades rouges, de la résistance espagnole ou irlandaise, les camarades turcs ici et en Turquie, que ce soit tous ceux qui luttent ici du point de vue de l'internationalisme prolétarien.

Les impérialistes ne pourront plus éviter ce combat dans les camps d'extermination ou les sections d'extermination dans les prisons. Et ils ne pourront l'empêcher, malgré toute la machine qu'ils ont bâti autour de nous. Ils ne pourront empêcher que nous combattions avec toute la force que nous avons contre la politique d'extermination. Cette nécessité naît de toute cette situation. »

Les buts de la lutte de la RAF sont définies ainsi par Brigitte Mohnhaupt : *« C'est ridicule. Personne, ni les prisonniers, ni la RAF, ne combattent pour une organisation. Nous combattons pour la réalisation et le développement de la révolution sociale qui ne peut être obtenue que par la rupture matérielle et politique de la guerre de classe sur tous les fronts. Et la tâche qui nous incombe est d'organiser l'attaque qui parte de la métropole même, d'intervenir ici où ils se trouvent, de même que s'y trouve la base stratégique et matérielle de leur pouvoir. »*

Le concept de criminalisation est aini analysé par Christian klar : *« Comme nous avons une relation claire à la légitimité impérialiste, c'est-à-dire que nous partons de l'illégalité, le projet de la criminalisation ne nous intéresse que parce qu'il est, dans un état fasciste institutionnel, l'instrument de la dépolitisation de l'antagonisme qui existe de par le résistance. Dans ce contexte, la justice de la Sûreté de l'Etat est centrale.*

« Jusqu'où l'Etat peut aller, on l'a vu dans la mobilisation contre les missiles. L'absence de violence, c'est aussi la violence, a déclaré Zimmermann. Rebmann, Procureur Général, ouvre des procédures pour trahison contre les journaux qui publient des informations sur la structure des préparatifs de guerre. Engelhard dit maintenant que la désobéissance civile est hors du droit. Et « la reconnaissance politique » du parti des Verts commence là où il se soumet à la social-démocratie. En bref, la politique ne peut venir que des structures de l'Etat impérialiste.

« Contre l'opposition fondamentale consciente, où il ne s'agit pas de tendance ou de forme. Contre la politique révolutionnaire, cela prend une toute autre acuité. La Sûreté de l'Etat ne menace pas, elle condamne et ne connaît aucune limite, sauf là où elle se heurte à une forte résistance et au pouvoir révolutionnaire venant de l'illégalité.

« La statégie de la dépolitisation par la criminalisation de la politique révolutionnaire est la stratégie de l'OTAN. Depuis 1977, il existe dans tous les pays de l'OTAN des directives précises imposant de combattre par tous les moyens le statut politique pour tous les guérilleros prisonniers et les oppositionnels. Dans tous les Etats d'Europe et de l'OTAN, la construction des sections d'isolement, la torture blanche, mais qui n'exclut pas celle du sang, l'isolement des cadres se sont imposés avant tout. En Italie, en Espagne, en Turquie, les premières prisons spéciales modèle Stammheim ont été construites pour remplacer les camps qui gênent la diplomatie du Marché Commun, pour endormir l'opinion, sans que le but de l'extermination soit abandonné.

« Ils appliquent leurs doctrines avec le plus de brutalité là où ils ont le plus de pouvoir. Contre les prisonniers, la réalité pour tous est le statut d'ôtages. Neuf prisonniers sont morts dans les prisons allemandes. Thatcher a laissé tuer dix prisonniers irlandais au cours de leur grève pour le statut politique. Personne ne sait combien de prisonniers turcs sont morts sous la torture, grâce au travail en commun de la justice allemande et de la justice de la Junte.

« Nous nous opposons au faux concept de solidarité et de soutien, tel qu'il existe dans le dialogue avec l'Etat avec des critères médicaux et humanitaires. Il ne s'agit plus de prouver la torture par isolement, même si c'est une arme importante, pour l'empêcher d'être appliquée en secret. Les faits sont clairs et peuvent être démasqués surtout dans leur fonction politique, que l'on voit de manière linéaire jusque dans les politiques de la RFA dans les instances de l'ONU : bâtir des traités, dans lesquels ils n'hésitent pas à dénoncer les luttes de libération dans le monde comme « terrorisme international... »

« Kuhn, qui est celui qui a concocté le statut en 24 points, qui est l'armature de la torture, a déclaré lors de la grève de la faim de 1981 : « Les revendications des prisonniers ne doivent pas être acceptées. Si l'Etat ne veut pas se mettre en cause lui-même. C'est la conception résumée de la raison d'Etat ouest-allemand qui veut détruire préventivement tout pouvoir prolétaire. »

C'est aussi le contenu de la confrontation pour un changement dans les prisons et cela ne peut être dissocié du combat pour la vie. » □

Les CCPP et les rapports de guerre

L'Internationale a reçu ce texte des « Collectifs pour le contre-pouvoir prolétaire ».

Nous en publions ici un bref extrait qui définit ce que sont les rapports de guerre produits par le capital. ■

Jour après jour, la société du « progrès » prend de plus en plus des allures de société de guerre sociale objective et totale : chaque aspect des rapports sociaux révèle des tendances bellicistes de plus en plus exacerbées.

L'Etat objectif de guerre s'exprime tous les jours dans les métropoles : licenciements massifs, expulsions de quartiers entiers, prolétaires à la rue, répressions massives, déploiement de CRS dans les quartiers prolétaires, flicages en tous genres, vidages de squatts, chasse aux punks, chasse aux immigrés, chasse aux drogués, chasse aux « terroristes » sous des formes contradictoires dans la conscience même des prolétaires.

Ces rapports de guerre ont été objectivement produits par le Capital, ils sont les conséquences des contradictions internes au mode de production dominant.

Il n'y aura pas de conscience de classe sans défense absolue de la conscience révolutionnaire. Il faut en finir avec la conception de la prison comme une zone « hors société », un non-lieu ou une voie de garage pour militants « extrémistes en perdition ».

La taule n'est en fait qu'un maillon de la chaîne de ghettos qui structure la métropole, aussi fort que tout autre dans son isolement, aussi faible que tout autre dans sa stabilité interne.

L'incapacité à concevoir cette continuité métropole/prison a conduit le mouvement, dans la plupart des cas, à construire lui-même un nouveau cercle d'enfermement : au mieux en menant face à l'Etat et par comités de soutien interposés une défense corporatiste et individualisée qui prive le détenu de son identité spécifique au sein de la classe emprisonnée, au pire en niant en pratique sa qualité de révolutionnaire interne à une situation particulière et à ce titre partie prenante du mouvement dans sa totalité, et en le réduisant de fait à un statut d'assisté que l'on finance et que l'on nourrit.

Cela veut dire qu'il faut sortir du ghetto « minimaliste » l'ensemble des luttes jusqu'à présent confinées dans des thématiques « partielles » (logement, nucléaire, anti-racisme, pacifisme, cadre de vie... etc.) et reconstruire un antagonisme de classe subjectif en s'appuyant sur la dynamique de riposte prolétaire à l'attaque du Capital.

D'autre part, en raison de ce que nous avons déjà dit sur la Métropole et son caractère global, il est plus que nécessaire d'organiser un rapport dialectique constructif entre les différentes réalités communistes de la Métropole européenne : « L'expérience du prolétaire turinois est donc profitable au prolétaire stéphanois... »

Les conditions d'un contre-pouvoir métropolitain du prolétariat passe inévitablement par l'élaboration d'une pratique-analyse commune à toute la Métropole européenne.

Contre l'anéantissement des révolutionnaires et du prolétariat emprisonnés.
Pour une stratégie métropolitaine de libération.
Pour la construction de l'organisation autonome du prolétariat métropolitain international. □

Mai 84, Paris.
Collectif pour le Contre-Pouvoir Prolétaire
(C.C.P.P.)

✸ Nous n'avons pu, par manque de temps, traduire et publier les documents des camarades canadiens que nous voulions présenter dans le cadre de la continuité de l'information et du débat telle que nous la concevons dans *l'Internationale*. Après le dossier présenté dans le n° 5, nous voulions, comme nous le faisons, avec la déclaration du prisonnier noir-américain Kawasi Balagoon, en poursuivre la publication, en particulier par des lettres de Ann Hansen. Les procès de ces camarades canadiens ont commencé. Et déjà Ann a été condamné à la prison à perpétuité. Il est possible d'écrire aux camarades canadiens. leur adresse : Oakalla Prison, Drawer « O », Burnaby B.C. V5H 3N4. □

Suite
de la page 2

L'Irlande, un maillon caché du dispositif impérialiste. n° 7

● **L'empire**

Puerto-Rico : luttes au cœur de la bête *(Dossier)*. n° 1
Usa : des actions contre des installations militaires. n° 2
Grenade : l'ordre règne. n° 2
La lutte des Noirs américains dans l'Empire *(Dossier)*. n° 2
L'Amérique centrale sous influence. n° 3
Chronologie des interventions Us. n° 3
Usa : des actions de solidarité avec le peuple du Salvador, *(Communiqués de l'Unité de résistance Armée et du Front uni de libération)*. n° 3
Philippines : « Nous apprécions votre adhésion au processus démocratique » (Bush à Marcos). n° 3
Les bases américaines aux Philippines : Subic and Clark. n° 3
Sendero luminoso : du rejet du foquisme à la fascination du maoisme *(Dossier)*. n° 4
Philippines : le combat de la *New people's army*. n° 4
Canada : de l'action directe à l'action antiimpérialiste *(Dossier)*. n° 5
Action contre un Q.G. israélien à New York, *(Red guerilla resistance)*. n° 7
Action contre un Club d'Officiers à Washington, *(Red guerilla resistance)*. n° 7
Nicaragua : un peuple en lutte et en armes *(Dossier)*. n° 8

● **France**

La politique française de l'immigration (I). n° 1
La politique française de l'immigration (II). n° 2
Un communiste italien exécuté au cours d'une expropriation : « Ciro Rizzato, tombé en combattant ». n° 2
Déclaration de *Défense Active*. n° 2
« Qui sème le vent récolte la tempête ». n° 2
Un texte d'*Action Directe* : « Une tâche révolutionnaire, le combat international ». n° 4
Antilles : contre l'impérialisme français, *(Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe)*. n° 4
Missak Manouchian, l'internationalisme au cœur, *(Communiqué de l'Organisation pour la réunification et l'indépendance de l'Arménie)*. n° 5
A propos de la campagne journalo-policière contre *Action Directe* : « Sur quelques événements récents ». n° 5
Action Directe : la continuité d'un projet communiste *(Dossier)*. n° 6
Des ouvriers de Cléon solidaires des sidérurgistes. n° 8

Sur le front des prisons

Rfa : Bernd Rössner en grève de l'hygiène. n° 1
Tentative de psychiatrisation d'un prisonnier de la Raf. n° 3
Usa : lourdes condamnations contre des combattants noirs. n° 4
« Lutter pour le regroupement des prisonniers de la guérilla et de la résistance en Rfa » : Une lettre de Christian Klar et la déclaration d'Inge Krobs à son procès. n° 4
Sur les récentes arrestations *(Action Directe)*. n° 6
Soutien aux cinq de Tokyo. n° 8
« Sur le front des prisons », Lettres de Vincenzo Spano, Régis Schleicher, Helyette Besse et Nicolas Halfen. n° 8
Des prisonniers d'*Action Directe* réclament leur regroupement. n° 8
Le statut des prisonniers antillais. n° 8

Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*
10 numéros : 75 F
Abonnements de soutien : 300 F et plus...

nom .....
adresse .....
abonnement ☐ **ordinaire** ☐ **de soutien**
règlement ci-joint de .....
Cet abonnement prend effet à partir du n° ☐ **inclus**
***L'Internationale* est en vente dans les kiosques.**

L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche, 75013 Paris. Tél. : 337.63.52.
- Directrice de la publication : Françoise d'Eaubonne.
- Commission paritaire : 65607.
- Imprimerie Rotoffset (Meaux).
- Abonnement (10 numéros) : 75 F. Abonnement de soutien à partir de 300 F.
- Chèque ou mandat à l'ordre de *L'Internationale*.

A lire

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

Clash
Correspondances Internationales
Rebelles (journal des prisons)
Controinformazione
Il Bollettino
Resistance (Canada), etc.
Subversion n° 1

Des Textes des Brigades Rouges :

- *L'abeille et le communiste*, septembre 1980, Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).
- *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le *Collectif d'information prolétarienne*, publié par *Subversion*).
- *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

Des textes de la RAF

- *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.
- *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine, Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.
- Brochures régulières des *« Comités de parents et d'amis des prisonniers »*.
- En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).
- Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

Les revues de Documentation Communiste

- *Pour un projet communiste*, texte d'*Action Directe*.
- *Sur l'impérialisme américain*, idem.
- *Les Vingt thèses finales, Brigades Rouges*.

N° 7 - Mai 1984 .

N° 8 - Juin 1984 .

Sur le front des prisons

Les chemises brunes à la parade

Des détenus solidaires des militants antifacistes de Lille

On se souvient comment les chemises brunes de la bande à Le Pen ont été reçues, le 23 mai dernier, à Lille. Suite à des affrontements assez sérieux avec les sbires de Mauroy, Abdelkader Bouama était arrêté sans preuves, inculpé, puis finalement relâché dix jours plus tard. Plus récemment, sur la base d'une méthode qui commence à se répandre, Alain Pitten était identifié sur un film d'actualité de FR3 Lille et inculpé de « coups et blessures à agent de la force publique » et incarcéré à la prison de Loos.

Le texte qui suit est le contenu d'une lettre que plusieurs détenus ont adressé au juge d'instruction, de concert avec une campagne d'initiatives menée à l'extérieur

Après l'incarcération suivie d'inculpation de Bouamama Abdelkader, voici celle d'Alain Pitten.

Etat oppresseur, bourgeois exploiteurs, flics et magistrats répressifs, geôliers destructeurs de l'individu, journalistes complices, même famille œuvrant pour la liberté de leurs privilèges.

Tout individu ou groupe remettant en cause les *« valeurs »* mensongères et magouillardes des intérêts politiques et financiers *« officiels »* (intérêts camouflés derrière l'*« ordre public »*), que cette remise en cause soit consciente ou inconsciente, se trouve systématiquement et progressivement marginalisé, criminalisé, arrêté, incarcéré et condamné.

Tous les moyens sont bons pour ce faire ; je ne vous les rappellerai pas puisque vous les connaissez et faites partie de ceux qui les *« légalisent »* et qui fonctionnent en rouages de la machine à fabriquer des *« coupables »*, machine qui parasite à mort les prolétaires et leur inocule le venin de la division dans la survie.

En ce qui me concerne, déparasité par la prise de conscience et immunisé par la solidarité dans la lutte, j'exprime ici ma *« culpabilité »* du désir de vivre et revendique la libération immédiate d'Alain Pitten, coupable fabriqué !

Salutations distinguées. » □

Une lettre de Régis Schleicher

Pour l'Organisation internationale de la classe

La restructuration des bastions industriels traditionnels : automobile, métallurgie et sidérurgie, ou l'affinement des secteurs dits *« de pointe »* (informatique, robotique) fait avant tout s'exprimer la tendance à la guerre, surtout dans les métropoles et plus généralement dans le monde capitaliste occidental, par la généralisation des conflits économico-commerciaux entre les transnationales.

Elles sont en cela soutenues par les garants de la paix sociale et des institutions bourgeoises, sociaux-démocrates de tout poil, syndicalistes petits-bourgeois, dont la fonction intrinsèque n'est autre que d'accentuer la décomposition d'un prolétariat auquel on fait miroiter, mais toujours pour demain, la solution de ses problèmes et la résolution des politiques d'austérité. Et cela ne saurait nous surprendre de la part de ceux qui sont devenus les complices de l'ennemi de classe, ces organisations pseudo-ouvrières, ces partis pseudo-léninistes qui ne manquent jamais d'être réformistes lorsque sont réunies les conditions d'une situation révolutionnaire.

Tandis que dans les pays dépendants ou interdépendants, sous hégémonie U.S., on assiste à l'extension de la guerre larvée où nos nouveaux tribuns, tortionnaires reconvertis dans *« l'évangélisation des masses incultes »*, testent leurs forces d'intervention, de pacification, de contrerévolution afin de mieux nous les resservir dans un proche avenir.

Si, dans ces territoires moins *« avancés »*, la lutte anticapitaliste peut, dans un premier temps, effectivement passer par la lutte de libération nationale — quoique, pour notre part, nous soyons actuellement sceptiques quant à ses perspectives et débouchés — il est bien évident qu'ici il en est tout autrement.

Que ce soit sur les plans économique, politique, militaire, les exigences du capital et de son stade ultime, l'impérialisme, sont les mêmes à Frankfurt, à Milan ou à Paris. A savoir la réduction du caractère antagonique de la classe, l'extension de la fonction expansionniste pour l'ouverture, la conquête et la création de nouveaux secteurs de production et de nouveaux marchés, la mise en place de nouvelles structures institutionnelles rendues nécessaires par le saut qualitatif effectué au cours de ces dernières décennies, l'acceptation des politiques d'austérité, de réduction des dépenses sociales...

Et c'est à cette attaque généralisée, politique et matérielle, que se trouvent confrontés le prolétariat et ses représentations révolutionnaires, les Organisations Communistes Combattantes d'Europe de l'Ouest.

L'actuelle phase de projectualité efficiente de la tendance généralisée à la guerre comme moyen historique de résolution de la crise de surproduction du capital (résorbtion de la force de travail superflue, création de nouveaux marchés, reprise du cycle économique) nous amène, une fois de plus, à formuler les moyens de résolution de la contradiction fondamentale bourgeoisie impérialiste/prolétariat métropolitain.

Et ce n'est pas un hasard si nous parlons de prolétariat métropolitain. Les attaques à la classe vont en effet bien au-delà des différents corporatismes, sectoriels ou nationaux. Cela ne signifie pas pour autant faire abstraction des spécificités ou particularités propres à chaque territoire. La *« recette »* révolutionnaire ne s'exporte pas, pas plus qu'elle ne s'importe. Il n'y a pas *« la solution miracle »* qui s'applique indifféremment à tous les points du globe.

Il n'en demeure pas moins que seule **l'organisation internationale de la classe** est à même de saisir et de comprendre dans leur complexité, les caractéristiques et les mécanismes de l'internationalisation toujours plus croissante du capital, de ses armées, de ses polices dans la phase présente : la phase impérialiste.

Que tout développement révolutionnaire exclusivement ou même essentiellement national ne peut être que parcellaire et donc voué à l'échec puisqu'il est méconnaissance de la véritable nature totalisante de l'affrontement de classe.

Trancher avec le respect de l'ordre capitaliste passe aujourd'hui par la définition d'un projet politique général intégrant dans le front de l'attaque aux transnationales et à l'impérialisme toutes les composantes qui, en Europe, œuvrent dans une stratégie communiste, à la réalisation du front de classe et du processus révolutionnaire.

A la tendance à la guerre impérialiste opposer la tendance au Communisme.

Pour l'Organisation autonome de la classe !
Pour le Système de pouvoir rouge !
Solidarité avec les combattants d'Europe de l'Ouest ! □

Une lettre d'Helyette Besse

L'Internationale des révolutionnaires

Les luttes morcelées, émiettées, éparpillées et éclatées — les luttes au quotidien — ici et maintenant, sont les racines multiples et vivifiantes de la résistance à *« l'ordre établi »*.

L'analyse, la réflexion, la discussion sont nos outils dans la recherche des liens indispensables *« entre ces luttes parcellaires et la volonté réelle d'émancipation de libération totale de l'exploitation de l'homme par l'homme »*. Partout où un homme prend conscience de son exploitation, de la place que lui réserve — à lui et à ses frères de classe — la société capitaliste, partout où il prend conscience de sa force — de celle de sa classe — de son poids sur la transformation possible d'un destin collectif : La Révolution est en marche ! L'exemple, la propagande par le fait, l'étincelle, l'Action Directe sont nos armes.

Partout où des Révolutionnaires affirment que l'inégalité sociale, la servitude, la guerre, et le massacre entre exploités ne sont pas des fatalités, partout où des Révolutionnaires, démystifiant l'Etat et le Capitalisme, s'attaquent aux responsables de l'exploitation, de l'abrutissement et des guerres, ils sèment les graines d'espoir, de confiance, de lutte, de vie. Dans les quartiers, les usines, les prisons, dans les régions et les nations, se fait sentir le besoin de coordonner, d'imbriquer, d'additionner et de multiplier les combats.

Les délimitations nationales n'arrêtent pas le capitalisme. Il a partout le même langage de profit par l'exploitation. Ses chiens de garde, s'ils changent d'uniformes, pratiquent la même répression, le même écrasement, la même tentative d'extermination de tous les résistants à l'ordre impérialiste. Les médias à leur service ont le même rôle de mystification, de mythification, d'infantilisation et de collaboration qu'un cri déchire de temps à autre.

L'Internationale des Révolutionnaires est née. Elle œuvrera sans souci des frontières, en tenant compte des conditions politiques et économiques de chaque pays — en respectant chaque ethnie, ses particularismes, sa culture, sa langue, en préservant la liberté individuelle de chacun dans la perspective de celle de tous. Pour le monde sans classes, sans prisons et sans privilèges, le monde fraternel, égalitaire et harmonieux que nous forgeons aujourd'hui dans la lutte.

« Le message est simple mais apparemment, il n'est pas encore entendu partout, il n'y a et il ne peut y avoir de stabilité politique sans justice sociale. Et quand les inégalités, les injustices ou les retards d'une société dépassent la mesure, il n'y a pas d'ordre établi, pour répressif qu'il soit, qui puisse résister au soulèvement de la vie... »

Rendons à César ce qui appartient à César et à F. Mitterrand ce qui lui appartient. La conclusion lui est empruntée. Ces paroles ont été prononcées le 20 octobre 1981 à Mexico devant le monument aux morts de la Révolution mexicaine. □

Fleury-Merogis, juin 1984
Helyette Besse,
combattante révolutionnaire
d'Action Directe